

Charles DITANDY

L'Évolution de la Politique Économique Italienne

ET

L'Avenir Français

sur le Marché Italien

*A la mémoire de mon père,
Le Docteur EDGARD DITANDY,
A ma Famille.*

MEMBRES DU JURY

Président : M. TRUCHY, Professeur agrégé.

Assesseurs : MM. PERGEROU et DESCHAMPS. Professeurs agrégés

AUTUN¹

IMPRIMERIE P. COQUEUGNIOT & C. TRUCHOT

1919

Charles DITANDY

L'Évolution de la Politique Économique Italienne

ET

L'Avenir Français



sur le Marché Italien

*A la mémoire de mon père,
Le Docteur EDGARD DITANDY,
A ma Famille.*

MEMBRES DU JURY

Président : M. TRUCHY, Professeur agrégé.

Assesseurs : MM. PERCEROU et DESCHAMPS. Professeurs agrégés

AUTUN

IMPRIMERIE P. COQUEUGNIOT & C. TRUCHOT

—
1919

BIBLIOGRAPHIE

FRANCES CO NITTI. — *Nord e Sud*. — 1 vol.

EDOARDO GIRFTTI. — *Déceptions du protectionnisme* (Guillaumin. — Paris.

Mezzo Secolo di Vita Italiana. — 1 vol., Ant. Vallardi. — Milan.

Le Industrie Italiana illustrate. — Années 1917-1918-1919. (Istituto editoriale Italiano). Milano. — Piazza Cavour n° 5.

Atti della Commissione d'inchiesta sulle condizioni dei Contadini nell'Italia meridional. (Ministero d'A. I. C.).

Movimento Commerciale del Regno d'Italia. — Années 1895 à 1913. — Bertero. — Roma.

PRINCE GIOVANNI BORGHESE. — *L'Italie Moderne* (E. Flammarion — Paris.

Bulletins de la Chambre de Commerce Italienne de Paris.

GIOVANNI PREZIOSI. — *L'Allemagne à la conquête de l'Italie*. — Librairie Delagrave.

R. BAGOT. — *Gli Italiani d'Oggi* (Laterza. — Bari 1913).

BONNEFON-CRAPONNE. — *L'Italie au Travail* (Pierre Roger, éditeur, Paris).

E. LEMONON. — *L'Italie Economique et Sociale* (Falcant — Paris.

HENRY JOLY. — *L'Italie Contemporaine* (Bloud et Co).

A. DAUZAT. — *L'Expansion Italienne* (Fasquelle — Paris).

GABRIEL MAUGAIN. — *L'opinion italienne et l'intervention de l'Italie dans la guerre actuelle* (E. Champion — Paris.

RENÉ PINON. — *L'Emprise de la Méditerranée* (Perrin — Paris — 1 vol.).

R. BACHI. — *L'Italia Economica Nel 1911-1912-1913*. (3 vol., Stern — Turin).



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

« Ora che è fatta l'Italia bisogna fare gli Italiani » affirmait Massimo d'Azelio. Cette phrase, qui tout d'abord paraît être une boutade irrévérencieuse, était la traduction hardie mais sincère de l'état où se trouvait l'Italie au moment de son Unité. Politiquement elle existait, mais économiquement, industriellement et socialement elle avait presque tout à faire, tout à créer ; d'un côté, le Nord de la Péninsule plus industriel, plus développé, plus ouvert au progrès, plus ardent ; de l'autre, le Sud agricole, aux mœurs patriarcales, ayant horreur de la nouveauté et de l'effort. Dans son livre intitulé le *Nord e Sud*, Francesco Nitti, l'ex-Ministre des finances, le reconnaît avec franchise et écrit en parlant du Sud : « Si evitava che si formassero banche o società per azioni, si temeva che lo speculazione penetrasse, e con essa il desiderio di cose nuove. Si amava un quietismo monacale un popolo contento per vita tranquilla ». L'Unité italienne pour être vraie, réelle, devait réussir à amalgamer ces forces opposées et essayer de produire, par leur union, un Etat moderne, indépendant et fort.

Le député Ottavi, dans la revue « *Mezzo Secolo di Vita Italiana* », éditée à Milan, le 11 avril 1911, à l'occasion des fêtes du Cinquantenaire, rappelle le mot de Cavour disant qu'aussitôt qu'il aura donné une Patrie aux Italiens il retournera avec enthousiasme à l'agriculture : « Tosto che avro dato agli italiani una Patria ritornerò con entusiasmo all'agricoltura » et il ne cache pas que malgré les progrès, très intéressants certes, qu'a réalisés l'agriculture italienne, elle a toujours passé au second plan des préoccupations des gouvernements italiens qui se sont succédés au pouvoir — l'arte dei campi dunque cedette agli ideali supremi della Patria. Pourquoi ? Parce que les dirigeants de la politique italienne avaient compris que sans industrie, sans commerce, sans chemins de fer, sans crédit, l'Italie ne pouvait prétendre à tenir une place honorable parmi les nations européennes. L'Unité italienne était faite, soit, mais à l'intérieur du nouveau royaume, le commerce de la soie mis à part, l'industrie se trouvait à l'état embryonnaire : « Noi eravamo ben lontano, e vero, del grado di progresso e cui erano giunte Francia e Inghilterra » écrivait dans la Revue précitée le professeur Vittorio Racca, de l'université de Rome. L'inventaire des ressources de la jeune Italie donnait un maigre bilan : pas de charbon — pas ou très peu de matières premières nécessaires à un développement industriel intéressant — pas de marine

marchande — un crédit national et international limité — pas de colonies.

Le problème qu'avait à résoudre au début de l'Unité le Gouvernement italien était donc le suivant : Ou rester une nation agricole, en étant tributaire de l'étranger pour tous les produits semi-ouvrés et fabriqués et vivre ainsi sous la dépendance des Etats plus forts et mieux outillés capables d'absorber, en échange des marchandises livrées, la plus grande partie de ses ressources agricoles, ou bien essayer de lutter contre les nombreux obstacles mis par la nature à son développement industriel en créant artificiellement une industrie nationale dont les frais d'installation, de mise au point et d'entretien seraient supportés par les habitants du royaume mais susceptibles de satisfaire un jour presque seule à la vie économique et aux exigences de la Défense Nationale et tendre finalement à devenir une grande puissance libre de ses aspirations politiques et économiques.

C'est naturellement la seconde solution qui a rallié les suffrages des hommes d'Etat italiens ; ils ont procédé par étapes, sans brutalité extrême, sans trop de heurts, mais non sans d'énormes difficultés de toutes sortes. On cite souvent de l'autre côté des Alpes la phrase de l'économiste Luigi Einaudi : « L'Italie a combattu et vaincu tous les maux qui tentent de tuer la terre et les hommes et empêchent ceux-ci de s'élever à de plus nobles, de plus hautes et de plus libres formes de vie ».

Cette affirmation peut faire sourire les gens qui ont de l'Italie des idées, des appréciations, des jugements tout faits — gens qui ne la connaissent pas ; les articles de cet économiste distingué, dans lesquels il examinait les résultats économiques obtenus par son pays depuis 1861, peuvent sans doute être regardés comme un plaidoyer « pro domo » ; il n'en est pas moins vrai que les résultats acquis par notre voisine dans toutes les branches de l'activité, sont considérables ; les débuts furent pénibles, le travail de mise au point a été laborieux, mais toutes les difficultés ont été vaincues par ce peuple intelligent, tenace, persévérant qui, quoique tardivement arrivé à l'Unité Nationale et à la vie industrielle, a su se faire une place importante parmi les nations d'Europe. — La guerre dans laquelle il est entré pour suivre ses aspirations nationales l'a grandi, il peut considérer avec un légitime orgueil que la lutte l'a trouvé prêt et que les sacrifices considérables qu'il s'était imposés pour créer une industrie forte et puissante avaient porté leurs fruits.

Pendant les cinq dernières années qui ont précédé la guerre, l'Italie commençait à recueillir les fruits de sa politique persévérante. Le cataclysme qui a secoué le Monde entier l'a surprise en plein travail de rendement, mais l'industrie italienne était déjà assez forte pour supporter la secousse ; bien plus, la guerre lui a permis une croissance et un épanouissement très grands. L'Italie a brusquement repoussé les tutelles qui paraissaient la soutenir, l'aider et lui assurer des débouchés ; elle sortira de la tourmente mieux armée, mieux préparée, plus unie, plus amalga-

mée, capable d'aborder sans trop de craintes les problèmes d'après guerre que tous les peuples, engagés dans le conflit, auront à résoudre dans les domaines de la production et du travail.

Notre but n'est pas de traiter dans ses détails l'histoire politique et économique de l'Italie de son Unité à 1914. Cette étude a été faite en France par Lemonon, Henri Joly, Bonnefon-Craponne, pour n'en citer que quelques-uns, en Italie par Luigi Einaudi, Maffeo, Pantaleoni, Francesco Nitti, Edoardo Giretti, Tito-Canovai, et d'autres, tous ces auteurs ont essayé d'en dégager la physionomie exacte et de fixer les étapes parcourues avant d'arriver au but. Notre rôle est plus modeste, nous désirons simplement indiquer la place que tenait respectivement la France et l'Allemagne dans le commerce extérieur de l'Italie dans la période qui va de 1895 à 1914 ; mais nous ne pouvons nous borner à mettre en évidence les chiffres comparés fournis par cette étude sans rechercher le rôle qu'ont joué ces deux puissances dans son développement politique, financier, douanier et économique et faire connaître les raisons qui ont motivé notre éloignement du marché italien et son quasi accaparement par l'Allemagne.

Nous avons divisé ce travail en trois livres : le premier est consacré à l'examen du développement politique, financier, économique et douanier de l'Italie et de la place que la France et l'Allemagne y ont tenu respectivement ; le livre deuxième, à l'étude comparée du commerce extérieur italien avec ces deux puissances dans la période qui va de 1895 à 1914 ; nous terminons cette étude en donnant dans le livre trois un aperçu du problème d'après guerre tel qu'il est compris dans les milieux dirigeants de l'industrie et du commerce italien.

Livre 1

CHAPITRE 1^{er}

ORIENTATION POLITIQUE DE L'ITALIE

La Question Romaine — La Vénitie — La Tunisie — Crispi
Tension et Brouille — Rapprochement et Amitié Franco-Italienne

Après les victoires communes de Montebello, Palestro, Magenta et Solferino, une solide amitié franco-italienne semblait naturelle, elle fut en réalité plus officielle que réelle tant que se succéderent au pouvoir les représentants des partis de droite et jusqu'à l'arrivée au gouvernement des forces de gauche. Alfredo Comandini, dans son article de l'histoire politique de l'Italie, de son Unité à 1911, époque où fut fêté le Cinquantenaire, qui a paru dans le « *Mezzo Secolo di vita Italiana* », nous expose, sans parti-pris et en toute sincérité, les causes des malentendus et des froissements entre l'Italie et la France qui aboutirent, avec Cairoli, Depretis et Crispi, à une tension très forte dans le domaine politique et à une lutte douanière dont profita l'Allemagne pour s'insinuer, s'implanter et finalement prendre notre place dans nos échanges avec l'Italie. Les trois causes principales de la brouille sont la question Romaine, celle de la Vénitie, et notre politique Méditerranéenne. Je traduits ce qu'a écrit au sujet de la question Romaine, Comandini dont l'opinion en cette matière est celle adoptée par la majorité de ses concitoyens : « La question Romaine était l'épine dans le cœur de « la nouvelle Italie beaucoup plus que la question de la « Vénitie. Cette dernière, un jour ou l'autre, soit par « accord diplomatique, soit par opportunité attentivement « épiée d'une guerre propice, aurait été résolue, mais la

« question romaine, étant donné l'attitude des puissances
« catholiques et de la grande masse des catholiques à l'égard
« du Pape, était des plus difficile. La France qui se repentait
« déjà intimement d'avoir aidé à faire surgir, de l'autre côté
« des Alpes, un Etat de presque de 22 millions d'habitants
« dont le développement devait être, évidemment en opposi-
« tion avec ses prétentions d'hégémonie sur l'Europe Médité-
« ranéenne, et avec son profond esprit ultra mondain,
« influençait Napoléon III, presque seul en France qui sincè-
« rement, eût désiré favoriser l'Italie et le plaçait dans l'alter-
« native, ou de se joindre au conservatisme catholique en
« faisant obstacle à l'Italie et en se l'aliénant sur la question
« du Pape, ou de perdre l'appui des conservateurs français et,
« comme conséquence, son trône, en secondant la logique et
« inévitable évolution du mouvement italien jusqu'à Rome ».

Le désir d'acquérir la Vénétie et le sentiment que la France était hostile à son expansion rapprocha, une première fois, en 1865, l'Italie de la Prusse. Le jeune royaume y voyait un moyen sûr d'obtenir ainsi cette province sans grands risques et dommages : « *Alleanza naturale determinata anche dell' ostinato atteggiamento anti-Italiano della Francia nella questio di Roma* ». L'Italie, ne réussissant pas à avoir la Vénétie par persuasion, fut amenée, l'année suivante, à déclarer la guerre à l'Autriche ; bien que le sort des armes ne lui fût pas favorable, elle obtint néanmoins la Vénétie. Le lendemain de la bataille de Sadowa l'Autriche l'offrait à Napoléon III. Notre geste de rétrocession ne fût pas goûté par l'Italie car il augmenta encore les amertumes italiennes à notre égard : « *Il modo che la Francia si condusse nella trasmissione dell' Veneto all' Italia accrebbe fra noi le ragioni di amarezza contra di noi essa* ».

Puis, vinrent les humiliations françaises, comme le dit Comandini dans la question tunisienne : « *L'ingano francese per Tunisi — venerro le umiliazioni inflitte all' Italia nella politica est era nella attitudine della Francia a Tunisi* ». Dès 1873, la politique française en Méditerranée était critiquée en Italie, les relations entre les deux pays devenaient chaque jour d'une cordialité plus relative — relations officielles de bon voisinage avec la perspective de nombreux différends.

Pourquoi cette explosion de jalousie et de colère à propos de notre protectorat tunisien? Brachet, dans son livre sur « l'Italie qu'on voit et l'Italie qu'on ne voit pas » rapporte qu'un projet de débarquement en Tunisie fut étudié de très près par le gouvernement italien en 1871, projet qui fut abandonné sous la menace du Grand Vizir Ali Pacha d'envoyer la flotte turque devant la Goulette. Campo Fre'goso « Il primato Italiano » affirmait la mission prédestinée de l'Italie dans la Méditerranée. « Dans un avenir prochain, l'Italie groupera autour d'elle la plupart des nations européennes placées à brève distance de nos rivages, l'Egypte, Tripoli, Tunis et l'Algérie sont pour nous des colonies naturelles; c'est en vain que l'Angleterre et la France ont essayé de faire revivre l'époque glorieuse des Romains et de se substituer dans l'Afrique septentrionale au patronage naturel de l'Italie; n'oublions pas qu'il y a 15.000 italiens en Egypte, que l'Algérie et Tunis en renferment un grand nombre et que sur toutes les côtes, les arts, le commerce et l'industrie sont aux mains de la race italienne ».

Que l'Italie éprouvât quelques déceptions de notre politique africaine, rien de plus naturel. Thiers déjà, dans son discours du 13 avril 1865, en avait le pressentiment : « Quand il s'agira de questions maritimes et coloniales, l'Italie tiendra le balancier politique entre la France et l'Angleterre et comme les ports de Naples et de Gênes jaloussent, non pas Liverpool mais Marseille, le parti qu'elle prendra est presque indiqué d'avance ». Proud'hon dans son livre « La fédération et l'unité en Italie » montrait les tendances de l'Italie unitaire forcément Méditerranéenne, aussi au moment de l'expédition de Tunis la mésintelligence entre les deux pays est complète.

La rupture avec la France au point de vue politique fut consommée en 1887 par le fait du rapprochement de l'Italie avec l'Allemagne et de son alliance avec les empires centraux. Notre expansion africaine en a été la cause directe, la Tunisie évidemment la tentait et lui semblait être comme le prolongement de la Sicile : la France en ayant fait un pays de protectorat, la déception était naturelle et à Milan, où l'on fêtait l'inauguration de l'exposition de 1881, des manifestations populaires éclatèrent. La Triple Alliance apparaît donc être

comme la réponse à l'occupation de Tunis. « Je laisse l'Italie, « écrivait Comandini, engagée sur la voie de la Triple Alliance « — c'est-à-dire entre l'Allemagne et l'Autriche — politique « ouvertement préférée par le Roi et l'unique, du reste, alors « possible pour l'Italie, après le traitement fait aux intérêts « italiens par l'occupation française en Tunisie et à cause de « l'état d'esprit public en France concernant les émigrants « italiens ; le développement économique et le mouvement « commercial de l'Italie ».

L'Allemagne avait ainsi réussi à orienter depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, c'est-à-dire depuis 1876, le Gouvernement italien vers l'Alliance avec l'Allemagne et l'Autriche ; c'est la période des difficultés avec la France, difficultés, nous le verrons dans les chapitres suivants, plus économiques que pratiquement politiques. L'Allemagne avait senti tout l'intérêt-que présentait pour elle une brouille entre les deux pays et les avantages commerciaux qu'elle pouvait en tirer, les seuls qui vraiment l'intéressaient ; aussi sommes-nous représentés en Italie, à cette époque comme les ennemis du progrès industriel et du développement de l'Italie. Comandini nous rend responsables de cette rupture : « Le nouveau royaume d'Italie, que la vraie France ne « désira jamais voir fort, faisant partie de la Triplíce, était « exposé a être pris entre les difficultés économiques, mal « cachées par la politique financière illusionniste de ce pom- « peux équilibriste que fut Magliani, suivi du joyeux « Grimaldi et de l'incompétent Seismit-Doda. Mais Crispi « eut la pleine conscience de la puissance économique et des « chances de développement du pays, il commença une « politique de légitime résistance et de protection qui fut, « qu'on le veuille ou non, le plus grand et irrésistible réveil « de l'énergie italienne sur la voie de la formation de la « fortune. Refuser à la France la participation officielle de « l'Italie à la grande exposition de 1889, lui résister sur le « terrain économique, bien qu'elle eut voulu nous réduire à « demander grâce, devait naturellement exaspérer les haines ». Il accuse également certains italiens de marque qui ne craignaient pas de dénigrer à l'extérieur leur Gouvernement : « Malheureusement trop d'Italiens épousèrent les griefs de

« la France ; on vit des hommes, non privés de titres à la
« considération publique, aller en France dénoncer et
« dénigrer la politique de leur Patrie. Cela amena une
« amertume naturelle dans l'esprit de Crispi qui accentua
« encore sa politique et finalement jeta le trouble et l'alarme
« chez nombre de gens qui jusqu'alors sympathisaient
« beaucoup pour lui ».

La brouille n'alla pas plus loin bien que Comandini nous apprenne qu'en 1890 nous fûmes à « un poil de la guerre » : « Nel 1890, spalleggiati sul mare della Inghilterra e a nord-ovest dalla Germania, parve ch  fossimo ad un pelo dalla guerra con la Francia e cio produsse nel paese profonda inquietudine ».

Le Prince Giovanni Borghèse, dans *l'Italie Moderne*, rapporte également à ce sujet l'histoire suivante dont nous lui laissons l'ent re responsabilité : « Les armements de
« l'Italie et de l'Allemagne se trouvaient à ce moment là en
« excellent état ; la France était sous ce rapport dans une
« situation qui était évidente d'infériorité. Hypnotis  par son
« rêve de grandeur patriotique, M. Crispi entrevoyait dans
« une guerre victorieuse, la possibilité de puiser   même le
« légendaire bas de laine, les millions dont il avait besoin.

« Il exposa ses plans à M. de Bismark, mais le Chancelier
« de fer n'approuva pas sa conception d'un machiavelisme
« juv nil. Cette démarche aurait dû rester secrète ; elle fut
« connue dès le lendemain du Gouvernement français ».

Le désastre d'Adouah, le 1^{er} mars 1896, am na un changement d'orientation. Di Rudini, appelé au pouvoir pratiqua la politique de recueillement et d'économie à l'intérieur et celle de rapprochement avec la France. Ce fut le point de départ d'une politique plus souple, plus douce, plus conforme au caractère italien, aussi plus profitable. Le Marquis Visconti Venosta, le 28 septembre 1896, signait avec M. Hanotaux deux conventions, l'une, reconnaissant l'état de choses créé en Tunisie par le traité de Kassar Said, l'autre, accordant aux navires des deux pays le traitement réservé au pavillon National et supprimant les surtaxes.

Depuis 1898, c'est une politique d'amitié franco-italienne qui sera suivie jusqu'en 1914. Amitié et Triple Alliance

fonctionnèrent en même temps sans trop de gêne et de froissements : « La politica est era ha avute oscillazioni in mezzo alla mant enuta Triplice Alleanza, e quasi abandoni, nell, ambito delle allettate ed allettanti amicizie ». Aussi M. Loubet, à la visite officielle de Victor Emmanuel à Paris, en 1904, y voit : « Une éclatante manifestation de l'accord étroit qui, répondant également aux sentiments et aux intérêts du peuple italien et du peuple français, s'est établi entre leurs Gouvernements ». MM. Delcassé et Barrère ont été les partisans convaincus et les ouvriers persévérants de cette politique basée sur l'entente anglo-franco-italienne, avec la reconnaissance des légitimes revendications de l'Italie en Afrique et sur les accords économiques avec la France résultant du *modus-vivendi* de 1898.

Nous étudierons les résultats de la détente douanière, mais nous avons pu constater le 2 août 1914 que la politique d'amitié avait abouti à l'union intime et à l'alliance de deux peuples que des malentendus, soigneusement entretenus, avaient éloignés l'un de l'autre, mais dont l'entente ne pourra produire que les meilleurs résultats politiques et économiques.

CHAPITRE II

POLITIQUE FINANCIÈRE DE L'ITALIE

Les débuts — Le cours forcé — La politique de Magliani —

La rupture douanière avec la France —

Ses conséquences financières — Le « Pananrino »

Le relèvement économique — Le change.

L'unité italienne n'avait pas suffi, à elle seule, à remplir les caisses du nouvel Etat d'espèces métalliques et à lui donner des finances solides permettant, aux Ministres italiens, d'équilibrer les budgets en assurant les dépenses normales. Le professeur d'économie politique A. de Johannis, dans son article si clair et si précis dans *Mezzo Secolo de Vita Italiana*, nous donne un aperçu des difficultés que le royaume eut à résoudre : « Unifier le budget et éliminer le déficit — prévoir aux dépenses rendues nécessaires par la guerre de libération; — combattre le brigandage; maintenir l'armée et la flotte sur le pied de guerre; réorganiser enfin tous les services qui apparaissaient insuffisants — militaire, justice, travaux-publics et instruction ».

Les débuts du royaume furent pénibles; peu d'argent et des déficits budgétaires chaque année considérables qui, de 1862 à 1876, donnent un total, en quinze ans, de 3 milliards 628 millions.

Le Gouvernement italien avait hérité des anciens Etats de la péninsule d'une dette publique se montant, pour la rente, à 112 millions et pour le capital à 2 milliards 345 millions et

quand la Vénitie et les Etats pontificaux furent incorporés, le total était de 1.557 millions de rente et 3.222 millions de capital.

« Per fare bella figura » et donner l'impression d'un pays puissant, on est amené à dépenser beaucoup d'argent, problème difficile semblé-t-il quand on en a pas; cependant l'état anarchique dans lequel vivaient les banques italiennes, à ce moment là, permit au Gouvernement de réaliser ce tour de force.

La Banque Nationale d'Italie, créée en 1849 par la fusion opérée entre la Banque de Gênes et la Banque de Turin, au capital de 100 millions, prêtait et avançait l'argent, des billets bien entendu, dont la circulation était autorisée à la condition qu'elle ne dépassât pas trois fois l'encaisse métallique; les autres banques d'émissions — i due banchi meridionali, la banca nazionale toscana et la banca toscana del Credito e delle Industrie — donnaient également leur appui.... en billets; mais ces prêts ne pouvaient impunément se répéter sans risquer de donner aux billets émis et circulants, dès qu'on arrivait à la limite extrême de l'émission du papier autorisé, soit le triple du numéraire en caisse, la valeur d'assignats.

Le Gouvernement italien, néanmoins, aurait pu vivre quelque temps avec les ressources ainsi obtenues, à la condition de n'entreprendre ni guerre, ni achat de quelque importance à l'étranger, mais en 1866, il est dans l'obligation, ayant déclaré la guerre à l'Autriche, de se faire réserver par la Banque Nationale la plus grosse partie de son encaisse métallique pour en payer les frais, soit 176 millions environ, en même temps qu'elle lui consent un prêt de 250 millions. Que faire? Décréter le cours forcé; c'est ce qu'il fit le 1^{er} mai 1886, d'abord réservé aux billets de la Banque Nationale d'Italie, puis étendu ensuite à ceux de la Banque Toscane de Crédit, de la Banque de Sicile, de la Banque de Naples; et en 1870 de la Banque Romaine.

De 1866 à 1873, les billets, ainsi émis, atteignirent les chiffres suivants : 500 millions en 1870, 671 millions en 1873; il y eut également en circulation, comme le fait s'est présenté chez nous en 1914 pour remédier à la pénurie métallique, les petites coupures émises directement par les communes, les particu-

liers, les sociétés de crédit; cela ne suffisant pas, l'Etat émit lui aussi du papier — papier d'Etat — correspondant aux emprunts qu'il faisait à la Banque d'Italie. Le professeur de Johannis évalue le total des billets d'Etat circulant à la date de 1873 à la somme de 790 millions pour arriver en 1883 au chiffre de 940 millions, si bien qu'à cette époque, la circulation fiduciaire du royaume — billets des banques et billets d'Etat réunis — se chiffrait par un total de 1.678 millions.

La situation est donc peu brillante, les émissions successives de papier permirent, il est vrai, au Gouvernement italien de vivre, de payer à l'intérieur ses dettes et ses fonctionnaires, mais comme il désirait également prendre rang parmi les puissances occidentales, il se rendit compte bientôt que le système était onéreux. Les Italiens, en effet, se trouvaient dans l'obligation, ou de payer en or les marchandises importées, ou de subir les effets de la dépréciation du change qui jusqu'en 1883 resta au-dessus du pair — 107 en 1867, 105 en 1871, 113 en 1873, tandis que les achats faits par l'étranger en Italie étaient acquittés en monnaie du pays. Les importations de 1866 à 1880, date de la suppression du cours forcé, donnent un total de près de 20 milliards; avec une perte moyenne au change de 10 %, les Italiens perdirent donc avec un système monétaire défectueux près de 2 milliards, ce qui représente, pour une nation jeune, une somme assez forte; aussi tous les Ministres des finances qui se sont succédés à cette époque n'ont-ils eu d'autre souci que de comprimer les dépenses et d'augmenter les impôts; on en vint à créer une taxe sur la mouture des céréales « Tassa sulla fame », ce qui fait dire à Saverese, dans ses lettres « Un contribuente a un uomo di Stato » : « l'Italie avant 1860 était le Musée des Beaux-Arts; maintenant elle est devenue le Musée des taxes ».

Sella, Minghetti, Scialoja, Cambray, Digny et surtout Magliani, affirmèrent n'avoir d'autre politique : « Economia sino all' osso », et Victor Emmanuel disait le 27 novembre 1871, en ouvrant à Rome la cession parlementaire : « Maintenant que l'Italie est constituée il faut penser à l'équilibre de ses finances ».

La politique financière suivie par la gauche au pouvoir de 1876 à 1887 est généralement présentée en France comme

ayant donné d'assez bons résultats, elle est cependant assez critiquée chez les Italiens qui traitent dédaigneusement l'œuvre de Magliani de « *Politica illusionista* » et prétendent que les balances des budgets établis par lui ne furent jamais l'expression exacte des dépenses engagées. « La colpa fondamentale del Magliani » écrit de Iohannis « fu quella di aver illuso, forse sè st esso, certo gli altri, sulla potenzialità del bilancio e di aver compromesso il prossimo avvenire, cercando con abili artifici di salvare il presente. I suoi bilanci quindi sino al 1883 appaiono tutti in avanzo di qualche diecina di milioni; ma se si includono anche la spese per costruzioni ferroviari si ha la seguente serie di disavanzi :

milioni	milioni	milioni
1877 — 22.3	1881 — 35.7	1884-85 — 60.4
1878 — 31.9	1882 — 75.8	1885-86 — 190.0
1879 — 9.3	1883 — 69.0	1886-87 — 201.9
1880 — 35.4	1884 sem. 50.7	1887-88 — 369.3 »

Néanmoins elle permit l'abolition du cours forcé qui fut décrété par la loi du 7 avril 1881 ; celle du 30 avril 1874 avait déjà préparé cette opération. Ernest Lemonon nous en indique les principaux traits dans son livre très complet et très apprécié « *L'Italie économique et sociale* » : « Le Gouvernement italien réunit toutes les banques d'émission en un consortium, lequel fut autorisé à émettre des billets pour le Trésor jusqu'à concurrence d'un milliard. Le consortium émit 940 millions de billets qui remplacèrent, dans la circulation, ceux de la Banque Nationale, laquelle se trouva ainsi remboursée des prêts qu'elle avait consentis. Les nouveaux billets eurent seuls le cours forcé, ils furent de 0,50, 1, 2, 5, 10, 20, 100, 250 et 1.000 lire.

« D'autre part, la loi maintint aux Banques d'émission et à elles seules la faculté d'émettre des billets pour leur propre compte ; à ces billets reconnus temporairement au cours légal il fut décidé que les billets émis ne pourraient pas dépasser le triple du capital versé ou du patrimoine possédé, il devait être garanti par une réserve d'au moins un tiers en monnaie métallique ou en billets du consortium, les billets ne pouvaient être que 50, 100, 200, 500 et 1.000 lire. »

La loi du 7 Avril 1881, abolissant le cours forcé, fut présentée et défendue par Magliani, qui réussit à la faire voter. Sur les 940 millions de billets d'Etat en circulation, 566 pouvaient être remboursés. Un emprunt de 644 millions fut lancé l'année suivante et souscrit par un syndicat Anglo-Franco-Italien et devait servir à assurer le remboursement des 566 millions : « stipulazione di una convenzione colla banca nazionale del regno, perché questa in nome proprio e del gruppo italiana, rappresentato della società di credito mobiliare, provvedesse al tesoro 244 milioni ed in nome del gruppo inglese baring fratelli ed Hambro e figli 200 millions, ed altri 200 millions del gruppo francese rappresentato della banca di sconto di Parigi ; in totale 644 millions di cui 444 dovevano essere in oro, contro consolidat o 5% lordo al prezzo fermo di 88,25 che si reduceva ad 87,17 tenut o conto del godimento. Dei 644 millions, 44 furono destinati a pagare un debito oro, dello stato verso la Banca Nazionale ; altre somme, per 116 millions, par pagare debiti all'estero, cosi che non entrarono effettivamente nella casse della Stato che 398 millions circa ; il debito capitale creato per questa operazione fu di 730 millions circa. Compreso lo stock di cui disponeva il tesoro, la somma di moneta metallica saliva a 566 millions di cui 161 ian argento ; ma il Ministro si era fatto autorizzare alla emission de 340 millions di biglietti di Stato di piccolo taglio (da 5 e da 10 lire). »

Le décret du 8 mars 1883 stipulait en même temps que les billets de 0.50, 1 et 2 lire seraient échangés et remplacés par de la monnaie divisionnaire d'argent et ceux de 5 lire et au-dessus par de l'or ou de l'argent, suivant les disponibilités du Trésor. Quant aux 340 millions d'Etat non remboursés ils devaient être remplacés par des billets d'Etat de 5 et 10 lire convertibles à vue et au porteur.

Les billets émis par les Banques eurent encore provisoirement cours légal dans les conditions imposées par la loi de 1874, les décrets du 12 août 1883 et 30 novembre 1884 autorisèrent les banques à émettre des billets jusqu'à concurrence des 2/5 de leur capital mais garantis intégralement par une couverture métallique. En 1885 la limite des 2/5 fut supprimée et les banques furent autorisées à augmenter indéfiniment leur circulation toujours à la condition que

celle-ci soit couverte intégralement en monnaie métallique.

L'opération eut tout d'abord d'assez bons résultats au point de vue du crédit international, l'agio sur l'or de 11% en 1878 tomba à 0,93 en 1883, le change suivit le même mouvement, se maintenant aux environs du pair pour descendre à 99 francs, 15 à la même année, mais elle n'avait pas réussi à faire disparaître les causes de discrédit et à assainir complètement la situation monétaire. Une trop grande émission de papier par les banques devait fatalement en faire baisser la valeur ; en 1887, les billets émis par elles donnaient un total de 1.076 millions. La monnaie d'or et celle d'argent reçue au pair dans les pays de l'Union latine, sortie du royaume en raison de la baisse du prix de la valeur du papier pour tous les achats et paiements à l'étranger et, en 1893, au moment de la crise, le Gouvernement italien était amené à négocier avec la France pour la faire rentrer dans ses caisses, en supportant la prime de l'or.

La tension des rapports politiques entre la France et l'Italie et la création de trop de dettes nouvelles vinrent détruire les belles espérances qu'avaient mises les Ministres des finances italiens dans l'abolition du cours forcé. Le professeur de Johannis écrit à ce sujet : « E forse l'operazione, in sè abbastanza be concepita, sebbene alquanto arrischiati, sarebbe riuscita, se non fessero stati commessi due gravissimi errori, che mutarono affatto le condizioni economiche e finanziarie del paese : il primo, la creazione di troppi debiti nuovi ; il secondo la rottura dei rapporti commerciali e poi la tensione aspra dei rapporti politici colla Francia ». Il juge sévèrement l'œuvre de Magliani et de Crispi : « Magliani finit son règne, « laissant les finances en conditions pires que celles qu'il avait « trouvées ; si on ajoute le fait, qui eut de très graves conséquences, de la rupture des rapports commerciaux avec la « France et de l'application des tarifs différentiels de représailles entre les deux pays, et l'hostilité qui en dérivait, on « peut avoir un tableau de la situation laissée par Magliani « qui devait s'aggraver après sa disparition du Gouvernement ». Il ajoute : « L'étiquette démocratique qui devait « inspirer le nouveau parti monté au pouvoir resta dans les

« paroles et dans les promesses. Les charges des classes
« moyennes et ouvrières augmentèrent proportionnellement
« plus que celles des classes aisées, il est facile de s'en rendre
« compte :

	1872-1876	1888-1889
Propriet à millioni.	177	175+ 2
Redditi —	165	226+ 61
Affari —	143	220+ 77
Consumi —	387	648+261
Lotto —	71	75+ 4
Servizi —	49	75+ 26

La politique coloniale et les armements qui en furent la conséquence, obligèrent l'Italie à augmenter ses dépenses militaires et navales qui, de 328 millions en 1885-1886 passèrent à 353 millions l'année suivante puis à 414 millions en 1887-1888 et 553 millions en 1888-1889. L'élévation des tarifs douaniers de 1887, dont le résultat immédiat avait été la diminution des importations et des exportations, n'avait pu réussir à combler les vides. Voici du reste, d'après Théry, les déficits que l'on constate jusqu'en 1897 :

Budgets italiens (résultats définitifs en milliers de lire)

Exercices	Recettes	Dépenses	Déficits
1890-91	1.540.000	1.617.240	77.240
1891-92	1.528.090	1.571.160	43.070
1892-93	1.550.620	1.569.390	18.770
1893-94	1.517.120	1.616.550	99.430
1894-95	1.569.210	1.600.350	30.440
1895-96	1.633.600	1.699.070	65.470
1896-97	1.614.800	1.624.000	9

Sous l'effet des diminutions sensibles aux exportations italiennes, l'argent se resserra et la situation du crédit national bancaire qui était, somme toute, assez satisfaisante en 1887, grâce à l'essor commercial, devint de plus en plus précaire. Le crédit public en ressentit les effets ; la rente 5 %, dont le cours moyen à la Bourse de Paris était de 99,60 en 1886,

passa à 97,45 l'année suivante, puis 94,30 en 1890, 87,95 en 1893, soit, à cette dernière date, sur le cours de 1886, une diminution de plus de 11 points. Le change sur le marché de Paris suivit également le mouvement, l'Italie n'ayant en portefeuille, ni rente française, ni titres industriels dont les coupons et les prêts sur titres auraient peut-être permis d'atténuer les conséquences de la diminution du trafic avec la France ; le change, au pair de 1887, remonta à 101,15 en 1890, à 103,55 en 1892 pour atteindre 116 fin novembre 1893. La perte au change provoqua immédiatement une crise monétaire très grave due à ce fait que la monnaie divisionnaire italienne reçue au pair en France émigra, facilitant ainsi aux Italiens leurs achats et paiements à effectuer chez nous ; le Gouvernement royal fut obligé de racheter avec de l'or sa monnaie divisionnaire et il passa avec la France, le 15 novembre 1893, un arrangement spécial à ce sujet.

La politique internationale vint encore augmenter le malaise, en 1893 le roi Humbert envoya le Prince Royal à une revue allemande à Metz ; immédiatement les porteurs français qui avaient en portefeuille une certaine quantité d'actions de chemins de fer italiens, de la *Mediterranea* et de l'*Adriatica* principalement vendirent ; la rente 5 % fut jetée sur le marché de Paris, difficilement vendue et plus difficilement absorbée : « La France, écrit de Johannis, déjà politiquement hostile, le devint encore économiquement ; « détentrice, comme elle était, d'une part considérable de la « rente italienne et de titres de beaucoup de nos meilleures « entreprises, elle commença une campagne violente et tenace « pour discréditer le crédit italien et pour faire rapatrier les « titres en les dépréciant jour par jour. Et comme elle ne « manquait certes pas de bons arguments pour prouver les « difficultés au milieu desquelles se débattait l'Italie, l'épargne « italienne, bien que tant de besoins urgents l'eussent sollicitée « de toutes parts, dut reprendre, et ce fut grand merci qu'elle « eut pu le faire, toute la masse de nos titres qui se trouvaient « à l'étranger ».

Ce fut une perte de plus d'un milliard prétend le professeur Maffeo Pantaleoni, et de Johannis l'évalue à plusieurs centaines de millions : « *Carità di Patria suggerisce di solvolare su quel*

« gravissimo periodo, che scompagino la già debole economica
« del paese e diede occasione a tanti disastri, nei quali furono
« inghiottite centinaia di milioni, in parte per fatalità di cose,
« ma in parte, e non piccola, per errori di uomini ». La
Banque Romaine sautait, entraînant dans sa déconfiture, la
Banca generale, il Credito industriale, la Banca di Genova et
la Banca industriale.

Le « Panamino », comme disent les Italiens, en parlant de
la faillite de la Banque Romaine et des autres Banques moins
importantes, fût provoqué par la crise monétaire signalée plus
haut et par la spéculation qui se faisait sur les terrains :
« Plusieurs des grandes villes de la Péninsule, écrit le Prince
Giovanni Borghèse, voulant moderniser leur aspect, s'étaient
« lancées dans de vastes projets de constructions avec autant
« d'élan que d'inexpérience. D'habiles hommes d'affaires
« avaient accaparé peu à peu, sans bruit, tous les terrains
« propres à l'édification de nouveaux quartiers. Quand ils
« s'en furent assuré la possession, ils commencèrent une
« adroite réclame pour les projets à la réussite desquels ces
« terrains étaient indispensables.

« Quelques ventes plus ou moins authentiques, savamment
« divulguées, donnèrent à penser qu'il y avait, dans ces affaires
« de terrains, des fortunes à réaliser. Les grands noms étaient
« recherchés comme susceptibles de capter la confiance
« publique. Beaucoup de jeunes patriciens se laissèrent pren-
« dre à des combinaisons aussi ingénieuses et qui, du reste,
« présentaient un caractère d'utilité publique indiscutable
« bien fait pour les attirer ».

« Le succès semblait assuré lorsqu'une complication
« politique, difficile à prévoir, vint tout compromettre ». L'incident dont il est alors question est celui relatif à la
visite de Crispi à Bismark, à Friedrichsruhe, en septembre 1887,
venu là pour lui exposer son projet d'attaque brusquée contre
la France dont nous avons parlé au chapitre précédent.
« On conçoit, continue le Prince Borghèse, que la France aie
« su peu de gré à l'auteur d'un tel projet et qu'elle aie pris
« une revanche sur le Gouvernement italien imprudemment
« engagé. Cette revanche s'offrait d'autant plus facile que
« l'Italie ne disposait alors, comme ressources financières, que
« du marché français.

« Toutes les spéculations relatives aux importants travaux
« entrepris dans les villes italiennes avaient pour base des
« reports de titres dans les grands établissements parisiens.
« Une indication secrète du Gouvernement français suffit
« pour que les guichets se fermassent un à un devant les
« demandes de renouvellement de l'Italie.

« Comme d'autre part la condition de toutes ces entreprises
« était de ne rembourser les capitaux que par des amortisse-
« ments comportant d'assez longs délais, l'obligation de
« réaliser rapidement ces capitaux rendit le krach fatal.

« La catastrophe fut générale, non seulement pour les
« sociétés de construction, mais encore pour les Banques
« compromises directement ou indirectement. »

Nous avons vu précédemment, que les Banques avaient eu, depuis 1885, la faculté d'émettre, sans limitation, du papier garanti par pleine couverture métallique ; le Gouvernement italien, effrayé des offres répétées de titres, encouragea les Banques à pomper le papier ainsi présenté sur le marché suivant leur disponibilité : « Les cinq Banques italiennes
« d'émission, écrit de Johannis, en lutte entre elles étaient
« engagées, excepté la petite Banque Toscane de Crédit, en
« opérations à longues échéances, suggérées, sinon voulues,
« par le Gouvernement qui cherchait à sauver de la faillite
« les nombreux établissements qui s'étaient engagés d'une
« manière excessive dans les travaux d'édilité de la capitale et
« des autres grandes villes. » Les Banques obéirent et la Banque Romaine s'intéressa, de préférence, à la spéculation sur les constructions ; mais, pour résister aux pertes répétées qu'elle éprouvait du fait de ses positions prises, elle émit pour plus de 100 millions de billets tandis que sa capacité et ses ressources ne lui permettaient légalement qu'un total de 70 millions environ ; pour tourner la difficulté, elle avait adopté une solution extrêmement simple : elle émettait des billets portant le même numéro que ceux déjà mis par elle en circulation ; quand les porteurs se présentèrent aux autres caisses des Banques pour dépôts ou paiements, celles-ci les refusèrent d'où la découverte de la fraude, scandale, poursuites des administrateurs et mise en liquidation de la Banque.

Cette déconfiture, se produisant dans un moment particu-

lièrement difficile, jeta un grand trouble dans le public. Le Gouvernement dut, pour soutenir son crédit, prendre de nouvelles mesures bancaires ; le 10 août 1893, la Banque Nationale, la Banque Nationale Toscane et la Banque Toscane du Crédit furent réunies en une seule Banque qui prit le nom de Banque italienne, au capital nominal de 300 millions, divisé en 300.000 actions de 1.000 lire chacune à laquelle fut confié, en même temps, le soin de retirer de la circulation les billets de la Banque Romaine et de liquider ses affaires.

A côté de la Banque d'Italie subsistèrent le Banco de Naples et le Banco de Sicile. Ces trois banques réunies eurent le privilège d'émettre des billets pour une période de 20 ans prorogeable jusqu'en 1923. La limite maxima de circulation fiduciaire pour ces trois établissements fut fixée à 1 milliard environ pour revenir en 1908 à 800 millions. « La legge « rigorosa nelle sue disposizioni e per la nuova Banca e per « i due Banchi Meridionali, fece obbligo ai tre Istituti di « liquidare tutte le operazioni non consentite e di limitare la « circolazione dei biglietti intro il 1908 » ; leurs réserves devaient être au moins 40 % de la circulation, et pour la partie de cette dernière, non couverte par les réserves ; on donna, aux porteurs de billets, un droit de préférence sur les bons du Trésor, les titres italiens, les créances pour avances sur titres et les espèces possédées par les Banques. Les billets furent de 50, 100, 500 et 1.000 lire avec cours légal.

Cette opération, qui aurait dû donner d'excellents résultats, ne réussit qu'imparfaitement. Par l'effet de la loi de 1881, relative à l'abolition du cours forcé, les porteurs de billets du Consortium n'usèrent d'abord que très modérément du droit de remboursement au pair : « Le public, écrit « M. de Johannis, se montra au début, tout autre qu'avide « d'échanger ses billets pour de l'or ; l'agio, en effet, avait « disparu, le change à ce moment était favorable à l'Italie, le « prix du Consolidé valait 93 francs à Paris. Et peut être « l'opération de l'abolition, en soi, assez bien conçue, aurait « pu réussir si de très graves fautes n'avaient été commises « qui changèrent effectivement les conditions financières et « économiques du pays : la première, la création de trop de « dettes nouvelles, la seconde, la rupture des rapports commer-

« ciaux suivie d'une âpre tension des rapports politiques avec
« la France. » Mais à partir de 1884, en raison de la situation
intérieure plus troublée, ils devinrent plus exigeants. L'encaisse
du Trésor et des Banques diminua rapidement. Le professeur
de Johannis prétend que sur les 566 millions en espèce
métallique que l'Etat italien possédait en 1881, il n'en restait
plus que 440 en 1884, 274 l'année suivante, pour finir, en 1893,
au chiffre qui avait précédé le prêt de 644 millions consenti
par le Consortium Franco-Anglo-Italien.

Ernest Lemonon évalue cette « évaporation » à la date de
1891 à la somme coquette de 434 millions à laquelle il y a lieu
d'ajouter le montant des fuites de la monnaie divisionnaire
pour les raisons indiquées précédemment. Le Gouvernement
Royal se trouva ainsi, le 4 août 1893, dans l'obligation absolue
d'émettre 30 millions de Bons de Caisse à cours légal de 1 lire
contre dépôt dans ses caisses de la monnaie divisionnaire et
de procéder, le 21 février 1894, à une nouvelle émission de
Bons de Caisse de 2 lire pour 60 millions. Le Ministre du
Trésor était autorisé, en même temps, à augmenter les billets
d'Etat jusqu'à la somme de 600, puis de 800 millions avec
garantie métallique pour 400 millions seulement et non
remboursables en espèces. Le cours forcé était officieusement
rétabli et la situation ne s'améliora qu'à partir de 1895 :
« L'agio, écrit de Johannis, était revenu à tourmenter les
« changes internationaux ; on n'osa pas rétablir légalement le
« cours forcé des billets, mais on adopta mille expédients
« comme la limitation des heures pour faire l'échange, la
« patiente lenteur imposée aux caissiers ; en fait ni le Trésor,
« ni les Banques n'échangeaient plus les billets pour de la
« monnaie métallique ».

Le point critique de la situation financière italienne,
avons-nous dit, fut l'année 1893. L'Italie, engagée dans la
politique que l'on sait, demanda aide à l'Allemagne : « Il y a
peu de pays, écrivait M. Famingo, dans la « Nouvelle Revue » du
15 mars 1902, qui se trouvent, comme l'Italie, dans la condition
absolue de se laisser imposer leur politique étrangère par
leurs besoins financiers. »

L'appel fut d'ailleurs entendu ; les capitaux allemands
vinrent au secours du Trésor italien : une partie permit aux

banques existantes d'augmenter leur capital ; l'autre servit à ramasser les titres jetés sur le marché par la Bourse de Paris « negli ultimi cinque anni si erano alienati titoli di Stato per piu di un Milliaro ». M. Fiamingo a calculé qu'à partir de 1896, l'Etat italien a payé, aux porteurs allemands d'obligations de chemins de fer, 30 millions d'intérêts et il ajoute : « En quelques années, le capital allemand devenait maître de tout le mouvement des banques, des principales sociétés de navigation, des obligations de chemins de fer et de la majorité des actions de la Société Adriatica avec un bon stock d'actions de la Mediterranea, etc.. M. Bonaldo Stringher, qui était alors directeur général du Trésor, exprimait que, en 1896, dans la dette publique et dans les entreprises industrielles italiennes, au moins 1 milliard et demi de francs allemands se trouvaient engagés, et cependant cette estimation restait bien inférieure à la vérité ».

Dans le livre intitulé « Francesco Crispi, questioni internazionali, diari e documenti ordinati da Palomenghi Crispi », on trouve les raisons pour lesquelles, cet homme d'Etat s'est employé à la fondation, en Italie, d'un établissement bancaire à capitaux allemands ; il est rappelé que l'une des armes, la plus forte peut-être, dont s'est servi la France contre l'Italie, a été le discrédit qui frappa le Consolidé et les autres valeurs italiennes cotées à la Bourse de Paris. L'auteur fait observer également que Crispi s'est, à maintes reprises, entremis auprès de la Wilhemstrasse pour obtenir une aide financière plus efficace qu'un prêt d'argent. Les capitalistes allemands fondèrent en 1894, à Milan, la « Banca Commerciale », au modeste capital de 5 millions qui, en 1913, était de 156 millions. Ce fut une bonne opération pour les Italiens et une meilleure pour les Allemands, car la Banca Commerciale a été à la fois l'instrument puissant du développement économique de l'Italie et un merveilleux agent de rapprochement commercial étroit entre ce pays et l'Allemagne.

En 1898, au moment du rapprochement Franco-Italien, l'Allemagne commençait à donner des signes de lassitude industrielle ; en 1900 elle se trouve, elle aussi, en pleine crise économique du fait de la surproduction ; le taux officiel de la Reichbank atteint 7 % et les capitaux allemands, prêtés aux

Italiens, repassent en hâte la frontière pour soutenir leur industrie menacée. L'Italie racheta, pour revendre à Paris, qui absorba une assez grosse quantité de titres ; en même temps la banque de Paris et des Pays-Bas prêtaient 40 millions à la Banca Commerciale pour lui permettre d'assainir sa position et le Comptoir d'escompte avançait de l'argent au Credito Italiano.

Le relèvement des finances italiennes, pendant la période de reconstitution, de 1893 à 1898, comme la nomme de Johannis, est attribué généralement en Italie à l'influence et à l'œuvre de Sonnino. De Johannis, sans nier son heureuse influence, y voit d'autres raisons : « En même temps on enregistre un fait
« de la plus haute considération, lequel, à tort ou à raison, est
« arrivé comme un élément régulateur dans l'œuvre de
« reconstitution financière : la reprise économique du pays ;
« beaucoup des admirateurs de Sonnino attribuèrent à ses
« énergiques mesures fiscales et financières l'assainissement du
« budget et de l'amélioration des conditions de la nation ;
« d'autres estiment, et j'en range avec ces derniers que, sans
« nier à l'œuvre de Sonnino une influence sur l'économie du
« pays le relèvement qui s'est fait sentir depuis 1896, et qui
« alla toujours en augmentant, est dû aussi à d'autres facteurs ;
« à mon avis, une grande part de la crise que nous avons subie
« de 1888 à 1896 est, à attribuer, au fait que l'épargne italienne
« a dû absorber plus de 3 milliards de dettes publiques et
« d'autres titres qui étaient placés à l'étranger ; c'est-à-dire
« environ 300 millions par an ; quand l'absorption de ce papier
« fut achevée, c'est-à-dire autour de 1896, il resta disponible, sur
« le marché, un chiffre d'épargne de 300 millions environ qui
« contribua à deux faits importants : le premier à faire monter
« le prix de la rente publique ; le second, à donner un nouveau
« rang à l'industrie et au commerce grâce auquel ils purent se
« développer avec une nouvelle vigueur. »

La période de 1896 à 1911 est jugée bonne financièrement par le professeur d'économie politique italienne bien qu'il estime que la part d'impôts supplémentaires demandée aux contribuables, frappe davantage encore la classe moyenne et ouvrière, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous :

Proprietà	millioni	180,5
Reddito	—	283,6 .

Affari	millioni	304,6
Consumi	—	911,1
Servizi	—	168,8
Lotto	—	93,0

Ernest Lemonon apprécie en ces termes l'œuvre d'assainissement des finances italiennes : « Le mouvement bancaire a présenté, après 1907, les mêmes caractéristiques qu'avant cette date. La circulation a continué d'augmenter de même que les réserves. A la fin de 1911, la circulation atteignait 2.193 millions, dépassant, comme on le voit, de beaucoup la limite légale bien que les réserves fussent de plus de 1.467 millions. Les Banques n'ont pu, comme elles le devaient, couvrir intégralement en monnaie métallique les billets émis au-dessus de la limite et ont dû ainsi payer l'impôt qui frappe les excédents de circulation pourvus seulement de la réserve de 40⁰/. Les billets de banque ont cours légal ; chaque année, le cours légal de ces billets a été prorogé. L'augmentation de la circulation bancaire fut due, principalement à l'augmentation dans les escomptes et dans les avances : augmentation qui marqua un essai de reprise commerciale.

« Relativement aux billets d'Etat, la loi de 1910 prorogea le cours légal des billets de banque et dicta plusieurs dispositions importantes. Cette loi autorisa l'augmentation de l'émission normale des billets d'Etat ; les nouveaux billets remplaceraient ceux déjà retirés par suite du rachat effectué au banco de Naples, conformément à la loi du 17 janvier 1897. La même loi autorisa une augmentation ultérieure de l'émission des billets d'Etat selon les besoins de la circulation monétaire et en remplacement d'une égale quantité de monnaie divisionnaire d'argent. Cette émission devrait être couverte par une quantité d'or correspondante laquelle serait déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations. Ces diverses émissions ne pourraient pas porter la circulation d'Etat au-dessus de 500 millions.

« Nous avons vu à quels abus avait donné lieu la circulation fiduciaire et quelles mesures furent prises pour la régler. Ces mesures ont produit, peu à peu, de salutaires effets. Au 31 décembre 1910 l'encaisse totale des trois banques

« d'émissions était de 1.400 millions environ. Le Gouvernement
« ayant renoncé à demander aux banques de procéder, pour son
« compte, à des émissions de billets, la situation de celles-ci
« n'a pas cessé de se fortifier. En 1894, alors que 75 millions
« de billets étaient encore à la charge des banques pour le
« compte du Gouvernement, sans parler des centaines de
« millions émis par lui, la proportion de la réserve était de 42,
« 63 % ; au 31 décembre 1910, elle était de 65,29 % alors que la
« circulation avait passé de 1.126 millions à 2.206 millions.

« Les billets de l'Etat s'élevaient, le 31 décembre 1910, à 442
« millions contre une réserve d'or de 183 millions. »

Si, d'une manière générale, la situation des trois Banques
d'émission est, à l'heure actuelle, meilleure qu'elle ne le fut
dans le passé, il ne faudrait cependant pas croire que la
circulation fiduciaire italienne soit, en tous points, normale.
Cette circulation présente un grave défaut qui est la co-existence
des billets de banque et des billets d'Etat : Voici, en quels
termes, le professeur de Johannis apprécie l'œuvre de réorga-
nisation de Luzzati : « Au moment où il quitta le Trésor, on
« lui doit deux faits très importants ; le premier, celui de
« l'arrangement définitif du Banco de Napoli auquel, grâce à
« d'habiles expédients de finance, fut rendu possible la graduelle
« reconstitution de son propre patrimoine ; le second, la série
« des mesures prévoyantes qui conduisit à la conversion des
« 8 milliards de Consolidé 5 % brut en 3 3/4 et ensuite 3 1/2
« net. Comme une grande partie du Consolidé italien était
« revenu dans le royaume, puisque, en 1907, on calculait qu'il
« n'existait plus à l'extérieur que 600 ou 650 millions,
« l'opération de conversion exigeait des accords bien définis
« et une préparation minutieuse pour mener, à bonne fin, une
« opération portant sur une somme qui n'avait jamais été
« convertie aussi forte. Luzzati n'eut pas le bonheur d'être
« ministre au moment où cette opération fut faite avec un
« résultat aussi heureux ; mais tous conviennent justement
« d'attribuer à Luzzati lui-même, le mérite de l'opération, aidé
« à ce moment là, par le ministre Maiorana et par le directeur
« général de la Banque d'Italie Stringher ; ce dernier déjà
« hautement méritant pour avoir conduit avec une main
« ferme et habile cette banque à la tête de laquelle il fut

« nommé, la rendant une des mieux ordonnée de l'Europe ».

L'ex-ministre des finances italien Nitti s'exprimait ainsi le 1^{er} juin 1918 : « Dans l'exercice 1916 et 1917, les recettes « se sont élevées à 5 milliards 345 millions ; soit une « augmentation de 2.463 millions sur les prévisions. Les « dépenses se sont élevées à 17 milliards 595 millions, soit « une augmentation de 14 milliards sur les prévisions. Les « prévisions ont pu être modifiées par les événements, mais « les faits prouvent la solidité des bases de nos finances qui « ont pu faire face à nos besoins dans les heures difficiles. « Depuis le mois de novembre 1916, à fin octobre 1917, les « paiements de frais de guerre se montent à 15 milliards « 722 millions, c'est-à-dire environ 1.310 millions par mois.

« L'Italie a pris une excellente habitude de ne jamais « payer les intérêts de dettes en contractant de nouvelles « dettes et de couvrir ces intérêts par des recettes effectives « ordinaires, ce qui constitue une surgarantie des emprunts. « Tout ce que nous aurons, après la guerre, devra être destiné « à la reconstruction économique du pays. L'Italie a confiance « en elle-même ; l'augmentation des dépôts d'épargne qui est « de 1 milliard pendant la dernière année, l'augmentation du « capital actions, ainsi que les nouvelles industries constituées, « prouvent que notre organisme économique se renforce. « L'Italie sortira de cette épreuve plus noble, plus fière et plus « grande. »

Je ne puis terminer cette étude sans donner l'appréciation du professeur de Johannis sur le contribuable italien : « Mais « par dessus tout, une figure apparaît grande, magnanime, « pleine d'abnégation, d'amour de la Patrie et d'infinité « modestie et à elle devrait être érigé, à l'occasion de la « commémoration du Cinquantenaire, un monument de « reconnaissance. La figure du contribuable italien. »

Nous avons étudié dans ses grandes lignes la politique financière et bancaire de l'Italie, le moment est venu de dire un mot de la question qui s'y rattache, à savoir : celle du change.

LE CHANGE ITALIEN

Nous avons analysé les raisons qui ont déterminé un change défavorable à l'Italie : trop grande émission de papier, fuite de sa monnaie divisionnaire et de son stock métallique, troubles intérieurs, balance commerciale défavorable. Mais depuis 1903, sous l'influence de meilleures conditions financières et économiques, le change se maintint au pair bien que, depuis cette date, la balance générale du commerce italien ait accusé une moins-value annuelle de plus d'un milliard aux exportations. Pourquoi cette anomalie ? Il y a de cela deux causes : l'argent envoyé ou rapporté par les émigrants et celui laissé par les touristes.

Chaque année, surtout depuis 1896, nous donnerons du reste des détails plus précis au chapitre suivant, un flot d'émigrants composé, une moitié environ de temporaires, et l'autre de permanents, dont le nombre a varié de 500.000 à 750.000, quittent l'Italie pour se répandre, les temporaires en Europe, les permanents, principalement dans les deux Amériques. On comptait de la sorte près de 6 millions d'Italiens installés en 1913 hors de leur pays dont : 500.000 en France, 50.000 en Algérie et 100.000 en Tunisie ; ils n'oublient généralement pas la « mamma » ou la « moglie » restées en Italie. Les statistiques annuelles des « rimessi degli emigranti » donnent le total des sommes envoyées en Italie qui sont très élevées ; si nous ajoutons à ces chiffres l'argent rapporté par les émigrants temporaires de retour au pays natal, nous arrivons à une somme dépassant, chaque année, 800 millions. Le député Errico de Marinis, dans un article sur l'émigration, confirme ce fait : « Mais le bénéfice indiscutable de l'émigration est l'argent qui, annuellement, afflue en Italie, provenant des émigrants. Les envois annuels de ces derniers se montent à plusieurs centaines de millions, somme qui influe sur toute l'économie nationale et sur les valeurs de l'Etat dans un sens extrêmement bienfaisant et comme conséquence sur le change ». Cet argent va dans les Caisses publiques et les Banques de dépôts, permettant ainsi à l'Italie de rétablir

l'équilibre entre les chiffres d'exportation et d'importation. Les titres industriels sont peu goûtés par cette clientèle méfiante ; les Caisses d'épargne, les Caisses postales, les Banques populaires ont seules leurs préférences. Au 30 juin 1913, le chiffre total des dépôts se montait, d'après Bonefon Crapone, à plus de 7 milliards.

30 juin 1913

Caisses d'épargne	2.649.623.283
Caisses postales	1.984.998.268
Banques populaires	1.172.966.384
Institutions de crédit ordinaire	1.010.943.101
Mont-de-Piété et caisses rurales	301.519.331
Banques d'émissions	100.325.676
TOTAL	7.220.376.043

Voilà le crédit dont se sert l'Italie pour maintenir son change au pair et la réserve qui a permis à l'Etat d'abaisser l'intérêt de ses emprunts et de maintenir le prix de son Consolidé ; il y a lieu d'ajouter aux sommes versées par les émigrants, celles que laissent, annuellement, en Italie, les milliers de voyageurs : soit près de 500 millions de lire en souvenir et en reconnaissance des émotions qu'elle leur procure par ses trésors artistiques et archéologiques, ses souvenirs classiques, sa luminosité, son ciel et ses sites.

Dès la déclaration de guerre de 1914, ces deux facteurs n'ont plus joué et, immédiatement, le change italien a baissé ; si l'on compare pourtant le chiffre des exportations françaises en Italie et celui des exportations italiennes en France, on voit que dès 1914 la balance commerciale est rompue en faveur de l'Italie :

ANNÉES	1914	1915	1916
Importations françaises en Italie, en millions de lire	270	240	458
Exportations italiennes en France, en millions de lire	292	437	543

Comment expliquer que le change italien, sur le marché de Paris, ait perdu environ 30 points ? L'Italie n'a pas en Angleterre et en Amérique un crédit aussi largement ouvert que la France ; ne possédant pas de titres étrangers anglais

ou américains en portefeuille, elle ne pouvait pas, par les intérêts qu'elle aurait touchés, ou les prêts sur titres qui auraient pu être consentis, contrebalancer, dans une certaine mesure, les effets de ses achats considérables en matières premières dans ces deux pays : un milliard 749 millions et 2 milliards 202 millions effectués en Amérique en 1915 et 1916 ; 849 millions et 1 milliard 79 millions en 1915 et en 1916, en Angleterre, pour un chiffre d'exportation n'atteignant pas le cinquième, pour l'Amérique et le tiers pour l'Angleterre, des sommes précitées, d'où balance nettement défavorable et grandes difficultés pour les paiements à effectuer : « La dépréciation du change italien, disait le ministre Nitti en 1917 à la tribune de la Chambre, est dûe beaucoup plus à la situation commerciale qu'à l'augmentation de la circulation fiduciaire. Les importations, nous l'avons dit souvent, se développent tandis que les exportations fléchissent ». On comprend donc les écarts de son change vis-à-vis de l'Amérique et de l'Angleterre, mais de la France ? L'Italie achetant beaucoup en Angleterre et en Amérique s'est procuré, en France, profitant de la situation plus stable de notre change, le papier nécessaire pour acquitter les dépenses faites en Amérique et en Angleterre ; il en est résulté des achats considérables de francs effectués chez nous par l'Italie pour le règlement de ses dettes et, comme à la demande considérable de francs français ne correspondaient pas les mêmes besoins de la France en lire, il y a eu déséquilibre et rupture de la balance en notre faveur.

L'Italie ne pouvait admettre une telle perte au change, 30 % environ avec la France et 40 % avec l'Angleterre et l'Amérique. Elle fit tous ses efforts pour améliorer la situation qui aboutirent à l'accord entre les Alliés du 4 août 1918, dont le journal financier « *Le pour et le contre* » en expose très clairement l'économie : « Cette semaine a vu se produire, sur le marché des devises, deux faits qui méritent d'être soulignés : d'une part, le change italien enregistre une reprise sensationnelle qui l'a remonté en quelques séances aux environs de 80 centimes; d'autre part, le change anglais et le change américain ont abandonné les cours de 27,15 1/2 pour la livre sterling, que la cote officielle inscrivait inva-

« riables depuis le mois d'avril 1917. Le change italien vient
« de traverser une période critique. Dans les premiers mois
« de la guerre européenne, avant que l'Italie entrât dans le
« conflit, le cours de la lire se maintenait entre 97 et 90 centi-
« mes sur le marché de Paris. Ce dernier cours est celui du
« milieu de mai 1915, c'est-à-dire à la veille de la déclaration
« de guerre à l'Autriche. Après une reprise à 95 centimes, qui
« n'a duré que quelques jours, la cote se stabilisa entre 90 et
« 92 et dans la dernière semaine de décembre elle fléchit aux
« environs de 88. L'année 1916 n'a pas apporté de grands
« changements, le cours le plus haut, 95 centimes, fut enre-
« gistré en mai et le plus bas, 84 centimes, dans les derniers
« jours de décembre. Mais en 1917, le fléchissement s'est
« beaucoup plus accusé. En novembre la lire est tombée à
« 64 centimes soit, par rapport au franc, une perte de 36 %.

« Au mois de mars dernier, le Trésor italien a créé un
« Institut National des changes. Nous avons rendu compte
« alors de cette création. L'Institut National des changes de
« Rome n'est pas seulement chargé de surveiller étroitement
« le marché des devises étrangères; on lui a confié un véritable
« monopole des transactions de façon à enrayer, dans la plus
« large mesure possible, les manœuvres spéculatives que l'on
« accusait d'être l'une des causes essentielles de l'état de
« dépréciation où se traînait la lire. Il nous faut constater que
« leur effet sur la tenue du change italien est resté assez
« médiocre jusqu'au jour où des arrangements de crédit ont
« permis, à nos alliés, d'améliorer leurs balances extérieures.

« C'est à ces arrangements que doit être attribuée la reprise
« de ces derniers jours. En Italie, comme en France d'ailleurs,
« la cause fondamentale de la crise du change réside dans le
« déficit sans cesse accru de la balance des paiements. L'objet
« des arrangements auxquels nous venons de faire allusion est
« précisément d'atténuer ce déficit. Un premier accord a été
« conclu avec les États-Unis; un second l'a été avec l'Angle-
« terre; enfin, un troisième vient d'être signé avec la France.
« Les uns et les autres procurent à l'Italie de larges disponi-
« bilités qui lui permettront, non seulement de faire face aux
« dépenses du Gouvernement dans le prochain avenir, mais
« lui assurent, en outre, le moyen de compenser ses dépenses

« commerciales ordinaires et d'intervenir sur les différents
« marchés pour faciliter la liquidation du passé. Voici, en ce
« qui concerne l'accord avec la France, ce que dit, à cet égard,
« la note officielle : « Aux termes de l'arrangement, signé le
« 4 août 1918, entre M. Nitti, ministre du Trésor italien, et
« M. Klotz, ministre des finances français, chacun des deux
« pays sera désormais assuré, au moyen d'avances réciproques,
« de disposer des ressources nécessaires pour faire face aux
« dépenses qu'il doit effectuer sur le territoire de l'autre. En
« outre, la France consent à l'Italie des crédits destinés à lui
« permettre de pourvoir à ses règlements commerciaux et de
« soutenir le cours de la lire sur notre marché ». Le commu-
« niqué par lequel l'accord Italo-Anglais a été porté à la
« connaissance du public s'exprime à peu près de même : « Les
« différentes questions traitées ont donné lieu à des accords
« qui confirment et complètent les conventions en vigueur
« depuis 1915. La coopération financière de la Trésorerie
« anglaise et de celle de la France, en ce qui concerne les
« frais de guerre, la fourniture des matières premières et les
« transports maritimes est assurée à l'Italie. Des ententes
« spéciales ont été conclues pour assurer également une plus
« efficace protection du change italien sur le marché de Lon-
« dres ». Des mesures analogues ont été arrêtées d'accord avec
« le Gouvernement des États-Unis dont les avances à l'Italie
« atteignent à ce jour 650 millions de dollars.

« L'Institut National des changes de Rome a aujourd'hui
« en mains les moyens d'action qui lui permettent de travailler
« efficacement au redressement des cours de la lire : souhaitons
« qu'il en sache user avec modération et qu'il ne compromette
« pas le succès durable de sa politique en se laissant entraîner
« par le désir d'aller plus vite ».

Les mesures de défense adoptées par les nations alliées en vue de maintenir et d'équilibrer, dans une certaine mesure leur change malgré les fluctuations, les déficits, les différences souvent très grands de la balance générale du commerce et des déplacements de capitaux et de crédit, avaient leur raison d'être en temps de guerre où il paraissait juste de faire, non seulement une masse des forces militaires, mais aussi une masse du crédit allié pour garantir aux nations à capitaux et

à créances réduits, une certaine force et vitalité financière leur permettant de continuer la lutte. — L'armistice signée, il était à prévoir que toutes les conventions financières de guerre adoptées entre alliés allaient disparaître, que le jeu normal du crédit international, basé sur les échanges commerciaux, les créances, les prêts, les valeurs, joueraient à nouveau —, c'est ce qui arriva le 13 mars 1919 pour notre change et le 22 mars pour le change italien, date à laquelle toutes les restitutions établies par la « Fédéral Réserve Board » étaient supprimées.

La lire est tombée à Paris aux environs de 0,75 centimes, chute prévue et normale ; les conditions actuelles de l'Europe interdisant à l'Italie les moyens dont elle se servait pour stabiliser son change : main-d'œuvre, émigrés et touristes ; quand les deux forces pourront s'employer à nouveau, le change italien ne retrouvera pas tout d'un coup les cours d'avant-guerre. Les dettes de l'Italie ont augmenté considérablement et, si elle veut rétablir la situation, elle devra restreindre fortement ses dépenses à l'extérieur pendant qu'à l'intérieur, il lui faudra chercher, par tous les moyens, à augmenter sa production et les débouchés nécessaires pour l'absorber.

CHAPITRE III

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Marine marchande — Colonies — Agriculture
Chemins de fer — Emigration

La politique économique qu'a suivie l'Italie à partir de 1876 n'a eu qu'un but : favoriser par tous les moyens la mise au point et l'essor de son industrie et, après 1887, exagérer ses protections, non seulement pour les industries déjà garanties, mais pour sa métallurgie sur laquelle, en dépit de tous les obstacles : pas de charbon et peu de minerais, elle fondait de grandes espérances.

Nous verrons, avec quelle hardiesse, le royaume épousa la thèse protectioniste. Il ne négligea pas en même temps de donner ses soins, en rapports avec ses ressources financières, aux autres branches de l'activité du pays dont le développement était intimement lié au progrès industriel. Pour qu'une industrie soit vive et prospère, il faut qu'elle reçoive les matières premières et qu'elle ait des débouchés à l'intérieur et au dehors : la marine marchande, les chemins de fer et les routes, les colonies sont les meilleurs agents de progrès ; il est nécessaire, en outre, d'assurer des conditions de vie normale et de permettre à l'agriculture de réaliser des bénéfices par la vente de ses produits à un prix rémunérateur, mais convenable. La main-d'œuvre doit être également organisée et son recrutement assuré. Nous allons passer successivement en vue les efforts faits, les progrès réalisés et les résultats obtenus par l'Italie dans ces différentes branches d'activité.

SECTION PREMIÈRE

MARINE MARCHANDE

Le désir de posséder une marine marchande, forte et puissante, semble naturel lorsqu'il s'agit d'un pays baigné presque de toutes parts par la mer et qui, comme l'Italie, a besoin d'importer toutes les matières premières nécessaires à son industrie et à sa vie nationale : charbon, minerais, blé, coton, etc., en même temps qu'il lui faut transporter ses produits et ses émigrants ; source de revenus et soupape de sûreté. Déjà, vers 1881, le Gouvernement italien, grâce à l'amélioration de sa situation économique, caressait le rêve d'une Méditerranée devenant un lac italien et servant presque uniquement aux échanges de son commerce, et l'espoir que les marchés d'Amérique connaîtraient bientôt les objets de son industrie. La nécessité d'une marine marchande puissante s'imposait pour elle, mais l'Italie avait deux problèmes très délicats à résoudre : celui de la construction et celui du frêt : 1° parce que les tarifs douaniers, très protecteurs sur les aciers et les fers, aggravaient singulièrement la tâche des armateurs désireux de faire construire en Italie les bateaux dont ils avaient besoin. C. A. Vecchi, dans son article sur la marine marchande, rapporte que la Commission nommée en 1864 pour rechercher les moyens les plus adéquats pour faire prospérer la marine marchande avait signalé ce danger : « La Commission, consciente du péril qui menaçait la marine commerciale italienne, indiqua nettement que le temps des petits armateurs et des petits chantiers navals avait désormais vécu ; qu'il fallait obéir à la loi qui imposait aux énergies de se réunir et non de se disperser. Elle proposait de réduire à 4 lire le quintal la taxe sur les fers en verges et en lamières pour finir à un tarif de 3 lire 50. Elle proposait également d'abaisser, à 10 lire, la taxe sur l'acier de première fabrication et à 15 lire, celle des aciers travaillés et enfin, de stabiliser à 4 lire le quintal, la taxe sur les machines en général. Elle concluait ainsi que le meilleur moyen d'aider encore à la marine marchande était de permettre l'entrée en franchise

« des matières qui lui sont indispensables » ; 2° parce que la situation géographique de l'Italie la mettait dans un état d'infériorité marquée pour les frêts méditerranéens, balkaniques, pour ceux de l'Egypte, de la Turquie, des Indes et de l'Asie, sans parler de la mer Noire.

Les navires partant des ports de Southampton, Newcastel, Londres, Manchester, Liverpool, Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Marseille pour les dites régions peuvent, à l'aller et au retour, à Gênes et à Naples, prendre des marchandises à des conditions plus avantageuses que celles que peuvent consentir les armateurs italiens, obligés d'acheter leur charbon plus cher et de ne faire, le plus souvent, le transport à l'aller et au retour sans grand espoir d'escales et sans colonies au passage. Trouver le plein de frêt de retour est une aubaine pour eux ; ils sont, de plus, très âprement concurrencés par les lignes autrichiennes qui, de Fiume et de Trieste, prennent au passage pour l'Europe du nord, les marchandises italiennes dans les ports italiens de la mer Adriatique, Venise, Bari, Tarente, Brindisi.

Le problème était et reste délicat à résoudre.

L'Etat essaya de régler au mieux les questions examinées plus haut au moyen de subventions et de primes et d'organiser, en les réunissant, les Compagnies de navigation pour leur permettre de mieux lutter contre la concurrence. En 1881, les deux principales : « Florio et Rubbatino » fusionnèrent sous le titre de « Navigazione generale italiana » avec, sous sa dépendance, deux compagnies servant surtout aux transports des émigrants « l'Italia et la Veloce » ; la « Puglia et l'Iliod italiano » furent créées un peu plus tard. L'enquête à laquelle procédèrent, en 1881, le comte Codronchi et Paoli Bosseli, sur les moyens de favoriser la marine marchande, aboutit à la loi du 21 mars 1885, qui compensait, sous forme de prime, les droits élevés sur les aciers et fers que les constructeurs avaient à supporter : « Il regime del 1885 che ebbe « forza d'esecuzione nei primi mesi dell'anno seguente e che « doveva durare un decennio, compensava il dazio di frontiera « sui met alli, salito (per il rinnovamento dei trattati di « commercio) al 40 per cento del valore. Codesto compenso « equiparo la nostra bandiera alle altre, sottraendola e pesi di

« cui le emule erano esenti », et qui consacrait les autres mesures proposées : primes à la construction de navires dans les chantiers italiens — au chemin parcouru, dédommagement pour construction et réparation de coques, de machines et de chaudières.

Les armateurs, malgré ces avantages, préférèrent acheter à l'étranger ; le prix des bateaux, construits en Italie, restant très élevé et les primes n'étant accordées qu'après de nombreux rapports administratifs et de non moins nombreuses tracasseries. Néanmoins, le tonnage de la marine marchande, de 629 milles tonneaux en 1887, passa à 880 milles en 1895, et les navires construits dans les chantiers italiens pendant la même période donnèrent environ 27.000 tonneaux.

Le tonnage en lourd de la marine marchande italienne était évalué, en 1906, à 1 million 100.000 tonneaux, avec 514 vapeurs pour un total de 5.020 bateaux et, en 1913, à 1 million 300.000 tonneaux pour un total de 6.000 bateaux dont 898 à vapeur d'un tonnage de 910.380 tonneaux. Nous avons vu les essais qu'avait tentés le Gouvernement italien par la loi de 1885 pour l'amélioration et l'augmentation de sa marine marchande ; en 1895, l'Etat fit un nouvel effort en supprimant les restrictions diverses que la loi de 1895 avait mises à l'obtention des primes. Ce système, néanmoins, coûta cher à l'Etat qui, en 1888, payait 1 million de lire pour les vapeurs, et 2 millions aux voiliers ; en 1900, plus de 4 millions aux vapeurs.

En 1893, il avait renouvelé les subventions à la marine marchande et passait de nouvelles conventions avec la Navigation Générale Italienne, la Puglia, la Societa Napolitano de navigazione, la Societa siciliane de navigazione, pour un total de 12 millions par an, dont 9 allèrent à la Navigation Générale. Malgré les primes à la construction, les armateurs italiens achetaient toujours leurs bateaux à l'étranger en raison du prix de revient élevé en Italie et, par ce fait, qu'en achetant un bateau étranger, ils n'avaient à payer, pour le changement de nationalité, qu'une somme très faible : « Le « ferriere italiane erano esigue e non protette. Il minerale « dell'Elba andava all'estero ; il minerale dell'Alta Italia non « aveva prossimi giacimenti di combustibili. Il ferro estero

« pagava lieve dazio alla frontiera : lieve, badisi ; si che non
« erra efficace a costituire una protezione fiscale della
« industria passana. Ma intanto, qualunque nave metallica
« d'origine estera entrava en franchigia ; pagava, è vero, una
« piccola somma per il cambio di nazionalità ; ma inadeguata
« all'entità della nave stessa. Questo paradosso vige ancor
« tuttodì ».

En 1901, le Gouvernement prit le parti de limiter sa part contributive, et la loi du 16 mai 1901 décida qu'à partir de l'exercice 1901-1902, les avantages dont bénéficierait la marine marchande, notamment pour la construction, ne pourraient dépasser 8 millions par an et réglementa, en même temps, le transport des émigrants, en accordant des avantages aux Compagnies.

Le système des subventions fut également critiqué ; très lourd pour le budget, le rendement était médiocre ; le 27 avril 1910, le projet Luzzati, approuvé par la Chambre, créait la « Société Nationale des Services maritimes » avec un capital de 15 millions et une subvention annuelle de 9 millions de lire qui reçut les diverses lignes qu'exploitait jusqu'alors la Navigation Générale.

Les sacrifices consentis par l'Etat étaient assez considérables, mais, pour les raisons indiquées plus haut, ils ne compensèrent pas les désavantages résultant de la concurrence des transports allemands et anglais prenant du frêt à Gênes ou à Naples ; des lignes autrichiennes, d'autre part, pour les transports de l'Adriatique ou de la Méditerranée, à destination des pays du nord de l'Europe et qui étaient : 1^o la Compagnie autrichienne Adria qui, de Trieste, faisait escale à Venise et dans les ports italiens de l'Adriatique pour Marseille et Rouen ; 2^o la ligne Dens et Cie de l'Italie pour Londres et Anvers ; 3^o la Wilson Linie pour l'Angleterre, la ligne Sloman pour Hambourg et les ports du nord de la Baltique, la Svenska Lloid pour la Suède et la Norvège et pour le Danemark.

Le point délicat pour la marine italienne sera de quitter les routes ordinaires suivies par elle de l'Amérique du Nord et du Sud pour prendre la place de toutes les Compagnies autrichiennes faisant le cabotage avec les ports indiqués plus

haut. C'est l'opinion du Commandeur Stefano Arditì :
« Mentre noi abbiamo visto che l'Inghilterra, la Francia,
« il Belgio, la Germania e l'Austria, nulla hanno lasciato
« d'intentato, (incorrendo in sacrifici multipli e di svariate
« forme) — direttamente ed indirettamente — con sovven-
« zioni, con primii, ecc., perchè le loro navigazioni
« commerciali prendessero un immenso sviluppo, l'Italia
« invece non ha mai creduto opportuno di creare dei servizii
« regolari di trasporti dell'Adriatico o dal Mediterraneo per i
« paesi nordici dell'Europa, permettendo così ad'inglesi, ai
« francesi, ai belgi, ai tedeschi ed agli austriaci, di creare essi
« queste linee, traendone immensi profitti. »

SECTION DEUXIÈME

CHEMINS DE FER

M. Filippo Tajani, dans un article « Les chemins de fer », paru en 1911, souligne l'importance qu'attachait Cavour à un développement rapide des voies ferrées italiennes : « Aucun pays, plus que l'Italie, est en droit de fonder sur l'action des chemins de fer les plus grandes espérances ». Mais il reconnaît que le vœu ne s'est pas entièrement réalisé, car il n'y eut pas de plan d'ensemble dans la construction des lignes ; il ne pouvait, il est vrai, en être autrement pour un pays dont l'unité s'était faite par bouts rapportés. A la proclamation du royaume d'Italie, il n'existait dans toute la péninsule que 2.502 kilomètres, dont 650 kilomètres exploités par l'Etat et le reste, par diverses Compagnies, avec un revenu brut annuel d'environ 50 millions de lire.

L'Etat, en 1861, se trouvait être propriétaire d'un petit réseau composé de trois lignes principales avec Alessandria comme centre, se dirigeant : la première, vers Turin ; la deuxième sur Gênes ; et la troisième vers le lac majeur ; les autres lignes du Piémont étaient exploitées par la Società Vittorio Emanuele. En Toscane, nous trouvons la Società ferrovie Livornese et Centrali Toscane ; dans les états pontificaux, les ferrovie Romane, en un mot, pas de plan,

pas d'organisation : « Un des plus graves problèmes, écrivait
« le professeur Tajani, dont la solution s'imposait aux
« gouvernants du nouveau royaume, était celui des chemins
« de fer : les provinces méridionales en étaient presque
« complètement dépourvues et les îles en manquaient
« totalement ; le réseau limité existant était, d'autre part,
« fractionné en de nombreux tronçons avec d'insuffisantes
« communications entre eux.

En 1865, alors que le réseau total était d'environ 6.000 kilomètres, le Gouvernement essaya de sortir du chaos parce qu'il avait compris qu'une nation ne peut prétendre à un développement économique sérieux sans moyens de communications : « Le réseau ferré prit assez rapidement une notable
« extension, mais, concurremment, croissaient les embarras
« et les difficultés provenant de l'existence de tant de petites
« sociétés, ayant chacune son administration, ses tarifs et
« ses règlements. En 1863, pour aller de Suza à Pescara,
« distantes de 740 kilomètres, on devait emprunter des lignes
« appartenant à cinq Compagnies différentes. De Bologne à
« Rome, la voie la plus directe par Florence et Sienes touchait
« les lignes de quatre différentes sociétés. Il était nécessaire
« d'ordonner, de fondre, de mettre en ordre les diverses
« Compagnies, dont quelques-unes ne se trouvaient pas en
« bonne condition administrative ou financière ».

Quatre groupes furent alors créés :

La Société Vittorio Emanuele avec le groupe Calabrais-Sicilien ;

La Haute Italie avec toutes les lignes privées du Nord et celles de l'Etat cédées pour 200 millions ;

Les chemins de fer méridionaux ;

Les chemins de fer romains.

Après l'acquisition de la Vénétie, le royaume prit à sa charge le réseau ferré rétrocédé. Mais les sociétés privées ne donnèrent aucun résultat sérieux ; elles périclitèrent toutes, les unes après les autres, et, en 1875, elles étaient de nouveau toutes rachetées, à l'exception des chemins de fer méridionaux. Le réseau total des chemins de fer italiens était, à cette époque, de près de 9.000 kilomètres. « Cet édifice, écrit
« Tajani, en parlant de la création des lignes privées, qui

« semblaient durable, s'écroula bien vite. Les sociétés
« concessionnaires rencontrèrent les plus grandes difficultés
« pour se procurer les moyens financiers nécessaires à
« l'exécution des travaux. La grave crise qui, après 1865,
« secoua l'Europe et la malheureuse guerre contre l'Autriche,
« avaient abaissé le crédit public à des limites jamais touchées
« jusqu'à ce jour. Les finances publiques étaient épuisées, le
« commerce misérable et les industries sans travail ; les
« chemins de fer ne pouvaient pas ne pas se ressentir d'une
« telle douloureuse situation ».

Il ne pouvait en être autrement : les frais de construction des dites lignes, dont le prix de revient, prétend Tajani, est monté à 350.000 francs par kilomètre, la nature exceptionnelle du relief italien, l'absence de plans et une main-d'œuvre défectueuse, étaient des obstacles à la bonne marche des affaires pour les Compagnies. Mais le fait de racheter des Compagnies, en faillite, ou sur le point de l'être, ne suffit, pas à lui seul, à donner aux lignes existantes une vie nouvelle permettant d'en retirer des bénéfices ; aussi, trois ans après les avoir rachetées, le Gouvernement ordonna-t-il une enquête à l'effet de connaître quel pouvait être le meilleur mode d'exploitation. Le 25 avril 1885, il se décida à remettre les lignes à des Compagnies privées pour une durée de 60 ans, avec faculté de dénonciation par chaque période de 20 ans. Trois Compagnies furent créées :

1° La *Mediterranea* avec une partie du Nord et la région romaine, soit 4.046 kilomètres ;

2° La *Sicula* avec la région de Sicile : 597 kilomètres ;

3° L'*Adriatica* avec les lignes des chemins de fer méridionaux et quelques tronçons cédés par la *Mediterranea*, au total, 4.131 kilomètres.

Le professeur Tajani apprécie, en ces termes, la création des trois grandes sociétés : « Les conventions approuvées par la
« loi du 27 avril 1885, après une très vive discussion à la
« Chambre des députés, constituèrent, au dehors de tout
« jugement sur leur mécanisme financier, un grand pas en
« avant dans la réorganisation administrative de nos chemins
« de fer. Ainsi fut créée une véritable législation des transports ;
« les tarifs furent revus, unifiés et mis en ordre ; le service

« fut organisé de concert avec les différents réseaux, de façon
« que les transports pouvaient avoir lieu d'un bout à l'autre
« de l'Italie, sans aucune interruption et sur des bases
« régulièrement uniformes. »

En échange du matériel qu'il remettait aux Compagnies, l'Etat recevait une somme de 235 millions à titre de caution, avec intérêt à 5 % net. Il s'engageait à rendre cette somme à l'expiration des conventions avec déduction des dépréciations occasionnées par l'usure ; en plus, il donnait aux sociétés, pour les lignes complémentaires, une subvention de 3.000 lire par kilomètre et recevait, en retour, une fraction du produit brut de l'exploitation variant de 3 à 40 %, plus une partie du produit net lorsque le dividende, après les prélèvements légaux, dépasserait 7 1/2 %.

M. Edgar Milhaud, « Le rachat des chemins de fer », prétend que l'Etat ne fit pas une brillante opération. Le produit brut, en effet, fut inférieur aux prévisions. La Sicula eut toujours des recettes déficitaires. Les deux autres Compagnies, grâce aux économies sur tout et sur tous, réalisèrent quelques maigres bénéfices au début, mais, dès 1889, certaines voies furent construites aux frais même de l'Etat et les subventions kilométriques qui, de par la convention de 1885, étaient dues aux lignes complémentaires à construire, furent augmentées pour atteindre, certaines, 6.000 lire par kilomètre. Le charbon cher, des lignes mal construites et à faible rendement, de gros émoluments aux fonctionnaires supérieurs. Voilà le résultat : l'Etat avait dépensé, jusqu'en 1905, 5 milliards 826 millions pour la construction des premières lignes, leur rachat, etc., et il n'en retira qu'un intérêt moyen annuel d'environ 50 millions seulement.

Il avait évidemment compté, au moment des conventions, sur un accroissement plus rapide et plus productif du réseau ferré ; mais, pour les raisons indiquées plus haut et à cause du ralentissement des affaires, son espoir fut déçu : « La difficile
« période, écrit Tajani, qui dura dix ans environ, durant
« laquelle l'économie du pays subit une dépression qui fut
« naturellement ressentie par les Compagnies de chemins de
« fer, cessa seulement au commencement du nouveau siècle.
« Le mécanisme, bien étudié cependant, était très compliqué

« et se basait sur des prévisions optimistes qui ne se vérifièrent pas dans la pratique. Les recettes des Compagnies, après 1885, au lieu de croître, subirent une diminution, les besoins des nouveaux travaux se firent pressants mais le fond de réserve ne put les satisfaire ».

Le Gouvernement italien rachetait, le 23 juillet 1905, la « *Mediterranea* » et, le 1^{er} juillet 1906, l'« *Adriatica* » et la « *Sicula* ». Les causes du rachat furent de deux sortes : 1^o le mécontentement du public et des commerçants qui, en 1900, au moment de la reprise économique, ne trouvèrent pas chez les Compagnies toute l'aide désirable : peu de matériel, pas d'horaire fixe, des wagons sales et pas réparés, en même temps qu'étaient arrêtés les travaux pour la construction des lignes secondaires : « Après 1900, écrit Tajani, les conditions économiques du pays s'améliorant, le trafic commença à croître d'une manière sérieuse et trouva les lignes ferrées dépourvues de matériel et de commodités industrielles. Les Sociétés se justifiaient en disant qu'il ne leur appartenait pas d'augmenter les moyens de transport et les débouchés réclamés par l'augmentation du trafic, mais à l'État, lequel, de son côté, accusait les Compagnies de ne pas utiliser au mieux les moyens disponibles. Les besoins, pourtant, augmentaient et aucune amélioration n'en résultait » ; 2^o l'attitude du personnel qui accusait les Sociétés de ne pas respecter les clauses des traités en leur faveur : « *aggiungeremo che sorsero altre gravi difficoltà, provocate del personale che accuso la Società di non rispettare i patti stipulati nel 1885 a suo favore* ».

Devant les nombreuses protestations du public, l'État nomma une Commission chargée de rechercher les causes du mécontentement et les améliorations possibles. Le député Saporito en fut nommé président : son rapport, dit Tajani, fut consciencieux mais non convaincant et on peut dire que l'avis favorable qu'il émit au maintien des Sociétés privées ne pesa d'aucun poids sur les décisions qui furent prises.

Le rachat avait été précédé d'une grève générale des ferro-vierri mécontents, nous l'avons vu, des Compagnies et de l'État qui les laissait exploiter. Avec ou sans la grève, le rachat aurait eu lieu quand même en raison de l'état précaire où se

trouvaient les réseaux et du manque d'organisation et d'autorité des Compagnies.

L'État italien, pour la troisième fois, devint le propriétaire des réseaux ferrés, qui comptent actuellement près de 18.000 kilomètres, y compris les 3.000 kilomètres appartenant à diverses petites Sociétés, n'exploitant que des lignes de raccord. L'opération du rachat ne coûta pas cher; aux 265 millions qu'il détenait à titre de garantie, le Trésor y ajouta 140 millions représentant la valeur au jour du rachat du matériel nouveau acquis depuis les conventions, plus une centaine de millions pour charges diverses.

Ce qui coûta davantage au Gouvernement ce fut la mise au point et la réorganisation du réseau : « les moments les « plus difficiles de la crise, écrit Tajani, eurent lieu dans le « deuxième semestre de 1906 et dans le premier de 1907 et les « perturbations se firent sentir davantage là où l'activité était « plus grande, c'est-à-dire dans le triangle Gênes-Turin-Milan, « qui est le nœud principal du trafic des chemins de fer « italiens. Il y eut alors des manifestations de vraie panique; « les uns attribuaient ce malaise au mauvais vouloir du « personnel inférieur, d'autres à l'incapacité du personnel « dirigeant, quelques-uns aussi à l'inertie des chefs encore « dévoués aux intérêts des Compagnies; on créa, enfin, la « légende de la création de services à chevaux qui devaient « suppléer à l'insuffisance du trafic sur la ligne Milan-Gênes. « Mais au lieu de récriminer, il fallait prévoir et augmenter le « matériel et les moyens de dégagement ». Tajani évalue, à la fin de 1911, que les sommes dépensées par l'État italien, pour son réseau ferré, ont atteintes près de 7 milliards mais ne lui a rapporté que des « profitti scarsissimi ».

Malgré toutes ces difficultés, le réseau italien est allé en se développant chaque jour et, au commencement de 1912, l'inventaire du matériel donnait le bilan suivant : « Notre « réseau ferré, affirme Tajani, possède actuellement 4.700 « locomotives, 10.000 voitures de voyageurs et 90.000 wagons, « le personnel atteint le chiffre de 150.000 employés et le « mouvement représente 108 millions de train kilomètres. En « 1911 les voies ferrées italiennes transportèrent environ « 80.000.000 de voyageurs, avec un parcours moyen, pour

« chacun d'eux, de 50 kilomètres et 36 millions de tonnes de
« marchandises. La consommation du charbon est de 2 mil-
« lions de tonnes environ. Le réseau des petites Compagnies
« privées possède 500 locomotives, 1.500 voitures de voya-
« geurs, 5.000 wagons et emploie 11.000 personnes. Le trafic
« y est représenté par 12 millions de train kilomètres ».

SECTION III

COLONIES

• Nous ne rappellerons ici que très brièvement les principales manifestations de la politique coloniale de l'Italie, les résultats en sont peu importants, et sans être un esprit chagrin, il est permis de constater que les véritables colonies italiennes se trouvent ailleurs que dans les pays placés officiellement sous le protectorat du royaume.

Sous l'égide de la Grande-Bretagne, l'Italie s'essaya à l'expansion coloniale et notifia aux puissances, le 5 juillet 1882, l'établissement de son protectorat sur l'Abyssinie. Le député Daneo nous expose, dans les termes suivants, les raisons de la politique coloniale de son Gouvernement : « L'Italie, à
« peine sortie des batailles de sa révolution, tout attentive aux
« soins de la politique intérieure, dernière venue parmi les
« grandes nations, demeurerait incertaine et non préparée au
« nouveau mouvement pour les entreprises coloniales.

« Ses savants et ses hommes politiques, abandonnant les
« antiques traditions de navigation, de conquêtes et de
« commerce, ne regardaient plus au dehors. Seul, Cavour,
« à la fin de 1857, avait tenté de réaliser des accords avec
« l'Abyssinie, mais le projet n'eut pas de suite.

« Nous étions, du reste, plus riches en bras qu'en capitaux,
» qu'en intelligence négociatrice, qu'en force militaire ou navale,
« et à notre expansion émigratrice, devaient suffire provisoi-
« rement, les colonies libres, les terres des deux Amériques, la
« Tunisie et la Tripolitaine voisine.

« Mais, plus tard, le voisinage et l'exemple des autres
« retinrent notre intention ; puis apparut le péril du domaine

« exclusif des autres nations dans le continent Africain et dans
« la mer Rouge qui pouvait conduire à l'empire incontesté,
« dominateur, politique et commerciale de la Méditerranée.
« Toutefois, quand nous sortîmes du Congrès de Berlin avec
« les mains nettes et en supportant le dommage de l'occupation
« autrichienne de la Bosnie-Herségovine, quand plana sur
« nous la menace d'un dommage plus grave : la conquête de la
« Tunisie par la France, le Gouvernement Italien se décida,
« poussé par l'opinion publique, à proclamer le protectorat
« sur l'Abyssinie. »

L'avertissement de Dogali en 1883 ne fit que surexciter les esprits et obligea le ministère à envoyer des renforts. Nous ne reviendrons pas sur les incidents qui ont marqué cette époque de lutte contre Ménélik et sur le résultat auquel l'Italie aboutit : Adouah, le 1^{er} mars 1916, amena, comme l'écrivit Danéo, la chute de Crispi et la fin du rêve de l'Ethiopie : « Dans l'émotion
« énorme soulevée par l'annonce du désastre d'Adouah furent
« renversés et le ministère Crispi et le rêve d'un protectorat
« éthiopien ».

L'Italie ne conserva qu'une faible étendue de 140,000 kilomètres carrés sur le littoral de la mer Rouge, avec Massouah comme port et Asmara comme capitale, d'une population totale de près de 400,000 habitants. Le commerce général de la colonie atteint 10 millions environ.

La loi du 8 juillet 1905 déclarait colonie italienne « la Somalia Italiana », territoire compris entre le golfe d'Aden, la mer Rouge et l'océan Indien, pays pauvre et sans grandes ressources : « De notre deuxième colonie, écrit Danéo, on peut
« bien dire qu'elle apparaît plus *silenzioza* que la première
« pour la mère patrie ». Le commerce général n'atteint pas 8 millions de lire.

L'Italie fut plus heureuse, le 30 septembre 1911, dans sa lutte contre la Turquie, qui amena, l'année suivante, la reconnaissance de son protectorat sur la Tripolitaine. Mais la guerre de 1914 l'a surprise en pleine période de pacification et de mise en valeur. La révolte des Sénoussistes, en 1915, l'obligea à ne garder que les villes de la côte : Tripoli, Misurata, Benghazi et Derna.

Pour terminer, souhaitons avec Danéo, qu'un jour vienne

où les colonies italiennes puissent, comme celles plus fortunées des autres nations, rembourser les avances que le Gouvernement italien a faites pour elles.

SECTION IV

AGRICULTURE

Le protectionnisme des tarifs douaniers de 1887 permit aux industriels du nord, la mise au point de leurs usines, la réalisation de bénéfices et, à l'Etat, d'accroître ses ressources fiscales : « Sous l'influence de la législation douanière, écrit Nitti, dans le nord et le sud, de la politique économique et de l'administration intérieure de l'Etat, toutes les régions de l'Italie septentrionale et plusieurs de l'Italie centrale ont progressé rapidement. La Lombardie, après avoir formé une masse appréciable de capitaux, a pu accomplir sa transformation industrielle. Le Piémont, la Vénétie, l'Emilie la suivirent de près. La Ligurie a, en quarante années, absorbé une grande part des bénéfices de la nouvelle Italie. La Toscane elle-même a réalisé de nombreux avantages. »

Il ne donna pas aux petits agriculteurs, aux paysans et aux ouvriers un surcroît de bien-être. Le sud de la péninsule fut nettement sacrifié. Comandini l'avoue : « Naturellement il advint un déséquilibre entre la partie agricole et la partie industrielle du pays, perturbation inévitable et transitoire ». Nitti est plus précis encore ; il prétend que les pays méridionaux reçurent un coup mortel : « Après 1870, écrit-il, le midi commença, en raison des prix élevés du grain et du vin, à reflleurir et à gagner de l'argent ; les terres à blé eurent leurs années de prospérité ; l'industrie du vin transforma, pour quelque temps, certaines terres des Pouilles en une véritable Californie. Cela dura jusqu'à la nouvelle politique douanière qui tourna, au bénéfice des industries lombardes, toute l'économie nationale ; les pays méridionaux furent cruellement atteints, le champ de leurs exportations fut limité et, en

« même temps, ils durent se procurer les produits manufacturés à prix beaucoup plus élevé ; d'autre part, le régime des transports défendait les produits agricoles du nord contre ceux du midi. Par voie de terre, le coût de transport des produits de la Calabre et des Pouilles, à destination de la Vénétie ou de la Lombardie, était autant, sinon plus élevé, que leur envoi, par voie de mer, en Amérique ».

Pour calmer les grands propriétaires, effrayés par la répercussion possible des nouveaux tarifs douaniers, l'Etat leur fit espérer un accroissement considérable de bénéfices par suite des nouveaux droits d'entrée sur les blés ; trois lire en 1887, cinq lire en 1888, puis sept lire et sept lire cinquante en 1895. Il se peut que quelques-uns aient gagné à la nouvelle orientation, mais seul, le Trésor italien trouva l'opération excellente arrivant au moment propice pour payer les frais de conquêtes coloniales, de la réorganisation des chemins de fer, de l'armée et de la marine. De 1887 à 1895, l'importation du blé, en Italie, donna une moyenne annuelle de 6 millions de quintaux, à 5 lire le quintal. Les italiens du sud eurent là-dessus un avis différent : des révoltes éclatèrent dans les parties de l'Italie qui avaient le plus souffert du changement de régime douanier. La Sicile, avec ses vins, ses légumes, ses agrumes se vendant difficilement et, en plus, avec une perte au change, dans son commerce international d'au moins 10 %, fut très violemment agitée ; des ligues de résistance se formèrent, « les fasci siciliani » devinrent un foyer de résistance, d'opposition sans programme bien défini, si ce n'est celui du mécontentement. En janvier 1893, sous le ministère Giolitti, une rencontre eut lieu entre la troupe et les manifestants, à Calva-Turo. Crispi, qui succéda à Giolitti, réprima, avec violence, ces tentatives de soulèvement : arrestations arbitraires, domicilio coatto ; il réussit à rétablir l'ordre, mais les produits siciliens ne se vendirent ni mieux ni plus cher.

D'où vient l'état précaire, le quasi délaissement dans lesquels vivaient, jusqu'en 1900, l'agriculture italienne et la partie sud de la Péninsule ? D'abord, du fait que le sud de l'Italie s'est longtemps ressentie des conditions défavorables dans lesquelles s'effectuèrent les ventes du domaine de Naples et des biens ecclésiastiques ordonnés par le Gouvernement

en 1862 : « Le domaine antique, écrivit Nitti, formé de terres
« publiques pour la plus grande part, terres que l'Etat, par
« les lois nouvelles du 21 avril 1862 ou en application des
« anciennes, mit en vente, étaient presque toutes situées en
« Italie méridionale et en Sicile. On ne peut, certes, avoir
« vendu plus mal et d'une manière plus dommageable pour
« l'Etat et pour l'économie agraire des pays du sud ;
« d'immenses bois furent détruits, des terres furent cédées à
« vil prix et devinrent un instrument de spéculation
« immorale. »

Ensuite, de ce que l'état des finances publiques, pendant la période de crise que nous avons étudiée, ne permît pas les grands travaux d'adduction d'eau et d'assèchement indispensables.

L'opinion publique admettait couramment, à cette époque, que le sud était trop riche et pouvait se suffire : « Les hommes politiques qui ne le connaissaient pas (et ils étaient presque tous du midi) en parlaient comme d'un pays naturellement très riche — trop favorisé par la nature, disait Bonghi — remarquable, disait Sella — riche, affirmait Depretis — prospère, déclarait Minghetti ».

Néanmoins, vers 1901, le Gouvernement est amené à examiner de plus près l'état de l'agriculture du royaume. Les travaux d'assainissement sont entrepris pour combattre le paludisme et rendre à la culture des terres improductives jusque-là.

Le député Odorico évaluait, en 1910, dans un article intitulé les « Opere pubbliche », à 600.000 hectares environ, le nombre des terres rendues cultivables et, au même chiffre, celles qui pourraient être fertilisées : « Dans les cinquante dernières
« années, plus d'un demi-million d'hectares d'excellent terrain
« furent rendus à l'agriculture, représentant une dépense, de la
« part de l'Etat, de plus de 250 millions. Œuvre admirable
« qui profita à l'Italie, aux Citoyens et qui fut avantageuse
« pour l'hygiène publique. L'œuvre n'est pas encore terminée,
« car les terrains, qui attendent l'action bienfaisante de la
« mise en valeur, se montent à plus de 600.000 hectares.
« L'action de l'Etat, dans ce domaine de rénovation, va
« s'accroissant d'années en années et, actuellement, une

« somme de 10 millions y est consacrée à chaque exercice budgétaire ».

L'effort du Gouvernement italien, dans les dix dernières années qui ont précédé la guerre, pour améliorer les travaux agricoles, est indéniable. Le problème du Risorgimento méridional était devenu pressant : « Le problème du sud de l'Italie est le plus grand problème actuel, écrivait Nitti ; la Liberté et l'Avenir de l'Italie sont liés à la solution de cette question ; les propriétaires du sud, réduits souvent à vivre une vie que les ouvriers de Milan n'accepteraient pas, sont représentés comme les feudataires d'une Vendée politique. Ce pays, qui paie comme s'il était riche, est traité comme une pépinière de majorité parlementaire, l'Etat n'est apparu souvent, que sous la forme d'un agent de contribution et d'un gendarme ».

Vers 1910, les améliorations agraires sont, à l'ordre du jour, liées à la lutte contre la malaria et aux problèmes de l'adduction de l'eau dans les provinces du sud. La société Antico et C^o entreprend la création du gigantesque aqueduc des Pouilles, destiné à alimenter d'eau les provinces de Bari, Foggia et Lecce, en captant les sources de l'Avelino, le Sele, et en rendant ainsi à l'agriculture dans les Pouilles, grâce à l'irrigation qui peut être entreprise, plus de 100.000 hectares de terres desséchées et incultes ; en 1912, un projet prévoyant la création de grands réservoirs dans le Fortore et le Bradano, était retenu par le Gouvernement, d'autres sont à l'étude et seront, sans nul doute, mis au point et appliqué ; le Gouvernement ayant trop senti, pendant cette guerre, l'importance de l'agriculture et les services précieux que peuvent rendre, par d'abondantes récoltes, les terres bien cultivées et bien irriguées.

L'Italie agricole doit également une dette de reconnaissance à M. Luigi Luzzatti qui fut un des artisans les plus tenaces et les plus résolus des consortiums agricoles et des caisses rurales. Laissons au député Ottavi le soin de juger son œuvre : « Les moyens, pour faciliter le crédit foncier aux agriculteurs, commencèrent avec la loi de 1869 ; mais, aujourd'hui, les associations libres ont plus contribué au Crédit agricole que les soins de l'Etat. Les Banques populaires coopératives,

« patronnées par Luigi Luzzatti et commencées en 1864, sont
« actuellement au nombre de plus de 600 et les caisses rurales
« de prêt dépassent le chiffre de 1.200. L'esprit d'association
« et de mutualité ne s'arrêta pas seulement à rétablir le petit
« crédit, mais s'ingénia à faciliter les achats en commun de
« grâines, de semences et de produits chimiques ».

Nitti reconnaît qu'un effort a été fait et que l'existence du Mezzogiorno s'est améliorée ; néanmoins, deux phénomènes sociaux ont entravé l'œuvre de rénovation agricole : l'émigration et les grèves : « Deux seuls faits étonnent, disait Ottavi, dans cette glorieuse ascension de l'agriculture italienne, l'émigration rurale et les grèves. L'émigration, presque inconnue en 1861, a commencé, à partir de 1870, à prendre le caractère d'un grave phénomène social ; des 300.000 émigrés qui ont quitté l'Italie, annuellement, un bon tiers est composé d'agriculteurs. Les mobiles de l'émigration, les conditions défavorables de l'agriculture mises à part, sont faites de l'intérêt personnel de l'individu qui cherche à améliorer sa situation et la passion latente, chez nombre de nos campagnards, de tenter l'aventure et d'espérer dans l'inconnu ; les grèves qui, depuis 1892, sont devenues des phénomènes normaux dans certaines campagnes. Ces phénomènes seront sans doute évités dans l'avenir, grâce à l'amélioration et au bien-être de l'industrie agricole, et à l'évolution de la masse ouvrière paysanne ».

SECTION V

L'ÉMIGRATION

La politique douanière du Gouvernement italien ne provoqua pas seulement des révoltes et des troubles sociaux, mais elle précipita l'exode des habitants du sud, manquant du nécessaire, alléchés par les salaires élevés des Amériques et caressant l'espoir d'une fortune brillante et rapide. Jacini, dans son enquête sur l'état de l'agriculture, faite en 1885, qui avait pour but de renseigner le Gouvernement sur l'opportunité des nouveaux tarifs douaniers de 1887, concluait que

les raisons de l'émigration étaient, d'une part, le besoin d'améliorer une situation matérielle précaire et, d'autre part, le vague espoir d'amasser quelque argent, *Miseria e fame* : « Pourquoi émigres-tu ? Vois comme je suis maigre ! As-tu vu le ventre du Maître ? Celui qui traverse les mers paye sa maison ».

A partir de 1870, les Italiens commencèrent à émigrer dans une forte proportion ; les causes de départ étaient non pas tant la détresse matérielle que les facilités de travail extraordinaires faites aux émigrants par les pays neufs, en raison de leur développement et de leur besoin croissant de main-d'œuvre. A ces raisons, il y a lieu d'y ajouter le malaise économique qui, pendant la période troublée de 1888 à 1896, provoqua une augmentation importante de l'émigration qui, de 36 émigrants permanents par 10.000 habitants en 1886, passa à 66 en 1889 et à 58 en 1891.

L'économiste Errico de Marinis, dans son article sur l'émigration, paru en 1910, nous donne les explications suivantes : « L'unification italienne accomplie, l'émigration dans les premières années du royaume diminua de ce qu'elle était avant 1860, mais, après 1867, non seulement elle atteignait les anciennes proportions, mais en peu de temps augmenta rapidement, bien que, par manque de statistique, il ne soit pas possible de fournir des chiffres précis. La vérité est que, peu de temps après, ce n'est plus seulement la Ligurie qui donne un contingent d'émigrants, mais, outre le Piémont, la Lombardie et la Vénétie fournissent le leur ; ensuite, le mouvement gagna le sud, puis la Sicile et, enfin, la Sardaigne et les provinces centrales de l'Italie. L'explication de ce fait, c'est-à-dire d'une émigration allant s'amplifiant d'années en années, après 1867, se rattache à plusieurs théories économiques explicatives du phénomène de l'émigration dans les Etats modernes. Nous qui ne recherchons pas la philosophie scientifique de cette émigration, nous admettons, avec le professeur Marco Fanno, que les causes principales et immédiates furent, par dessus tout, l'augmentation de la population, la crise des salaires et l'élévation du prix des denrées et des matières premières, conséquence de

« l'évolution économique qui s'accomplit dans notre pays
« après 1860 ».

Les conditions économiques de l'Amérique et les restrictions apportées aux déplacements des Italiens amenèrent, en 1895, un ralentissement de peu de durée, il est vrai, puisqu'en 1897 le mouvement ascensionnel reprenait avec 55 émigrants permanents pour 10.000 habitants. Les années suivantes, l'émigration prit plus d'ampleur.

« En cette rapide ascension, écrit de Marinis, l'émigration
« italienne présenta, par dessus tout, deux formes : temporaires
« et permanentes.

« La première est composée d'émigrants, qui se rendent
« à l'extérieur pour un temps plus ou moins long, après
« lequel ils retournent dans leur patrie. La seconde se
« compose d'émigrants cherchant, dans de nouveaux lieux,
« une occupation stable. La première se manifeste presque
« exclusivement en Europe, la seconde, de préférence, dans
« les pays de l'autre côté de l'Atlantique ; mais, dans ces
« derniers temps, l'Amérique elle-même offrit l'exemple d'une
« émigration temporaire. L'émigration dans les Amériques a
« les caractères suivants : *spontanée*, quand l'individu se rend,
« par ses propres moyens, à la recherche du travail ; *favorisée*,
« quand les partants s'en vont avec un travail déterminé,
« avec le voyage payé soit par le Gouvernement étranger,
« soit par les Sociétés privées qui les emploient ; *enrôlée*,
« quand les émigrants quittent l'Italie après avoir contracté
« un engagement ; on voit souvent de véritables entreprises
« spéculer avec cette forme sur la misère de notre pays et sur
« les grandes crises à caractères économiques qui, chez nous,
« hélas ! se succèdent ».

L'émigration permanente vers les deux Amériques donne les chiffres suivants : 280 émigrants en 1880 — 543 en 1892 — 762 en 1904 — 1331 en 1906, pour se stabiliser à 800 environ de 1908 à 1913 pour 100.000 habitants. La population italienne du nord, Piémont et Lombardie, quitte temporairement l'Italie dans les proportions de 400 émigrants temporaires en 1897 — 660 en 1901 — 825 en 1906 — 900 en 1912 et 1913 pour 112 habitants. Au total, en 1887, 500.000 émigrants — en 1905, 790.000 — en 1907, 704.000 — et en 1912 et 1913, 750.000.

En 1914, on comptait, environ, 6 millions d'Italiens installés hors de leur pays, dont 500.000 en France, 80.000 en Algérie et 100.000 en Tunisie.

L'Italie a donc, avec son émigration, une soupape toujours prête à fonctionner, permettant les évacuations nécessaires à un trop plein de population. Les auteurs, et ils sont nombreux, qui ont étudié ce phénomène social, l'ont surtout envisagé au point de vue sentimental et moral. Je ne cite que le plus connu De Amicis dans « Cuore », mais la plupart des économistes italiens et, avec eux, M. Coletti, professeur à l'Université de Padoue, sont d'avis que l'émigration est un mal nécessaire et qu'elle a rendu des services indéniables à l'Italie par l'argent qu'elle lui a procuré et par la réclame qu'elle a faite aux articles italiens dans les pays neufs. Est-ce à dire que le Gouvernement, malgré les avantages qu'il en a retirés, n'ait point songé à la réglementer ? Non. « Les tristes conditions des émigrants, écrit De Marinis, en but à de « louches spéculateurs en Italie et à l'extérieur, les abominables modes de transport, les épisodes douloureux qui étaient « sur la bouche de tous, causèrent une vive agitation dans le « pays, jusqu'à ce qu'une loi finalement intervint. La solution « du problème n'était pas facile, parce qu'il fallait éviter les « mesures extrêmes ; si l'on devait protéger l'émigrant, on ne « devait pas tomber dans l'erreur de frapper la liberté « d'émigration. Les deux projets de loi, en cette matière, de « MM. Pentano et Luzzatti, aboutirent après de nombreux « débats et renvois à la loi du 31 janvier 1901 ; avec elle, « finalement, l'Italie n'eut plus, vis-à-vis de l'émigration « seulement des mesures de police, mais une loi à caractère « économique et social, embrassant le vaste problème de la « protection des émigrants dans les différentes phases du « mouvement, c'est-à-dire dans les communes d'origine, dans « les ports d'embarquement, durant le voyage par mer et « dans les pays d'émigration.

Le commissariat de l'émigration était créé par la loi du 17 juillet 1910, complétée par celle du 19 juillet 1912, avec la mission officielle de fournir aux émigrants tous les renseignements utiles sur les salaires, le travail à fournir, l'état des marchés, mais en réalité, avec la mission bien arrêtée de

surveiller l'émigration et de la réglementer tant dans l'intérêt de l'ouvrier, que dans celui de l'Etat. Pendant toute la durée de la guerre, le commissariat de l'émigration imposa aux nations alliées, désireuses d'avoir de la main-d'œuvre italienne, une sorte de contrat de travail, où les salaires, les heures de travail, les amendes, les indemnités pour maladie, les frais de voyage, sont minutieusement étudiés.

Voici en quels termes De Marinis apprécie l'émigration qui sévit dans son pays : « Dans le cas particulier de
« l'émigration italienne, il faut admettre que c'est un naturel
« et nécessaire phénomène dans les conditions actuelles de
« notre pays, et toute action de la part de l'Etat qui tendrait
« à l'empêcher serait illogique et nuisible. Tant que notre
« pays ne pourra offrir un travail dignement rétribué à tous
« ses fils, notre émigration continuera. Par conséquent,
« l'émigration italienne est un mal dans le sens qu'elle est la
« conséquence de nos maux internes et de notre embarras
« économique. D'autre part, notre émigration est un bien
« quand on considère quelles difficultés supérieures en
« résulteraient pour notre pays, de la présence d'un si
« nombreux élément ouvrier eu égard aux conditions
« économiques et morales.

« Le vœu de chaque italien doit être de voir grandir et
« prospérer la Patrie, de manière à ce que ses enfants pauvres
« ne soient plus contraints à la quitter pour travailler, mais
« tant que notre sol ne pourra offrir aux Italiens une
« occupation convenable et suffisamment rémunératrice,
« l'émigration doit apparaître sous bien des aspects comme
« un remède et un bien de caractère économique et politique ».

CHAPITRE IV

POLITIQUE DOUANIÈRE

**Libre échange — La Théorie protectionniste appliquée par Crispi
Les Tarifs de 1887 — Rupture avec la France
Le Modus Vivendi de 1898 — Les Traités de Commerce en 1914**

La base des relations économiques de l'Italie avec la France fut le traité de commerce du 17 Janvier 1863 ; à cette époque, le libre échange était le principe des relations commerciales internationales et l'Italie ne pouvait que suivre les idées directrices admises par les autres Gouvernements, n'ayant pas encore, à ce moment-là, caressé le rêve d'une nation industrielle, pouvant se suffire et parce que c'était la seule théorie profitable à son agriculture. Nitti, dans le Nord et le Sud, le reconnaît franchement : « La politica commerciale, iniziata nel 1861 per opera di Cavour (e di cui « l'esplicazione maggiore fu nel trattato conchiuso il 17 « gennaio 1863 con la Francia), giovava allo sviluppo delle « regioni agricole. L'Italia rimaneva esportatrice di materie « prime e importatrice di manufatti ».

Dès 1875, les idées libres échangeistes sont battues en brèche, les pays neufs commencent leur concurrence et les Etats européens, sauf l'Angleterre, se rendent compte qu'il leur sera difficile de lutter contre l'Amérique en raison de ses ressources énormes, de l'outillage perfectionné de son industrie, sans parler de son crédit ; aussi, dès 1878, l'Autriche, l'année suivante, l'Allemagne et, en 1882, la France, élevèrent des barrières protectrices. L'Italie suivit le mouvement avec joie, ces nouvelles formules trouvant chez elle un terrain tout préparé.

Le libre échange mitigé sous lequel elle vivait, commença

dès 1870, à être vivement attaqué par les gros producteurs agricoles et par les industriels de coton et laine, c'est-à-dire par les représentants du nord de la Péninsule qui trouvaient qu'avec ce principe, l'Italie ne pourrait jamais être qu'un pays de second ordre, toujours à la merci des fluctuations internationales et incapable d'une poussée industrielle. Nitti nous expose les raisons du changement de politique douanière et montre que la tendance du Nord était nettement orientée vers une transformation de la ligne suivie jusqu'alors : « Quand, « après 1870, écrit-il, la Lombardie, principalement, eut un « réseau de voies de communications important et se trouva « devenue le marché de toute l'Italie et le centre des affaires « italiennes avec l'Europe centrale, elle se laissa aller à la « tendance d'une transformation de la politique douanière et « comme, à cette époque, il y avait, dans le Nord, une masse « énorme de capitaux disponibles, le mouvement naquit d'une « formation d'industrie nationale. L'enquête douanière, qui « fut faite entre 1870 et 1874, releva très nettement cette « tendance qui reçut une première satisfaction dans l'établissement des tarifs douaniers qui entrèrent en vigueur « le 1^{er} juillet 1878 ».

Ces industriels demandèrent instamment protection, aidés en cela et par le désir qu'avait le Gouvernement au pouvoir de développer, très sérieusement, l'industrie du pays et par les idées protectionnistes qui gagnaient les pays d'Europe. Satisfaction leur fut donnée et, en 1878, l'Italie appliqua un nouveau tarif douanier élevant, notamment, les droits sur les produits industriels; métallurgiques et textiles avec une majoration de 16 à 20. % pour la plupart des produits de ces catégories.

En même temps qu'il publiait son nouveau tarif, le Royaume négociait avec les puissances occidentales le remplacement des traités de 1863 par des conventions nouvelles. Un accord intervint, en 1878, avec l'Autriche-Hongrie; l'année suivante avec la Suisse, l'Allemagne et l'Angleterre; ce fût plus difficile avec la France qui ne put se mettre d'accord avec l'Italie avant l'entrée en vigueur, au 1^{er} juillet, du tarif de 1878. Les marchandises françaises acquittèrent, intégralement, les nouveaux droits et le commerce français fit entendre

des protestations. Était-ce la rupture ? Non, mais c'était déjà la période de tension latente où le moindre fait nouveau peut amener des changements considérables. Un *modus-vivendi* fut conclu, le 15 janvier 1879, entre les deux Gouvernements et aboutit au traité définitif du 3 Novembre 1881.

La protection accordée par le tarif italien fut appliqué à un grand nombre de produits français. La guerre de tarif, qui devait se poursuivre âprement de 1888 à 1890 et jusqu'en 1898, ne donna lieu qu'à des incidents sans grande importance. Les produits manufacturés français furent assez sensiblement atteints ; par représailles, les droits sur les vins et sur les bestiaux italiens furent plus élevés. L'Italie, désireuse d'accroître sa puissance industrielle, mais fidèle au principe exposé au début, procédait par étape en augmentant les droits pour certaines catégories de marchandises seulement : telles que les soies traitées, les tissus de laine et de coton. Quant à la sidérurgie, elle n'était pas assez développée pour qu'on songeât à la protéger spécialement.

Dès 1878, les importations de matières premières en Italie accusent des augmentations sensibles : qu'il s'agisse de fer gregges et d'acier en pain, ou de fers et d'acier travaillé, de machines, de chaudières, de charbon, de laine ou de coton ; la progression est très forte, on peut en juger par les quelques chiffres ci-dessous :

ANNÉES.	1878	1887
Fer et acier tonnes	1.232	3.101
Charbon. —	1.325.245	3.513.143
Cotons en flocons ou en masse . quintaux	270.000	762.000
Laines gregges. —	65.386	111.000

L'Italie désire devenir une grande puissance, elle veut travailler, produire, s'enrichir. Elle a besoin de machines et de toutes les matières premières brutes pour fabriquer elle-même un certain nombre d'objets qu'elle a achetés jusqu'alors, parce qu'elle ne pouvait pas lutter contre la concurrence étrangère et parce que sa main-d'œuvre n'était ni assez instruite, ni ses ingénieurs assez habiles ; ce qu'elle veut, c'est vendre à ses nationaux les produits italiens sortis de ses usines ; sans doute, ils paieront plus cher, les prix de

vente s'établissant au niveau des droits protecteurs sur les produits manufacturés semblables entrant chez elle ; mais qu'importent les sacrifices si le but est atteint.

Les effets des droits protecteurs se font du reste immédiatement sentir sur les importations de certains objets fabriqués en raison des taxes élevées à l'entrée. Les tissus de coton durent payer de 26 à 32 lire le quintal, les tissus de laine près de 200 lire et les tissus de soie de 500 à 600 lire par cent kilogrammes ; aussi les importations de tissus de coton passent de 106.000 quintaux en 1878 à 93.000 en 1879 et 92.000 l'année suivante ; les tissus de laine suivent la même régression et de 40.000 quintaux en 1878, tombent à 34.000 en 1879.

La politique douanière de l'Italie néanmoins, jointe surtout à l'essor industriel, avait provoqué un mouvement indéniable de prospérité. L'argent devient moins rare ; les importations de tissus de coton, malgré les tarifs protecteurs élevés, reprennent leur marche ascendante et passent de 130.000 quintaux en 1885 à 152.000 en 1887 ; aux tissus de laine, même constatation : 40.000 quintaux en 1880, 60.000 en 1885 et 64.000 en 1887. Les chiffres totaux d'importation, y compris les métaux précieux, sont en constante augmentation :

ANNEES.	1880	1882	1884	1886	1887
Importations en millions de lire. . . .	1.225, ₆	1.345, ₄	1.346, ₇	1.510, ₉	1.690, ₁

Les dix années qui ont précédé 1887 sont évidemment fructueuses et le tour de vis donné par les tarifs de 1878 aux marchandises importées, n'en a que, momentanément, ralenti l'entrée tandis que les matières premières nécessaires à l'industrie ont considérablement progressé. Les importations augmentent, la situation monétaire est moins serrée et les budgets de Maglioni accusent des excédents. L'Italie profita alors du moment favorable pour abolir le cours forcé qui pesait lourdement sur son crédit, pour changer d'orientation politique et modifier la base de ses échanges commerciaux en renforçant encore son tarif protecteur.

Nous sommes ici en présence de deux thèses : celle de M. Bonnefon-Craponne et celle de M. René Pinon ; le premier

prétend que l'aggravation du tarif douanier de 1887 et de la rupture des relations avec la France qui en a été la conséquence, a été un stimulant très fort et une cause du développement industriel pour l'Italie ; le second affirme que cette lutte fut pour elle une cause de ruines et de banqueroutes et que seul le *modus vivendi* de 1898 put la sauver. Ce que la rupture provoqua, surtout au début, ce fut une mise au point difficile et un état de déséquilibre assez long et pénible ; mais au point de vue industriel rien que cela. On ne change pas, en effet, ses relations commerciales avec un pays jusqu'ici principal acheteur, et on ne modifie pas, tout d'un coup, les courants commerciaux sans se trouver désemparé et cahoté ; on ne trouve pas subitement des débouchés nouveaux et des clients nouveaux, des méthodes de vente et d'achat nouvelles, sans éprouver quelques difficultés. D'une année à l'autre, de 1887 à 1888, nos exportations en Italie passent de 405 millions à 217 ; les exportations italiennes en France de 496 millions à 222 millions ; il était nécessaire que cette masse de produits et de marchandises refoulés pussent être écoulés et achetés ailleurs. L'Italie avait fait un calcul qui paraissait exact ; elle avait compté pouvoir se passer en partie de la France, nation agricole comme elle, et trouver en Allemagne, les débouchés nécessaires, surtout avec le percement du Gothard et les perspectives qui s'ouvraient devant elle de débouchés nouveaux pour son agriculture, avec un pays qui paraissait vouloir se spécialiser dans un développement purement industriel, où elle pourrait écouler ses produits du sol et acheter, à meilleur compte, les objets demi-ouvrés et manufacturés ; elle avait espéré enfin en une augmentation rapide de sa marine marchande et en un développement plus brillant de sa métallurgie, qui, sous l'impulsion de l'amiral Brin, venait de naître. Terni, en 1884, était créé, et la première coulée d'acier était considérée comme un événement national. Ses espoirs étaient naturels, mais réalisables par étapes et à échéance éloignée. Malgré son caractère pratique et son esprit calculateur, l'Italien était allé peut-être un peu vite en besogne, et il n'avait pas pensé à toutes les répercussions que pouvait provoquer la question douanière sur la situation financière qui, en empirant, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, avait nécessité de plus grands sacrifices.

Les relations économiques d'un pays sont sous la dépendance directe de sa politique; or, la politique de l'Italie est devenue, depuis 1876, une politique officieusement contraire et hostile à celle de la France; il était donc naturel que, sur le terrain économique, les divergences s'accroissent et que ne s'entendant pas dans le domaine international et colonial, l'accord ne se fit pas au point de vue commercial. Depretis et Crispi furent l'âme de la nouvelle orientation, Crispi surtout qui, avec la méthode sicilienne, âpre et tenace, désirait voir tomber la dépendance dans laquelle vivait, selon lui, le commerce italien dans ses rapports avec la France.

Je m'élève contre la croyance généralement répandue, que la rupture économique fut décidée seulement dans un accès de mauvaise humeur et sous les effets irrésistibles d'une rancune; sérieuse? non. L'Italie voulait reprendre sa liberté commerciale et industrielle qu'elle estimait compromise par une union trop étroite avec sa voisine de l'autre côté des Alpes, pour permettre un développement appréciable à son industrie qui avait du reste assez brillamment débuté, et qui donnait de belles espérances. Elle comptait pouvoir retirer des ses conquêtes coloniales des débouchés nouveaux, et sa marine et ses chemins de fer se développant, surtout depuis le percement du Gothard, elle espérait que la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre lui fourniraient, la première surtout, les matières premières et les objets fabriqués dont elle aurait besoin dans le travail de mise au point de son industrie. La France étant comme elle pays agricole devait, dans un avenir prochain, ne plus absorber aussi facilement certains produits de la terre mais même les concurrencer; les vignes françaises détruites par le phylloxera se reconstituant et les soies lyonnaises faisant aux soies italiennes une âpre concurrence, tandis que l'Allemagne pouvait lui fournir des fers, des colorants, des acides, des objets fabriqués. Elle comptait également que l'Allemagne la perfectionnerait dans l'art industriel et lui formerait des ingénieurs et des ouvriers spécialisés.

Pour Crispi et pour le Gouvernement italien une protection économique plus grande pouvait être essayée à ce moment là sans risque; « le coup de main », suivant l'expression de M. Ferrero, était sérieux. L'Italie exportait en France, en 1887,

sur un total de 1.109 millions pour 496 millions, soit les 45 % et en importait sur un total de 1.690 millions 405 millions, soit 25 %; elle ne pouvait, de gaieté de cœur, renoncer à un pareil débouché sans être sûre d'elle-même, de son crédit, de sa puissance économique et industrielle et assurée, surtout, de trouver de nouveaux clients pour risquer d'atteindre d'un coup une source de bénéfices aussi considérables.

Mais les plus acharnés à l'aggravation des tarifs protecteurs furent les industriels du nord qui désiraient s'affranchir de l'influence française dans le domaine économique de la même manière qu'ils l'avaient repoussée dans le domaine politique et pour la même raison; la France étant considérée, nous l'avons vu au chapitre premier, comme l'ennemi de l'essor industriel et commercial de l'Italie, et ensuite par ce fait que l'ouverture de la ligne du Gothard assurait, dès maintenant, les communications indispensables permettant les échanges rapides entre les deux pays, enfin, parce que les résultats de la politique douanière de 1878 n'avaient pas permis à l'industrie italienne tout le développement désiré : « Ma i diritti daganali
« del 1878, écrit Nitti, permisero alla Lombardia e alle sole
« regioni dell'Italia sttentrionale, che alcune grandi industrie
« si delineassero; non pero a queste ultime rese possibile una
« salida formazione ».

Dès le mois de décembre 1886, le Gouvernement français avait reçu notification du Gouvernement italien que le traité de 1881 ne répondait plus aux besoins nouveaux du pays et qu'il y avait lieu de s'entendre; le mot est joli, le Gouvernement italien ayant surtout l'intention de ne pas s'entendre. M. Bonaldo Stringher, l'un des commissaires de l'époque, aurait avoué (voir Bonefon-Crapone, l'Italie au travail) que la rupture avait été voulue par l'Italie, sous la pression des industriels du nord, en coton et en laine, et des représentants de la jeune industrie siderurgique. Deux enquêtes avaient été ordonnées par le Gouvernement italien, avant la dénonciation du traité de commerce, l'une relative à l'agriculture, l'autre à l'industrie; celle concernant l'agriculture, menée par le sénateur Jacini, plutôt pessimiste, concluait au maintien du statu-quo et s'exprimait en ces termes : « Si l'Italie unifiée
« peut constater l'unification correspondante de son activité

« commerciale et industrielle, nous chercherions en vain,
« après un quart de siècle, les traces de l'Italie agricole, vraie
« et objective. Nous sommes encore en présence de plusieurs
« Italie agricoles qui ne se ressemblent pas, non seulement au
« point de vue de la production, ce qui serait naturel, mais
« aussi parce qu'elles conservent les formations, les tonalités,
« que les modalités politiques, administratives, sociales, dont
« elles étaient l'émanation leur ont imprimées et dont elles
« n'ont pu se défendre » ; la seconde enquête, auprès des
industriels, concluait officiellement à une augmentation légère
des tarifs de 1878 ; mais les industriels très influents et très
protectionnistes, par définition, surent, par leur campagne
habile au sein du Parlement, en grande majorité hostile à la
France, imposer les tarifs qu'ils souhaitaient vraiment.

Nous n'avions nullement besoin de l'aveu de M. Bonaldo
Stringher. Notre conviction est que la rupture a été souhaitée
par l'Italie parce qu'elle désirait imposer les tarifs protection-
nistes presque prohibitifs pour certains articles. Nitti le
reconnaît : « Il était nécessaire, que pour renforcer et asseoir
« solidement les grandes industries, qu'on fit un dernier effort.
« Le tarif douanier du 15 juillet 1887 opéra une révolution
« profonde dans toute l'économie nationale. Il suffirait d'in-
« diquer les incidents survenus et les appréciations données
« dans certains milieux pour comprendre l'ampleur de la
« protection accordée. Les tissus de coton et de laine eurent
« une protection supérieure à celle de tous les États d'Europe ;
« l'industrie du fer obtint pour beaucoup de produits, des tarifs
« prohibitifs. Il en fut de même pour beaucoup d'autres
« industries ».

Les prétentions de l'Italie furent telles que tout accord fut
impossible, ce qui amena la rupture des négociations. Le
14 juillet 1887, l'Italie vota le nouveau tarif, applicable au
1^{er} janvier 1888, dénonçant en même temps tous les autres
traités qui la liaient aux puissances occidentales. La France
appliqua aux marchandises italiennes un tarif spécial, l'Italie
répliqua en élevant encore, le 28 février 1888, pour les produits
français, les droits maxima de son tarif général de 1887. La
France maintint son tarif jusqu'à la mise en vigueur de son
nouveau tarif douanier de 1892 et l'Italie se vit appliquer, à

ce moment là, le tarif maximum, mais elle abandonna le tarif draconien du 28 février 1888 et le remplaça par celui de 1887.

L'accord avec l'Allemagne, relatif au nouveau traité, n'aboutit que le 6 décembre 1891 ; à la même époque, furent conclus les traités de commerce avec la Suisse et l'Autriche-Hongrie. La caractéristique des dits traités est, en ce qui concerne l'Italie, l'abaissement notable, consenti par ces trois pays, des droits à l'entrée des vins et des produits agricoles italiens.

Le résultat de la lutte engagée avec la France au point de vue douanier fut immédiat et certainement plus complet que ne l'eut souhaité le Gouvernement italien ; les importations françaises en Italie diminuèrent de moitié, passant de :

ANNÉES . . .	1887	1888	1897
Total des importations en Italie	1.690.485.275	1.241.631.982	1.200.274.970
Total des exportations italiennes	1.109.659.531	967.413.239	1.114.830.630
Importations françaises en Italie	404.648.000	217.311.000	164.116.000
Exportations italiennes en France	496.865.000	222.289.000	118.665.000

Soit, entre les chiffres extrêmes, une diminution aux importations françaises de 59 % et une, beaucoup plus forte, aux exportations italiennes de 76 %.

-Certes, les tarifs italiens étaient quelque peu majorés, qu'on en juge plutôt :

ANNÉES . . .	1887	1888	Augmentation
Filés et laines de coton quintal.	38 lire	51 lire	34 %
Tissus purs et mélangés quintal.	98 »	123 »	26 %
Tissus (autres articles) quintal.	128 »	209 »	63 %
Tissus de laine, quintal	200 »	250 »	25 %
Tissus de soie, quintal	500 à 600 lire	700 à 1.300 lire	40 % et 117 %

Les industriels du Nord avaient gagné la partie. Si les filés et tissus de coton baissèrent à l'importation, par contre

celle du coton en masse, du coton gregges, augmenta malgré une situation économique générale défavorable.

ANNÉES . .	1887	1890	1893	1894	1895
Coton en masse quintaux. . .	762.000	1.017.000	987.080	1.196.734	1.074.625
Filés de coton quintaux. . .	47.650	28.656	12.790	10.432	13.615
Tissus de coton quintaux. . .	152.000	72.000	60.000	52.150	39.000

Soit une augmentation en coton gregge de 41 % et une diminution aux filés de 71 % et aux tissus de 74 %, sous les chiffres extrêmes de 1887 et 1895.

Les importations de laine brute baissèrent pendant cette période pour reprendre seulement en 1895 et les tissus de laine importés ne comblèrent pas le déficit de la production nationale, bien que, pour eux, la majoration des droits d'entrée fût comparativement plus faible — 250 lire au quintal au lieu de 200.

ANNÉES . .	1887	1888	1890	1894	1895
Laine brute quintal. . .	109.846	93.956	81.834	94.828	124.231
Tissus de laine quintaux. . .	63.495	36.824	42.656	31.241	33.768

Soit, entre les années extrêmes, une augmentation de 13 % aux importations de laine brute et une diminution de 47 % aux tissus.

Les importations de soie gregge prirent une extension considérable ; nous avons fermé la porte, non seulement aux soies ouvrées en Italie, mais aussi à toutes celles qui, venant d'Asie, étaient moulinées dans les usines du Piémont, par un droit d'entrée de 2 francs le kilogramme, porté à 3 francs en 1892. Que firent les maisons de commerce françaises désireuses de conserver les clients italiens et le marché suisse et allemand ? Ils s'installèrent près de Milan où ils firent venir leurs soies gregges d'Extrême-Orient pour les mouliner.

ANNÉES . . .	1887	1888	1890	1894	1895
Importations soies gregges, quintaux. . .	9.286	6.972	8.459	15.091	20.037

D'où une augmentation à l'importation, entre les années 1887 et 1895, de 116 %. Mais les importations de tissus de soie diminuèrent considérablement. Frappés en 1881 d'un droit d'entrée de 500 à 600 lire le quintal, ils le furent d'avantage en 1887 avec un tarif de 700 à 1.300 lire. La valeur des importations de tissus de soie, de 55 millions en 1887, passa à 30 millions l'année suivante et à 22 millions en 1895.

Nous pourrions continuer cette énumération par l'examen de toutes les matières importées en Italie, mais nous n'avons voulu signaler que les principales, c'est-à-dire celles en l'honneur desquelles fut élaboré et imposé le nouveau régime douanier protectioniste. Nous reprendrons, d'ailleurs, dans le détail, à partir de 1895, l'étude des importations et exportations italiennes dans leurs rapports avec la France et l'Allemagne ; nous n'avons donné ces chiffres que pour faciliter la mise au point de notre travail.

Les effets du nouveau tarif douanier pour les importations totales en Italie furent les suivants :

De 1.690.485.275 lire en 1887, elles passèrent l'année suivante à 1.241.631.932, pour atteindre, en 1895, le chiffre de 1.194.551.799, soit une diminution de 26 à 27 %.

Les produits italiens exportés, les plus cruellement frappés au début de la rupture douanière avec la France, ont été les vins. L'Italie ne trouva réellement pour eux de nouveaux débouchés qu'à la conclusion des traités de commerce avec la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche en 1892. Voici les chiffres :

ANNEES . . .	1887	1888	1890	1892	1894	1895
Vins, hectolit.	3.494.654	2.012.284	989.756	2.417.166	1.928.993	1.675.023

D'où une diminution entre les années extrêmes de 52 %.

Les exportations de soie gregge, au contraire, augmentèrent :

ANNÉES . . .	1887	1890	1892	1895
Exportations soies gregges, . . . quintaux	44.850	47.813	54.020	58.258

Augmentation 30 %.

Même constatation aux exportations de tissus de soie avec une moyenne de 300.000 kilogrammes exportés par an de 1887 à 1895.

Les autres produits exportés, ceux du sol et du sous-sol, n'ont pas souffert du nouveau tarif, ils ont même progressés :

ANNÉES	1887	1892	1895
Chanvres gregges, lins et jute, quintaux	231.484	367.793	475.899

Soit une augmentation en 1895, sur les chiffres de 1887, de 105 %.

Les soufres passent de :

ANNÉES	1887	1892	1895
Soufre tonnes.	279.628	291.081	317.567

Augmentation 13,5 %.

Les marbres bruts :

ANNÉES	1887	1892	1895
Marbres tonnes	67.750	77.751	75.462

Augmentation de 11 %, etc..

En terminant cette brève énumération, nous pouvons ajouter que les industriels cotonniers, qui poussèrent tant à la dénonciation du traité de 1881 avec la France, profitèrent de la rupture de 1887. Nous avons vu plus haut qu'aux importations, les filés de coton et les tissus avaient respectivement diminué de 71 % et de 74 %, mais les exportations des mêmes produits ont progressé rapidement.

ANNÉES	1887	1892	1895
Filés quintaux	3.000	4.500	10.450
Tissus —	9.000	26.401	55.735

Augmentation de 248 % et de 519 %.

Néanmoins, le total général des exportations italiennes, dans la période de 1887 à 1895, malgré l'accroissement indéniabie des sorties, pour certaines catégories de marchandises,

a subi une diminution assez sensible pendant l'année 1888 et la période allant de cette date à 1895.

ANNÉES . . .	1887	1888	1895
Exportations, valeur en lire	1.109.659.531	967.413.239	1.059,579.763

Diminution de 12 7 % et de 4,5 %.

L'opération, dans son ensemble, au point de vue industriel, n'a pas été mauvaise pour l'Italie, elle a profité immédiatement aux surprotégés, c'est-à-dire aux fabricants de filés, de tissus de coton, de laine, de soie et des produits métallurgiques. M. Edoardo Giretti, dans le journal des économistes, du 15 mai 1906, reconnaît : « Que les droits de douane de 1887 n'avaient d'autre but que de protéger la jeune industrie » : « Sous l'influence, écrit Nitti : » de la législation douanière, de l'économie du pays et de toutes les dispositions intérieures de l'Etat, toutes les régions de l'Italie septentrionale et plusieurs de l'Italie centrale ont rapidement progressé. La Lombardie, après avoir formé une masse considérable de capitaux, a pu achever sa transformation industrielle ; le Piémont, la Vénétie, l'Emilie, la suivirent de près. La Ligurie a, en 40 ans, absorbé une grande partie des bénéfices de la nouvelle Italie. La Toscane elle-même en a recueilli d'assez grands avantages ».

Tout compte fait, si l'Italie éprouva quelques déboires, ce n'est pas tant par le fait lui-même de la protection, un peu exagérée, accordée à son industrie, mais parce que la lutte douanière aboutit à une crise financière qui, ainsi que nous l'avons vu, eut une grande répercussion sur l'économie générale du pays : « Les effets de la politique douanière, écrit Nitti, dans l'économie intérieure, ne sont pas mesurables ; mais on ne peut nier que l'avantage énorme qui en résulta fut limité par dessus tout et, tout d'abord, à quelques régions et que, au contraire, tout le reste de la péninsule fonctionna de la même manière que fonctionne l'économie, en général, comme un marché de consommation assurant d'énormes profits ».

Pour apprécier, sans parti-pris, l'opportunité et les résultats des tarifs douaniers de 1887, il faut faire abstraction de l'élé-

ment politique qui semble y être intimement lié : l'école protectionniste avec le professeur Maffeo Pantaleoni les admet comme un mal nécessaire. Dans son article : *Un exemple de nationalisme économique*, cet éminent professeur s'exprime en ces termes : « Favoriser artificiellement une industrie, c'est « lèser artificiellement une ou plusieurs industries aussi « nationales que celle que l'on favorise. Il n'y a donc pas un « principe de nationalisme économique, il y a eu seulement « un principe de nationalisme politique ; en d'autres termes, « pour des raisons d'intérêt politique : sécurité militaire, indépendance politique, éducation nationale, formation de l'esprit « public, politique intérieure, il peut être nécessaire de sacrifier « des intérêts économiques non seulement particuliers mais « collectifs. Mais il convient de comparer très exactement le « montant du sacrifice économique demandé ou imposé et « l'avantage politique espéré ; ce qui est politique n'a, en effet, « aucune prééminence dans l'échelle des valeurs sur les biens « économiques. D'un côté comme de l'autre, c'est une question « de qualité et de quantité et par conséquent de mesure. Il faut « peser dans chaque cas particulier, si le bien politique vaut « vraiment le dommage qu'entraîne la taxe ou l'impôt. »

Les libres-échangistes avec Einaudi, Giretti, Viti, de Marco, au contraire reprochèrent amèrement au gouvernement les faveurs qu'il prodigua aux « trivellatori dello Stato ». Déjà, en 1902, Paul Ghio dans son livre : *Notes sur l'Italie contemporaine*, soulignait leur attitude, et le député Longinetti ne faisait que répéter à M. Henry Joly leurs doléances : « La prospérité « de l'industrie ne peut être qu'un effet et non pas du tout une « cause de la prospérité agricole. Aujourd'hui, nos essais « industriels ont quelque chose de factice et de forcé. On les « imagine pour répondre à des besoins de travail, beaucoup « plus qu'à des besoins et surtout qu'à des capacités de « consommation : ces besoins ne se feront sentir que quand « ils auront trouvé les moyens de les satisfaire ».

Le Gouvernement italien tentait une expérience, « un coup de main ». Il aurait pu se contenter d'un protectionisme moins exagéré, en donnant tous ses soins à un développement industriel et agricole, et n'aurait éprouvé qu'une crise passagère car, nous l'avons vu, malgré les secousses financières

désastreuses et les difficultés intérieures, le commerce italien a néanmoins réussi, après dix ans de lutte, de soucis, d'angoisses, à retrouver l'équilibre. On peut donc admettre que, sans les contre-coups fâcheux de sa politique, l'activité économique de l'Italie n'aurait éprouvé qu'un léger ralentissement. Vingt ans plus tard, grâce à sa tenacité et sa persévérance, le royaume est parvenu à sortir de cette période de tatonnement et d'incertitude. Est-ce vraiment un succès la politique qui oblige un pays à marquer le pas pendant vingt ans ? Certaines industries se développant seules pendant que l'activité générale du commerce et de l'agriculture subit un arrêt. Dans l'exposé de la situation financière, qui a été reproduit dans la « Gazette Ufficiale » du 8 janvier 1912, M. Tedesco, ministre des finances, reconnaissait lui-même : « que le développement économique de l'Italie a commencé à progresser sérieusement depuis 1896, grâce à la politique de recueillement et d'entente amicale, suivie par l'Italie ».

La nouvelle orientation politique en 1896 amena également un changement dans les relations douanières avec la France. Les tarifs de 1887 furent remplacés en 1898 par un *modus-vivendi* plus acceptable. Avons-nous profité de la reprise des relations commerciales pour regagner, au point de vue des échanges, le rang que nous occupions en Italie avant 1888 ? Non, et nous en donnerons les raisons plus tard. Nous avons conservé péniblement, aux importations de marchandises en Italie, la quatrième place que nous disputait l'Autriche, distancés d'assez loin par l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis.

Quel était le régime douanier sous lequel vivait le royaume avant son entrée dans la guerre mondiale ? M. Giretti, dans le « Journal des Économistes », du 10 novembre 1910, nous donne, à ce sujet, des renseignements les plus précis : le régime douanier de l'Italie avait pour base le tarif général des douanes, adopté par la loi du 14 juillet 1887, modifié par des lois successives et par les traités de commerce.

Ces traités sont de deux sortes :

- 1° Les traités à tarif et à clause de la nation la plus favorisée ;
- 2° Les conventions contenant simplement l'assurance réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

Les principaux traités de commerce à tarif sont ceux du

6 décembre 1891 avec l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, en vigueur à partir du 1^{er} février 1892, renouvelés avec les modifications qui y ont été ajoutées par le traité additionnel du 3 décembre 1904, avec application pour l'Allemagne au 1^{er} mars 1906 et valable jusqu'au 31 décembre 1917; du 11 février 1906, entré en vigueur le 1^{er} mars de la même année avec l'Autriche-Hongrie; du 13 juillet 1904 avec la Suisse; du 28 juillet 1907 avec la Russie; du 5 décembre 1906 avec la Roumanie, etc.

Le plus important des traités de commerce, portant garantie réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, sans engagement de tarif, est celui du 15 juin 1883, avec la Grande-Bretagne et l'Irlande et celui du 11 décembre 1881 avec la Belgique.

Nous n'avons pas avec l'Italie un traité de commerce spécial, mais un *modus-vivendi* du 21 novembre 1898, applicable du 12 février 1899, qui accorda aux marchandises italiennes, entrant en France, exception faite pour quelques articles, comme les soies et les soieries, et aux marchandises françaises entrant en Italie, le tarif de la nation la plus favorisée, à l'exception également des soies, et soieries et diminution, en même temps, pour certains articles, tels que : tissus de coton teints et imprimés, tissus de soie colorés, bijouterie, fournitures d'horlogerie, velours de coton, tissus de laine imprimés, etc.

Voici quelques chiffres qui indiquent le chemin parcouru par la France et l'Allemagne dans leurs échanges avec l'Italie :

IMPORTATIONS VENANT DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE

(en milliers de lire)

ANNÉES	1887	1898	1908	1913
France	404.000	118.000	298.073	283.356
Allemagne.	165.476	185.940	549.012	612.639

Soit pour la France, entre les deux dates extrêmes, une diminution de 30 % et une augmentation pour l'Allemagne, pendant ce même laps de temps, de 270 %.

EXPORTATIONS D'ITALIE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

(en milliers de lire)

ANNÉES	1887	1898	1908	1913
France.	496.340	151.154	222.224	231.482
Allemagne. . . .	115.235	186.634	275.714	343.444

D'où une diminution pour la France, entre les années 1887 et 1913, de 114 % et une augmentation pour l'Allemagne de 198 %.

Le volume de nos opérations commerciales avec l'Italie n'a pas augmenté considérablement, sauf vers 1908 et 1910, sans pouvoir atteindre le chiffre de 1887, tandis que l'Allemagne progressait, pendant cette période, de 270 % aux importations en Italie et réussissait à envahir et accaparer le marché italien.

Que pensaient les Italiens des traités de commerce avec la France et l'Allemagne? Ils se plaignaient généralement que l'accord de 1898 avec la France n'ait pas rétabli l'équilibre entre le chiffre des importations et celui des exportations, laissant à notre profit une plus-value annuelle aux marchandises que nous leur vendons de près de 100 millions environ.

Nombreux furent en Italie ceux qu'effrayèrent notre nouveau tarif établi par la loi du 29 mars 1910 en augmentant les droits sur les meubles, les gants et peaux, les verres et cristaux, poterie, etc. Il est juste de reconnaître que les craintes suscitées par ce nouveau tarif ne se réalisèrent pas et qu'à l'exportation, les produits surtaxés n'en subirent aucune diminution. Prenons les meubles, par exemple; dans un article intitulé « L'industria dei mobili italiani e la loro esportazione », qui a paru sous la signature de Anna Verá Eisenstadt, dans « Le industrie italiane illustrate », de mars 1918, on lit ce qui suit : « Le tarif français de 1910 augmentait sensiblement tous « les droits d'entrée sur tous les meubles, spécialement sur les « meubles de luxe qui apparaissaient à l'industrie du meuble « parisien comme la véritable bête noire, celle dont la concurrence était la plus redoutable. L'effet de ce tarif fut de « beaucoup différent de celui qu'on attendait et, chose curieuse, « la France qui avant ce tarif en importait pour 600.000 francs, « en avait acheté, en 1910, pour près de 3 millions et en 1911 « pour 3 millions 400.000 francs ».

Mais les critiques les plus vives, quoique secrètes, étaient dirigées contre les traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche. Nous trouvons confirmation et explication de ce sentiment dans un article qui a paru, en novembre 1917, dans la « Revue des Industries italiennes », sous la signature de M. Alberto Pavoni, presidente de la federazione dei collegi dei ragioneri intitulé « Quale sarà la futura politica industriale dell'Italia » : « Avantages et dommages des traités de 1904-1906 : « Quand le courant protectioniste, qui se déchaîna en « Europe, à l'époque des traités commerciaux de 1904-1906, « provoqua une augmentation générale des droits de tous les « tarifs, l'Allemagne, aux discussions qui ont précédé les « négociations, se présenta avec des tarifs surélevés sur les « céréales, les produits animaux, pâtes alimentaires, fruits, « légumes, vins, raisins, semences, riz perlé, tissus, peaux, « chapeaux et autres objets manufacturés qui intéressaient « spécialement notre exploitation. Les autres pays qui avaient, « par contre-coup, augmenté considérablement leur échelle « douanière, nous donnèrent également beaucoup de fil à « retordre.

« Les discussions, pour conclure un traité avec nous, qui « ne pouvions opposer aucun nouveau tarif de représailles, « furent très laborieuses avec tous les principaux pays.

« Si nous réussîmes à consolider le régime antérieur pour « environ, 70 % avec nos traités avec la Suisse, en 1904, « l'Allemagne et l'Autriche, en 1906, et spécialement pour les « légumes et produits potagers, les œufs, les fleurs, les sucres « d'agrumes et certaines marchandises premières comme le « chanvre, la laine, les cocons, le soufre, les marbres, les « marbres travaillés, les chapeaux de paille, les soies gregges « et quelques qualités de tissus de soie, nous dûmes nous « résigner à perdre nos avantages sur les vins et la vendange. « Seuls, les vins de table et le Marsala jouirent du statu-quo « de 1891. Par contre, les vins fins qui sont la richesse de « nos exploitations, subirent une aggravation dont bénéficièrent les vins espagnols. L'Autriche nous traita plus durement encore, abolissant la clause spéciale sur les vins ; la « Suisse augmenta ses tarifs, les raisins n'eurent pas meilleur « sort et perdirent le traitement de faveur pour l'Autriche et « la Suisse et trouvèrent un tarif surélevé en Allemagne.

« Les légumes frais, les plantes, les viandes de porc fumé,
« les pâtes alimentaires, les tissus de soie lisse, les chapeaux
« de feutre, le papier, les gants de peau, les filets de chanvre
« gregge, les chaussures, la volaille, le bétail subirent une
« élévation de droits à l'entrée dans les trois pays également.
« Nos oranges furent aussi frappées par l'Allemagne.

« En compensation, nous pûmes obtenir un abaissement
« des forts tarifs conventionnels déjà concédés sur les alcools,
« les huiles d'olive, les porcs, le lard, le jambon, l'acide
« citrique et une partie de produits chimiques et quelques
« articles d'impossible concurrence comme les passementeries
« de lin, la laine peignée, les filés de laine cardée, les chapeaux
« de feutre, etc., nous réussîmes également à atteindre, avec
« notre tarif, les chevaux autrichiens.

« Comme compensation aux maigres avantages accordés,
« l'Allemagne voulut profiter des bénéfices de l'accord franco-
« italien de 1898 et spécialement sur les tissus de coton teints
« et imprimés, les tissus de soie colorée, les tissus de soie
« mêlée, les galons et rubans de soie, les machines, les bijoux
« les fournitures d'horlogerie, les velours de coton et tissus de
« laine imprimée. En outre, elle exigea de nouveaux rabais
« sur les peluches de lin, les tissus lisses, les couleurs synthé-
« tiques, les bicyclettes, les machines-outils et machines à
« coudre, les cordons électriques, la potasse, les fils à coudre,
« les tissus de coton mêlé, les produits en fonte, les pièces
« de machines, les produits de gomme, le fer à travailler.
« Avec l'extension de la clause de la nation la plus favorisée,
« elle bénéficia également de ce que nous dûmes accorder à la
« Suisse, c'est-à-dire des rabais sur le lait condensé, le cacao,
« le chocolat, les tissus de coton, les tissus dentelles, rubans,
« machines pour les filatures et tissages, fromages et égale-
« ment tous les avantages que nous dûmes accorder posté-
« rieurement aux autres pays.

« Les résultats de tels accords furent que les excédents
« des importations sur nos exportations passèrent de 311 mil-
« lions de lire en 1905 à 1 milliard 104 millions en 1913,
« soit de 15 % à 31 %. Le courant importateur prit un déve-
« loppement inconnu jusqu'à ce jour ; d'une moyenne de
« 1 milliard et 150 millions de 1891 à 1895, de 1 milliard et

« 829 millions, de 1901 à 1906, les importations passèrent à
« 3 milliards de 1906 à 1910 pour monter à 3 milliards 645
« millions en 1913. L'Allemagne profita largement des nou-
« veaux traités et ses exportations, chez nous, atteignirent un
« chiffre formidable. L'Allemagne avait, désormais, pris le
« rang de fournisseur de l'Italie et d'acheteur de nos produits
« naturels; nous, au contraire, nous vîmes diminuer fortement
« notre exportation de vins et de bétail; les avantages obtenus
« nous les payâmes cher et, avec l'organisation allemande,
« nous ne pûmes jamais rétablir l'équilibre entre les exporta-
« tions et les importations.

« Il résulte des traités commerciaux de 1904-1906 que
« ceux-ci furent dommageables pour l'Italie et ce dommage
« augmenté encore de la pénétration pacifique de l'Allemagne. »

Fontana Russo, dans la « Finanza Italiana », est encore plus sévère : « On peut évaluer à 660 millions de lire la moyenne des échanges entre la France et l'Italie, de 1881 à 1887, dont 307 pour l'importation en Italie et 353 pour l'exportation en France. Nos traités avec les Alliés datent de 1891. En 1898, le commerce général de notre pays avec l'Allemagne et l'Autriche atteignait à peine 612 millions. Il était donc inférieur aux transactions avec la France durant la période précédemment envisagée. Mais il y a mieux. En 1901, le total de nos exportations chez nos alliés n'était que de 332 millions, c'est-à-dire que nos articles étaient moins répandus sur leurs marchés qu'en France avant la rupture. Au point de vue financier, notre situation a encore été plus désavantageuse. De 1881 à 1887, nous avons trouvé dans la haute banque française une aide efficace constante. Que ne fut pas notre embarras quand le capital français vint à nous manquer ! Nous ne trouvâmes alors aucune assistance de la part de nos alliés, pas même de l'Allemagne, en dépit de sa puissance économique. En 1894-1895, exercice pendant lequel l'affidavit fut appliqué, la France conservait encore 866 millions de notre rente (sur 2.833 millions qu'elle détendait en 1887-1888, date où elle en avait vendu environ 2 milliards), tandis que l'Allemagne n'en détenait que 754 millions. Il n'est donc pas exagéré de dire, qu'au moment où notre lutte était la plus acharnée, la République avait plus de confiance en nous que l'Allemagne ».

Livre II

Étude comparée des Importations et Exportations Italiennes en provenance ou à destination de la France et de l'Allemagne

Produits alimentaires — Matières premières — Produits semi-ouvrés — Objets manufacturés

Nous avons étudié, au livre premier, les principes qui ont guidé le Gouvernement italien et les voies qu'il a suivies pour aider au développement intérieur du pays au point de vue politique, financier, économique et douanier, et le rôle qu'y ont joué respectivement la France et l'Allemagne, suivant que le pôle d'attraction était à Paris ou à Berlin. Il nous reste à comparer maintenant les manifestations de la dualité de ces deux tendances dans les relations commerciales de l'Italie avec ces deux pays pour leurs importations et leurs exportations, depuis l'année 1895 jusqu'en 1914 ; c'est-à-dire faire l'étude des résultats commerciaux de deux périodes, l'une d'entente allemande et de malentendus avec la France, et l'autre de rapprochements et d'amitié franco-italienne, politique inaugurée solennellement avec le *modus-vivendi* de 1898. Nous pourrons constater, avec amertume, dans l'une comme dans l'autre de ces périodes, les progrès incessants, incontestables et magnifiques, réalisés par l'Allemagne, contrastant, hélas, avec le piétinement, l'effacement et le quasi abandon du commerce et de l'industrie française.

Nous avons pensé un instant, pour l'examen de ce problème, pouvoir adopter la division du Ministère des Finances italien : répartir les importations et les exportations en 18 catégories et prendre, dans chacune d'elles, en les englobant dans une période de 10 ans avec les moyennes obtenues, les marchandises offrant à l'entrée comme à la

sortie un intérêt quelconque. Nous avons dû convenir qu'une telle méthode ne pouvait qu'engendrer de l'obscurité, de l'incertitude et que le lecteur aurait eu la tâche, bien ingrate, assurément, de faire lui-même une sorte de travail de rétablissement, de comparaisons, de conclusion, qu'il est de notre devoir de lui éviter. Aussi, nous avons divisé le commerce général de l'Italie avec la France et l'Allemagne en quatre grandes catégories :

- 1° — Les produits alimentaires et les animaux vivants ;
- 2° — Les matières premières ;
- 3° — Les produits semi-ouvrés ;
- 4° — Les objets fabriqués.

Dans chacune de ces catégories nous examinerons les marchandises aux importations et aux exportations qui intéressent plus spécialement la France et l'Allemagne, pour qu'on puisse suivre les progrès ou les reculs enregistrés par l'une ou l'autre de ces puissances, d'en déterminer les causes et d'en donner l'explication nécessaire. Nous produirons, à la fin de l'étude de chacune de ces quatre divisions, un état récapitulatif plus complet des échanges portant sur les cinq dernières années qui ont précédé 1914.

CHAPITRE I^{er}

PRODUITS ALIMENTAIRES & ANIMAUX VIVANTS

Nous allons passer en revue, dans ce chapitre, les différentes catégories de produits du sol ou d'animaux vivants sur ce sol, que l'Italie achète ou vend ; nous n'en retiendrons, bien entendu, que les marchandises principales donnant lieu ou susceptibles de produire des transactions intéressantes. Néanmoins, nous croyons utile de fournir au cours de cet examen, les renseignements plus précis et plus détaillés, car l'échange des produits du sol a toujours pris une place importante dans toutes les discussions de renouvellement de traités de commerce de l'Italie ; et quand il s'est agi par mesure de représailles, de peser sur les hésitations du royaume, ce sont toujours eux qui ont servi d'enjeu dans la discussion. On comprend parfaitement que pour un commerce de 2 milliards 200 millions à l'exportation, moyenne des cinq dernières années, 650 millions, soit 20,5 % fournis par les produits du sol, sont un chiffre que l'Italie ne saurait non seulement négliger, mais qu'elle espère voir prospérer et grandir, car cet argent, qui sert à équilibrer pour une large part sa balance commerciale, n'a demandé ni grands capitaux, ni main-d'œuvre abondante : la nature du sol et le soleil ayant presque tout fait.

Pour faciliter le travail de comparaison et de progression de ce chapitre et mieux suivre les progrès réalisés dans les importations et les exportations par la France et l'Allemagne, dans leurs rapports d'échange avec l'Italie et ceux accomplis par l'agriculture italienne, il nous paraît utile de donner d'abord le tableau des importations générales italiennes, en

denrées alimentaires, depuis 1909, et celui des exportations totales de l'Italie, pour ces mêmes produits, pendant ce même laps de temps, en prenant, comme point de départ, l'année 1895.

IMPORTATIONS EN ITALIE

DENRÉES ALIMENTAIRES ET ANIMAUX VIVANTS

(en milliers de lire)

ANNEE 1895	1909	1910	1911	1912	1913
242.875	658.627	659.868	663.621	782.972	702.602

Augmentation de 190 % depuis 1895.

EXPORTATIONS D'ITALIE

DENRÉES ALIMENTAIRES ET ANIMAUX VIVANTS

ANNEE 1895	1909	1910	1911	1912	1913
309.587	494.707	613.219	651.028	723.965	752.431

Augmentation de 145 % depuis 1895.

SECTION I

VINS, BIÈRE ET SPIRITUEUX

VINS — IMPORTATIONS

Les chiffres de l'importation en Italie des vins, y compris les vins de Champagne et les vins fins, ont été, de 1895 à 1914, les suivants :

ANNÉES	VINS Y COMPRIS LES CHAMPAGNES ET VINS FINS		
	Quantité	Nombre	Valeur
1895	106.126 hect.	1.853 cents de bouteilles	3.063.879 lire
1904	69.000 —	4.624 — —	3.549.000 —
1909	10.005 —	7.575 — —	2.093.475 —
1913	26.424 —	8.909 — —	3.456.750 —

Les vins que l'Italie importe de la France sont principale-

ment des vins fins et des vins de Champagne. L'Allemagne lui vend aussi quelques centaines de bouteilles de vin du Rhin ; ce n'est pas seulement un hommage rendu à la qualité et à la finesse de nos Bourgogne, de nos Bordeaux et de nos Champagnes, qu'un besoin impérieux pour les hôtels et restaurants à la mode d'avoir, sur leur carte, pour leurs clients étrangers, les vins français et les vins du Rhin de marque. L'importation en est peu importante et la direction générale des Gabelles, dans ses rapports annuels, se félicite de cette constatation : « Les maisons italiennes — Cinzano et autres. — savent lutter
« contre les champagnes français, l'importation n'a pas encore
« atteint un million de bouteilles, sans grandes chances d'aug-
« mentation, la demande nationale en mousseux étant
« satisfaite par les fabricants italiens qui ont su améliorer
« leurs produits et créer le nouveau type marchand de
« spumanle ».

La valeur moyenne des champagnes et vins fins est d'environ de 2 millions de lire pour la France et 100.000 lire pour l'Allemagne.

VINS

EXPORTATIONS

Près de 3 millions 600 mille hectares sont consacrés, en Italie, à la culture de la vigne ; quand, en France, le phylloxera menaçait de détruire le vignoble, notre voisine crut que s'en était fait de notre production vinicole ; on coupa les oliviers pour planter de la vigne et le vin coula en abondance. La moyenne de la production, depuis 1879, est évaluée, par la direction des Gabelles, à 46 millions d'hectolitres.

De 400.000 hectolitres exportés de 1871 à 1879, l'exportation passa brusquement de cette date à 1887 à une moyenne de 2 millions d'hectolitres pour atteindre le chiffre de 3 millions 1/2 en 1883, dont 2 millions 700.000 hectolitres pour la France seulement. La rupture douanière de 1887 porta un coup à l'exportation. En 1906, l'Autriche en portait un autre en supprimant, pour les vins italiens, la clause de faveur par représailles contre le droit d'entrée de 99 lire au quintal sur les sucres ; en même temps que jouaient les causes douanières et fiscales, la France voyait ses efforts, pour la reconstitution

du vignoble, couronnés de succès et reprenait, dès 1906, aidée par le contingent des vins algériens, la première place parmi les nations exportatrices. Néanmoins, le second rang est réservé à l'Italie avec une moyenne d'exportation, depuis 1895, de 1 million 1/2 d'hectolitres. Voici les chiffres à l'exportation des vins d'Italie :

ANNÉES	VINS EN FUTS ET EN BOUTEILLES		
	Quantités	Nombre	Valeur
1895	1.675.023 H.	35.840 cents de bouteilles	49.324.284 L.
1901	1.634.500 H.	44.150 — —	40.294.150 L.
1904	1.151.340 H.	80 950 — —	47.342.128 L.
1909	1.412.650 H.	155.144 — —	48.945.124 L.
1913	1.485.298 H.	187.304 — —	71.924.318 L.

Il est généralement admis en France, que le *modus-vivendi* de 1898 permit à l'Italie de vivre, en lui assurant l'écoulement de ses vins. Rien n'est moins exact. Le rapprochement avec notre voisine coïncida, chez nous, avec une surproduction vinicole, les années 1900 et 1901 ayant été particulièrement abondantes, et ne lui procura pas les débouchés qu'elle espérait voir s'ouvrir.

Pendant la période, des difficultés douanières avec la France, résultat de la rupture commerciale de 1887, l'Italie avait cru pouvoir écouler en Allemagne principalement, les grosses quantités de vin refoulées par nous : elle fut déçue ; la moyenne des exportations italiennes de vins en Allemagne n'a jamais dépassé 100.000 hectolitres par an ; l'Angleterre n'en a pas acheté, la Suisse seule leur fit bon accueil avec une moyenne annuelle de 400.000 hectolitres.

Maigre résultat ! Quelle est la raison de cet échec ? La Chambre de Commerce de Londres en a donnée une brutale, il est vrai, mais assez juste : « L'Italie n'a pas de vins « marchands ». Le vin italien, en effet, varie de goût, de degré, de couleur, d'une année à l'autre, suivant les conditions climatiques de l'année. On ne sait pas le faire, ni le travailler, ou plutôt on le travaille trop dans certaines régions : dans le Milanais, par exemple ; et pourtant l'Italie a des crus exquis, délicieusement parfumés, très capiteux ; mais il ne suffit pas de produire, il faut lutter et s'imposer. Les vins

italiens ne s'imposent pas à l'étranger, et ceux qui sont exportés en Argentine, en provenance de la région de Bari sont, suivant l'expression populaire, d'une « discrétion » qui ne saurait plaire qu'à des gens du pays; aussi, sur une production moyenne de 46 millions d'hectolitres, un million 1/2 seulement est exporté, soit 2,8 % de la production.

La direction générale des Gabelles, dans son rapport de 1913, constate avec une certaine résignation que la production est presque entièrement absorbée par la consommation intérieure : « L'Italien est le meilleur client de ses vins, il en « boit à ce point que dans les années de faible production, il « en achète à l'étranger, à la Grèce en particulier ». La direction des Gabelles appelle cela « un phénomène inattendu », et elle conclut, en faisant observer qu'en remontant à une trentaine d'années en arrière, à part certaines années à gros rendement comme l'année 1913, par exemple, les exportations de vin commun en fûts sont en continuelle et progressive diminution.

L'Italie a obtenu plus de succès avec ses vins de liqueur : Marsala et Vermouth, qui se sont imposés surtout sur les marchés Nord-Américain. Elle exporte, depuis 1911, plus de 35.000 hectolitres par an de vermouth, d'une valeur de 20 millions de lire environ. Les firmes les plus célèbres dans la fabrication du vermouth sont les maisons Cinzano et Martini-Rossi. Le marsala, qu'on prépare dans la région de Trapani, en Sicile, est exploité par les établissements Woodhouse et Florio, et prend chaque année, à l'exportation, une importance plus considérable : 30.000 hectolitres environ pour 4 millions de lire.

De 1895 à 1899, sous le régime du tarif douanier de 1887, la France a importé une moyenne de 32.450 hectolitres de vin ordinaire : en 1899, elle passe à 73.934 et, l'année suivante, à 85.917 hectolitres, mais revient dès 1901 à 31.976, pour reprendre en 1903 à 106.350 — nouvelle chute en 1904-1905 et 1906 à 50.423 — 26.714 — et 19.102 hectolitres.

Depuis 1910, les achats de la France sont plus nombreux :

ANNÉES	1910	1911	1913
Quantités hectolitres	73.131	50.150	231.973

pour une valeur de 8 millions de lire la dernière année.

Les bouteilles de vermouth, Marsala et Asti spumanti, exportées en France, donnent depuis 1907, une moyenne de 700.000 bouteilles d'une valeur de plus de 2 millions.

Les achats de l'Allemagne en vins ont été, depuis 1895, en diminution constante : 233.182 hectolitres en 1884, ils se maintiennent au-dessus de 100.000 jusqu'en 1902, puis passent à 46.969 en 1905, reprennent légèrement à 94.000 en 1909, pour atteindre, l'année suivante, 194.000, puis redescendre à 47.610 hectolitres en 1913.

L'Allemagne dépasse la France dans ses achats de vins de liqueurs de 10.000 hectolitres contre 6.500 environ.

BIÈRE

L'Autriche et l'Allemagne sont les deux fournisseurs importants de bière. Les importations en Italie ont régulièrement progressé d'années en années, jusqu'en 1909, pour descendre ensuite.

ANNEES	BIÈRE — IMPORTATIONS	
	Quantités	Valeur
1895	56.166 hectolitres	2.373.375 lire
1904	80.056 —	3.479.000 lire
1909	89.737 —	3.789.481 lire
1913	86.154 —	3.240.000 lire

Cette diminution provient de l'augmentation de la production nationale, de la Peroni principalement. L'Italie commence même à en exporter : 2.772 hectolitres en 1912 et 4.000 hectolitres en 1913. Dans le rapport des douanes italiennes de 1913, le Directeur avoue avec humilité : « Les grandes difficultés qu'éprouvent les bières italiennes à pénétrer sur les autres marchés où elles ont à lutter avec des marques plus vieilles, plus renommées, et qui ont à leur disposition les matières premières que les fabricants italiens sont obligés de faire venir de l'extérieur ». Il est peu probable qu'elles soient un jour redoutables aux bières étrangères.

L'importation de la bière allemande a rapporté à l'Allemagne une somme variant entre 800.000 et 900.000 lire.

Les chiffres d'importation sont stationnaires.

ALLEMAGNE

Années	Quantités
1895	12.215 hectolitres
1901	22.415 —
1905	27.040 —
1909	24.656 —
1913	24.056 —

La France n'en exporte pas.

ALCOOLS ET SPIRITUEUX

En raison des droits élevés à leur entrée en Italie, l'alcool et les spiritueux ne donnent lieu qu'à des échanges peu intéressants ; aussi suivrons-nous l'excellent conseil du rapport des douanes italien signalant qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter ; nous pouvons, néanmoins, affirmer que les meilleurs clients de nos cognacs sont les touristes français, anglais et américains ; on boit peu d'alcool en Italie ; « discretamente », dans le Piémont et la Lombardie, suivant l'expression populaire si pittoresque ; après Gênes, très rarement. La France en vend une moyenne de 600 hectolitres par-an. Les chiffres, à l'importation, sont les suivants :

ANNÉES	ALCOOL	
	Quantités	Valeur
1895	8.983 hectolitres	3.606.023 lire
1904	7.564 —	1.166.423 lire
1903	5.340 —	998.150 lire
1913	6.340 —	2.410.000 lire

EXPORTATIONS

L'alcool pur, aromatisé ou sucré, est exporté surtout en Argentine et au Brésil. Depuis l'occupation de la Tripolitaine, le commerce des liqueurs et eaux-de-vie avec la Lybie a pris de l'extension : La France en importe une moyenne de 1.500 hectolitres depuis 1895 pour finir à 1878 hectolitres en 1913. Les alcools exportés en fûts sont pour 46 % formés d'alcools de vin de bon goût ; celui exporté en bouteille comprend 80 % de Fernet et de Fero-China. L'Allemagne en reçoit de 10 à 15

hectolitres par an. A titre de renseignement, voici les chiffres d'exportation de l'alcool :

ANNÉES	ALCOOL	
	Quantités	Valeur
1895	12.450 hectolitres	2.493.150 lire
1901	13.776 —	2.632.335 lire
1904	17.425 —	3.239.859 lire
1909	28.150 —	7.419.310 lire
1913	29.320 —	8.110.150 lire

SECTION II

HUILE D'OLIVE

IMPORTATIONS

Un fait frappe tout d'abord, c'est l'irrégularité des entrées à l'importation des huiles d'olive avec :

ANNÉES	HUILE D'OLIVE	
	Quantités	Valeur
1895	50.982 quintaux	4.843.890 lire
1904	125.487 —	11.310.324 lire
1909	52.531 —	2.691.276 lire
1913	20.866 —	2.913.456 lire

Ceci provient de ce que l'olivier, comme tout produit agricole, est aussi sensible que la vigne ou les autres arbres fruitiers, aux variations atmosphériques, aux brouillards et, également, aux ennemis personnels de l'olivier, comme les derniers trouvés : la « Fleotripide » et la « Cycloconcime » et que les récoltes d'huile, dans une même région, ne sont abondantes, normalement, que tous les deux ans seulement. Voici les quantités livrées par la France :

FRANCE	
Années	Quantités
1895	786 quintaux
1903	20.740 —
1904	26.732 —
1907	650 —
1911	633 —
1913	1.073 —

EXPORTATIONS

Près de 2 millions d'hectares servent à la culture de l'olivier, principalement sur les côtes de l'Adriatique, avec Bari comme centre, dans les Pouilles et la Calabre, puis en Sicile et en Toscane. Quand les vignobles français furent anéantis, on coupa un certain nombre d'oliviers pour les remplacer par de la vigne ; l'opération n'a pas été heureuse ; on l'a recommencée, du reste, dans toute la région qui va de Vintimille à Bordighera, San Remo, Rapallo, pour y cultiver des fleurs.

Jusqu'en 1880, on comptait sur un rendement total d'huile d'olive d'environ 3 millions $\frac{1}{2}$ d'hectolitres, maintenant la moyenne est inférieure à 2 millions ; la production italienne est la suivante :

Années	Rendement en hectolitres
1909	2.559.000
1910	1.384.000
1911	2.423.000
1912	958.000
1913	1.742.000

L'examen de la valeur des huiles d'olives exportées fait ressortir, pour chaque année, une augmentation et une diminution se reproduisant tous les deux ans ; cela tient à la production des oliviers qui ne donnent pas, annuellement, avec régularité, la même quantité d'olives, les conditions climatiques et de cultures restant normales, d'où alternance de hausse et de baisse prévue d'avance.

ANNÉES	HUILE D'OLIVE	
	Quantités	Valeur
1895	441.790 quintaux	46.387.950 lire
1901	332.000 —	39.898.800 —
1904	364.336 —	43.720.320 —
1909	240.481 —	38.650.124 —
1913	311.403 —	42.840.650 —

L'Italie exporte donc une moyenne peu variable de 350.000 hectolitres par an. Les besoins de la population sont supérieurs aux contingents fournis par la production nationale, d'où importation nécessaire et obligatoire des huiles d'olive de

Grèce, de Tunisie et d'Espagne et augmentation continue des achats d'huile de graines. Ainsi est expliquée la progression constante à l'entrée en Italie de ces dernières, non tant seulement pour remédier au déficit de la production d'huile d'olive que pour permettre aux commerçants italiens d'en exporter des quantités à peu près égales. En 1913, 311.000 quintaux furent vendus pour une somme de 43 millions.

L'Allemagne achetait de moins en moins d'huile d'olive à l'Italie, de 34.496 quintaux en 1895, elle finit à 9.656 quintaux en 1913, d'une valeur de 1 million 100.000 lire.

Années	Quantités
1895	34.496 quintaux
1901	21.813 —
1905	16.648 —
1909	7.349 —
1913	9.656 —

La France en importe de plus fortes quantités, mais ses achats diminuent depuis 1904 :

Années	FRANCE	Quantités
1895		77.204 quintaux
1901		50.705 —
1904		74.265 —
1910		40.291 —
1912		35.439 —
1913		25.313 —

Les gros consommateurs sont les Etats-Unis, avec 85.760 quintaux en 1913 et l'Argentine avec 48.855 quintaux.

SECTION III

SUCRE, CONFISERIE ET FRUITS CONFITS

IMPORTATIONS

Une étude spéciale doit être réservée aux sucres italiens non tant à cause de l'importance de leurs marchés à l'importation ou à l'exportation, qui est presque nulle, qu'à cause du régime qui leur est appliqué.

Donnons, tout d'abord, les chiffres de consommation italienne depuis 1904 :

ANNÉES	SUCRE		
	importé de l'extérieur	indigène destiné à la consommation Quintaux	Total passé à la consommation Quintaux
1904-1905	3.841	1.076.037	1.079.878
1905-1906	100.035	1.081.035	1.181.070
1906-1907	153.712	1.110.782	1.264.574
1907-1908	138.871	1.228.036	1.364.817
1908-1909	88.924	1.296.142	1.385.066
1909-1910	22.545	1.439.432	1.461.977
1910-1911	66.247	1.545.924	1.612.471
1911-1912	20.170	1.627.834	1.645.004
1912-1913	34.573	1.759.156	1.793.729

Nous constatons que, pour un pays de 35.000.000 d'habitants, le sucre est parcimonieusement distribué : l'anglais en absorbe 41 kilos par an ; l'américain des Etats-Unis, 38 kilos ; l'allemand, 21 kilos, et le français, 18 kilos, l'italien, 5 kilos environ. Pourquoi cette différence ? Quand en Angleterre, en France et en Allemagne, depuis 1902 jusqu'en 1914, on payait le kilo de sucre 0 fr. 65, l'italien l'achetait 1 fr. 50. Jusqu'en 1902, les deux tiers du sucre destiné à la consommation étaient importés de l'étranger.

IMPORTATIONS

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	729.121 quintaux	19.766.000 lire
1901	384.467 —	9.767.798 —
1902	214.801 —	5.334.887 —

La France, l'Allemagne et l'Autriche en fournissaient chacune un tiers environ, mais à partir de 1902, la culture de la betterave prit une extension considérable dans la péninsule, surtout dans l'Emélie et la Vénétie où, actuellement, près de 65.000 hectares sont consacrés à cette culture. Cette nouvelle « industrie » n'est pas née spontanément ; ses débuts furent pénibles, il a fallu la protéger très sérieusement. Voici son histoire :

En 1902, il y eut, dans les pays sucriers, la France, l'Alle-

magne et l'Autriche, rupture d'équilibre entre l'offre et la demande indigène. Seuls, les pays qui ne produisaient pas le sucre profitaient du bon marché de cette denrée que les indigènes du pays exportateur payaient un prix bien supérieur, grâce au système des primes à l'exportation données par l'Etat aux fabricants. En France, par exemple, avant la convention de Bruxelles, on payait le sucre 1 fr. 25 le kilo et, en Suisse, 0 fr. 60. Mais, par suite de l'augmentation considérable de la production et de la diminution des exportations, la rupture entre la demande et l'offre obligea les pays producteurs à mettre au point une situation qui ne pouvait durer plus longtemps. La convention sucrière de Bruxelles, du 2 mars 1902, essaya d'y porter remède ; ces décisions furent les suivantes :

- 1° Abolition des primes directes ou indirectes aux sucreries ;
- 2° Surtaxe ne pouvant dépasser 6 francs par 100 kilos pour les raffinés provenant des nations signataires ;

- 3° Établissement sur les sucres des États non adhérents de taxes au moins égales aux primes dont ils jouissent à l'intérieur.

L'Italie fut convoquée à Bruxelles. Elle signa la convention, mais son délégué, M. Maraini, grand sucrier lui-même, obtint que la clause numéro deux ne s'appliqua pas à son pays, étant donné l'état précaire de l'industrie sucrière et l'impossibilité où se trouvait l'Italie de pouvoir lutter avec les autres grandes puissances productrices de sucre. Du coup, l'industrie italienne, protégée par un droit sur les sucres étrangers de 99 lire au quintal, put vivre et prospérer.

Était-ce un gros succès ? Oui, pour les industriels, momentanément pour l'État, car pour être durable, il aurait fallu, pour ce dernier, que le régime des sucres ne fût pas maintenu indéfiniment. L'État s'est laissé éblouir par les perspectives fiscales d'une taxe de 99 lire à l'entrée et d'un impôt intérieur de 74 lire par 100 kilos. Il n'a pas pensé qu'il empêchait ainsi l'Italie, grande productrice de fruits de toute sorte d'avoir une industrie qui devrait être la sienne ; celle des confitures et fruits conservés ou confits, qui aurait pu prendre un développement considérable si les Italiens, au lieu de payer le sucre 1.50 le kilo, l'avaient eu à 60 centimes. Les résultats de sa politique ont été heureux immédiatement en ce sens, qu'ils ont permis à l'industrie sucrière de vivre et de se développer, mais

ils ont été un sérieux obstacle au commerce de fruits confits, sirops et confitures. Giretti, dans son livre « Déceptions du protectionnisme », regrette la situation dans laquelle se trouvent les industries trop protégées, comme le sucre, par exemple, où les fabricants seuls jusqu'à présent, ont su tirer tous les avantages. Le droit prohibitif de 99 lire au quintal sur les sucres avait mécontenté très fort l'Autriche qui, par représailles, dénonça en 1906 la clause spéciale pour les vins italiens.

La convention de Bruxelles signée, les 33 sucreries italiennes se réunirent en 1904 en un syndicat de production et de vente l' « Unione Zuccheri », première manifestation de l'Union industrielle qui fut suivie peu de temps après par les cotonniers et les métallurgistes.

L'Italie est, après l'Allemagne, le pays type des « cartels », armes quelquefois dangereuses, surtout pour le consommateur qui, le plus souvent, fait les frais de ces industries trustées et fortement organisées.

Les Italiens payent en effet le sucre au prix des marchés libres, plus 99 lire de droits aux 100 kilos, 70 lire 15 perçues par l'État comme taxe de fabrication intérieure et 38 lire 85 pour les sucriers. Ce chiffre représentant la différence entre les droits de douanes établis sur les sucres étrangers, 99 lire au quintal et les taxes de fabrication.

Actuellement, les dites taxes de fabrication sont de 74 lire, le droit du sucrier a donc diminué légèrement, mais le bon à gagner est encore très intéressant, car en Italie un hectare de betteraves à sucre produit en moyenne, dans les terrains pauvres, de 300 à 350 quintaux de racines, dans ceux mieux cultivés, 450 à 500 quintaux et les betteraves sont achetées par le fabricant 2 lire à 2 lire 30 le quintal.

On comptait, en 1913, 43 fabriques, représentant un capital de 90 millions et une main-d'œuvre de 15.000 ouvriers environ. Il serait injuste de croire que le protectionnisme a empêché, nécessairement, tout développement des industries des sirops, fruits confits et confitures; 40.000 quintaux en moyenne de sucre entrent chaque année en Italie en admission temporaire destinées à cette industrie. Les exportations françaises de sucre ont suivi les règles de la législation fiscale; il en est de même

aux exportations allemandes. Voici quelques chiffres d'avant la conférence et après :

ANNÉES	FRANCE	ALLEMAGNE
1895	185.277 quintaux	112.179 quintanx
1901	141.001 —	30.112 —
1902	40.958 —	1.419 —
1907	13.792 —	644 —
1913	8.070 —	381 —

EXPORTATIONS

L'exportation du sucre est nulle, nous ne retiendrons que les exportations de fruits conservés, sirops et confitures. Les marchés étrangers pourraient être inondés des dits produits, mais le prix du sucre a empêché absolument cette industrie de se développer ; néanmoins, en 1913, l'Italie exportait 35.000 quintaux pour un prix de 6.300.000 lire, à destination des Pays-Bas, de l'Angleterre et du Danemark.

SECTION IV

PRODUITS COLONIAUX

(Café — Vanille — Thé, etc.)

La direction des Gabelles prétend qu'un des signes de l'augmentation du bien-être du peuple italien est l'élévation constante des quantités de café importées. Si nous adoptons ce principe, il nous faut admettre, en comparant les chiffres ci-dessous, que ce n'est qu'à partir de 1900 que l'italien vécut plus largement. Depuis cette époque, en effet, nous assistons

à un relèvement progressif des chiffres de l'importation d'une moyenne de 10.000 quintaux par an.

ANNÉES	CAFE — IMPORTATIONS	
	Quantités	Valeur
1880	107.723 quintaux	20.000.000 lire
1904	177.279 —	15.079.650 —
1905	187.250 —	20.230.000 —
1906	204.295 —	22.068.355 —
1907	214.756 —	21.475.000 —
1908	227.608 —	22.760.000 —
1909	240.000 —	25.294.185 —
1910	252.878 —	31.609.650 —
1911	254.796 —	42.367.000 —
1912	276.268 —	48.346.900 —
1913	286.593 —	44.421.915 —

L'usage du café tend à se généraliser de plus en plus en Italie, et les ventes de café « expresso », à 10 centimes, qu'on trouve dans tous les bars italiens, ont contribué, pour une bonne part, à cette augmentation. En 1895, la consommation par habitant était de : k^o, 0.39 et, en 1913, de : k^o, 0.82. Nous sommes évidemment loin des chiffres donnés par le Bulletin de la statistique générale de la France, concernant les habitants des autres pays d'Europe :

ANNÉES	1906-1907	1911-1912
France.	2 kil. 66	2 kil. 81
Allemagne.	2 kil. 99	2 kil. 66
Autriche.	1 kil. 17	1 kil. 15
Grande-Bretagne.	0 kil. 30	0 kil. 29
Italie	0 kil. 67	0 kil. 77
Belgique.	7 kil. 07	7 kil. 68
Hollande	7 kil. 04	7 kil. 02
États-Unis.	4 kil. 68	4 kil. 20

La majeure partie des cafés consommés en Italie provient du Brésil.

L'Italie importe, depuis 1905, une moyenne de 20.000 quintaux de cacao en grains; avant cette date, elle n'en recevait que 6.000 quintaux; en 1912, 24.312 quintaux et, en 1913,

24.174 quintaux. L'industrie du chocolat est peu développée; les prix élevés du sucre en sont la cause. Le cacao préparé passe de 1.000 quintaux en 1895 à 7.000 en 1912 et 6.847 en 1913, provenant de la Suisse et de la Hollande. Le chocolat est fourni exclusivement par la Suisse, avec une moyenne de 15.000 quintaux depuis 1905, en 1912, 20.113 quintaux et, en 1913, 20.784 quintaux. La cannelle, clou de giroflé, thé, vanille, safran donnent lieu à des entrées insignifiantes :

	Année 1913
Cannelle.	17.609 quintaux.
Clou de Giroflé.	959 —
Thé.	949
Vanille.	100
Safran	42

SECTION V

CÉRÉALES

IMPORTATIONS

La « Magna parens frugum » n'a pas donné tout ce qu'on était en droit d'attendre d'un pays que le soleil, la douceur du climat, la fertilité d'une grande partie du sol, avaient désigné pour être la première des régions agricoles. L'organisation foncière malheureusement, le manque de soin donné aux travaux de la terre, l'irrigation défectueuse et insuffisante, une main-d'œuvre un peu fruste et arriérée, les déboisements hâtifs, ont réussi à faire de l'Italie, celle du sud en particulier, un pays dont le rendement, en hectares, offre la plus belle irrégularité qui puisse se concevoir. Nous avons étudié l'intervention de l'État dans cette partie d'activité et de ressources naturelles. Les résultats sont encore peu importants. Le gouvernement a bien protégé en 1888 la culture du blé, par un droit d'entrée de 5 lire au quintal, porté à 7 lire 50 en 1895, mais comme d'autre part, les machines agricoles, du fait du protectionnisme industriel atteignaient des prix trop élevés pour en permettre un usage courant, bien que, de 1906 à 1913, l'importation des dites machines ait passé de 5 millions à 24 millions, il n'a réussi qu'à augmenter le coût des denrées de première nécessité, comme le pain, et la consommation de la farine de maïs (la

polenta) qui, jusqu'en 1900, était la base de l'alimentation du prolétariat italien du sud. Voilà le résultat d'une politique trop protectionniste ; ce qu'il aurait fallu, c'est réserver une part des millions produits par la politique douanière et fiscale aux travaux d'irrigation et de reboisement, à l'amélioration des routes, à une création et à une augmentation de caisses de crédit agricole. L'Italie n'a commencé cette politique qu'à partir de 1905, sous l'impulsion de M. Luzatti, mais il y avait déjà tant d'industries à protéger et à soutenir, sans compter les dépenses occasionnées par l'accroissement des forces navales et militaires, qu'on laissa à la fécondité du sol le soin de tout arranger. Le Piémont, la Lombardie et la Vénétie, grâce à une main-d'œuvre plus habile et à un sol plus humide, ont pu lutter ; le sud, de l'aveu de Nitti, a bien souffert du manque d'eau et de routes. Au point de vue artistique, la campagne romaine, triste et désertique, la sauvagerie des Pouilles et de la Basilicate évoque, dans l'âme des touristes, une impression admirable de recueillement et de silence ; mais cela ne pouvait suffire à remplir de blé les greniers romains.

L'Etat a commencé les travaux d'adduction d'eau du Sele au moyen d'un canal qui aura deux cents kilomètres de longueur pour les trois provinces de Foggia, Bari et Lecce ; 700 millions ont été consacrés à l'amélioration de l'agriculture. On a voté une loi pour protéger et favoriser les forêts. En 1904, la Caisse de crédits agraires pour la Basilicate était fondée, en 1906, celle du crédit agricole pour la Sicile. L'Etat envisage également l'expropriation des terres constituant l'Agro Romano, pour être vendues aux enchères. La guerre est venue interrompre l'exécution du programme des améliorations et arrêter le plan de reconstitution agricole. Heureusement pour l'Italie que l'émigrant, après avoir amassé un pécule, en Amérique ou ailleurs, s'empresse d'acheter, en revenant au pays natal, quelques arpents de terre où il y met toutes ses économies, pour les bonifier et pour l'exécution des travaux indispensables.

4.800.000 hectares sont consacrés, en Italie, à la culture du blé : 1.500.000 hectares à celle du maïs ; 3.500.000 hectares à la vigne ; 2.000.000 à l'olivier et 195.000 hectares à la culture du riz. La récolte moyenne du blé, en Italie, est de

50 millions de quintaux, — de 25.000.000 de quintaux de maïs, — 2.000.000 d'hectolitres d'huile d'olive, — 46.000.000 d'hectolitres de vin. Voilà le total des principales productions agricoles ; l'agriculture italienne était en voie d'amélioration, puisque la valeur des produits agricoles évaluée, en 1880, à 2 milliards, était estimée, en 1913, à plus de 7 milliards. Mais on comprend parfaitement que, pour une population de 36 millions d'habitants, le vin, l'huile mis à part, l'importation de denrées alimentaires s'impose, le blé principalement, qui représente, à lui seul, près des $\frac{3}{5}$ en valeur du total des produits importés, quand la base d'alimentation du peuple sont les pâtes.

Voici les chiffres de l'importation des blés en Italie :

ANNÉES	BLÉ — IMPORTATIONS	
	Tonnes	Lire
1895	657.811	95.382.595
1901	1.046.291	198.130.350
1904	806.000	141.371.000
1909	1.340.000	290.350.000
1913	1.800.000	399.140.000

L'augmentation considérable du blé importé en Italie est un fait indiscutable, les causes en sont : 1^o l'élévation du chiffre de la population et 2^o l'amélioration des conditions sociales. L'année 1913 fut particulièrement favorable à la culture du blé, 58.000.000 de quintaux récoltés ; les seules régions du midi ne marquèrent aucun progrès en raison de la sécheresse persistante de l'année. Voici, à titre de renseignements, les principaux centres producteurs de blé en Italie, avec rendement à l'hectare :

Provinces	Quintaux	Rendement à l'hectare
Emilie.	9.408.000	19,4
Vénitie	5.336.000	17,1
Lombardie. . . .	5.125.000	18,4
Sicile	5.078.000	10,6
Piémont.	4.547.000	14,6
Toscane.	4.529.000	11,6
Pouille	4.444.000	12,4

La Basilicate avec 10,7, les Abruzzes avec 10,9, la Ligurie avec 10,8 et la Sardaigne, 9,7. Il y a encore, pour l'Italie, des progrès à réaliser, quand on songe à la moyenne de 24 quintaux à l'hectare obtenue par la Belgique et de celle de 22 quintaux par l'Angleterre. L'importation de grosses quantités de froment est donc nécessaire ; elle comprend le blé dur, d'une part, pour les pâtes, et le blé ordinaire, que les Italiens appellent « grano tenero ».

En 1913, 787.631 tonnes de blé dur, d'une valeur de 179.000.000 de lire furent importées ; 600.000 tonnes fournies par la Russie et le reste par les Etats-Unis ; et 1.023.102 tonnes de blé tenero pour 220.000.000 de lire livrées par l'Argentine et la Roumanie. L'Allemagne, une moyenne de 10.000 tonnes de froment pour 3 millions de lire.

L'Italie importe également 15.000 tonnes de seigle, dont la moitié fournie par l'Allemagne qui vend également presque la totalité de la farine de seigle importée. En 1913, 100.000 quintaux pour 3 millions de lire.

L'Italie achète une moyenne de 125.000 tonnes d'avoine par an, en 1913, l'importation n'a atteint que 106.000 tonnes, en raison de l'abondante récolte du Royaume évaluée à 6 millions 1/2 de quintaux ; la Roumanie est le fournisseur exclusif de ce produit. 200.000 tonnes d'orge sont récoltées par l'Italie. Elle en importe annuellement de 160.000 à 170.000 tonnes pour 4 millions de lire, l'Autriche seule fournit ce céréale.

L'Italie récolte 25.000.000 de quintaux de maïs ; elle en consomme bien davantage, la polenta remplaçant le pain pour nombre d'ouvriers italiens surtout agricoles. Elle en importe en moyenne 40.000.000 de quintaux, ses fournisseurs sont : la Roumanie et l'Argentine.

RIZ

L'Italie a une importante culture de riz, 193.000 hectares lui sont consacrés.

Après les pâtes, c'est le riz qu'on consomme le plus dans

le royaume. Ci-dessous les chiffres de sa production et de sa consommation :

ANNÉES	Production Quintaux	Importation Quintaux	Exportation Quintaux	Consommation intérieure. Quint.
1908	5.259.900			
1909	4.753.200	13.400	586.440	4.685.900
1910	4.379.800	203.220	525.200	4.431.200
1911	4.792.200	18.585	762.461	3.635.900
1912	4.395.000	380	892.240	3.900.300
1913	5.432.000	20.687	669.155	3.746.500

GRAINES DIVERSES

IMPORTATIONS

L'Italie importe annuellement une moyenne de 110.000 quintaux de graines de ricin, d'une valeur de 3 millions 1/2 de lire, provenant des Indes britanniques ; elle achète également 42.000 quintaux de graines de lin, elle en produit chaque année 79.000 quintaux environ ; l'Argentine et les Indes sont ses fournisseurs, ces dernières lui vendent également depuis 1909, une moyenne de 45.000 quintaux de graines de colza et de 300.000 quintaux de graines de sésame et d'arachide.

CÉRÉALES

EXPORTATIONS

L'Italie ne consomme pas tout le froment importé ; elle en restitue sous forme de farine de pâte 650.000 quintaux en moyenne, d'une valeur de 40.000.000 de lire. L'Allemagne en achète 3.000 quintaux environ et la France 1.000 environ. Les Etats-Unis sont les meilleurs clients avec près de 400.000 quintaux annuellement.

L'Italie exporte, en moyenne, pour 25 millions de riz. L'Argentine en prend pour 8 millions, l'Autriche 4 et la France 2.

SECTION VI

FRUITS FRAIS

EXPORTATIONS

La récolte de l'Italie en fruits à pépins, pommes, poires, etc., a atteint, en 1912 et 1913, les chiffres suivants :

Année 1912 : 2.000.000 quintaux ;

Année 1913 : 2.273.000.

Sur lesquels un million de quintaux fut exporté, en 1913, pour une valeur de 34 millions de lire. L'Italie en exporte, en moyenne, 500.000 quintaux ; l'Allemagne, depuis 1895, se réserve les deux tiers de l'exportation. L'Autriche et la Suisse se partagent le reste par parts à peu près égales.

La récolte des fruits à noyaux : pêches, prunes, abricots, cerises, donne, en moyenne, un million de quintaux pour environ 20 millions de lire et une exportation annuelle de 335.000 quintaux. Ce sont les mêmes pays que précédemment, qui les achètent et dans les mêmes proportions.

Deux cent mille quintaux de raisins de table, d'une valeur de 10 millions de lire, sortent du Royaume à destination presque exclusive de l'Allemagne.

ORANGES, MANDARINES ET CITRONS

EXPORTATIONS

La production des oranges, mandarines et citrons est d'environ sept millions six cent mille quintaux en Italie, dont 4 millions de quintaux fournis par la Sicile, 900.000 quintaux par la Calabre, 700.000 quintaux par la Campanie et 350.000 quintaux par les Pouilles. La proportion est d'environ 3.700.000 quintaux de citrons, 3.500.000 quintaux d'oranges et 400.000 quintaux de mandarines.

L'exportation des oranges, citrons et mandarines procure

à l'Italie un revenu qui croît d'année en année. Les chiffres ci-dessous en sont la preuve.

ANNÉES	Quantité	Valeurs
1895	2.206.000 quintaux	23.000.000
1901	2.444.000 —	24.000.000
1904	3.475.000 —	29.075.000
1909	3.694.000 —	35.000.000
1913	4.366.000 —	85.000.000

Les oranges représentent le tiers du chiffre total exporté ; l'Allemagne et la France en achètent respectivement les quantités suivantes :

ANNÉES	ALLEMAGNE	FRANCE
1895	118.949 quintaux	15.831 quintaux
1901	205.952 —	27.749 —
1904	357.395 —	51.607 —
1909	500.000 —	42.000 —
1913	577.000 —	36.980 —

Les gros acheteurs sont, pour les citrons, les Etats-Unis, avec un million de quintaux et, pour les oranges, l'Autriche, avec 500.000 quintaux.

Sur une moyenne d'un million de quintaux de fruits frais, y compris les raisins, mais excepté les oranges, citrons et mandarines exportés par l'Italie, l'Allemagne et la France en achètent les quantités suivantes :

ANNÉES	ALLEMAGNE	FRANCE
1895	110.439 quintaux	17.958 quintaux
1901	287.593 —	19.977 —
1907	695.201 —	93.703 —
1909	1.019.645 —	94.567 —
1911	726.132 —	36.809 —
1913	971.466 —	58.895 —

FRUITS SECS

EXPORTATIONS

La production italienne des fruits secs, amandes, noix, noisettes, figues sèches, est évaluée à 2 millions de quintaux.

De 400.000 à 500.000 quintaux sont exportés annuellement d'une valeur de 50 millions de lire environ. L'Allemagne vient en tête des acheteurs avec 12 millions par an, l'Autriche pour la même somme. — La France achète pour 2 millions et demi d'amandes et 1 million de figes.

Ci-dessous les chiffres d'achats en fruits secs faits par l'Allemagne et la France respectivement :

ANNÉES	ALLEMAGNE	FRANCE
1895	48.354 quintaux	54.143 quintaux
1901	79.456 —	54.307 —
1904	49.323 —	46.350 —
1909	76.767 —	44.310 —
1913	89.150 —	57.134 —

SECTION VII

LÉGUMES FRAIS

EXPORTATIONS

La production italienne en légumes frais et produits horticoles est assez abondante. Voici les chiffres des deux dernières années :

ANNÉES . . .	1912	1913
Asperges.	60.000 quint.	40.000 quint.
Artichauts.	740.000 —	710.000 —
Choux-fleurs.	2.800.000 —	2.600.000 —
Tomates.	6.000.000 —	6.300.000 —
Oignons et aulx	640.000 —	910.000 —
Cardons et fenouils. . .	356.000 —	330.000 —

L'exportation, depuis 1895, a donné les quantités et valeurs suivantes :

ANNÉES	Quantités	Valeurs
1895	193.678 quintaux	3.600.000
1901	422.490 —	12.000.000
1904	567.520 —	14.330.000
1909	678.828 —	15.825.000
1913	936.512 —	20.968.000

L'Allemagne s'est réservé, depuis 1895, la moitié des quantités exportées, elle achète principalement les choux-fleurs; l'Autriche et la Suisse se partagent le reste, ne laissant à la France que 8.000 quintaux environ.

L'exportation des pommes de terre a donné, depuis 1910, 95.000 tonnes par an dont la moitié va en Allemagne.

ALLEMAGNE	
Années	Quantités
1895.	10.393 tonnes
1901.	11.334 —
1904.	21.206 —
1909.	25.888 —
1913.	48.393 —

La France en importe une moyenne de 3.000 tonnes.

LÉGUMES SECS OU CONSERVES

IMPORTATIONS

A l'importation des légumes secs en Italie nous trouvons les haricots, pois, fèves, lentilles, etc. L'Italie produit en moyenne 1.300.000 quintaux de haricots et des autres légumes secs, une moyenne de 1.100.000 quintaux, soit au total, pour les légumes secs, 2.400.000 quintaux. Elle en importe annuellement de 350.000 à 400.000 quintaux d'une valeur de 10.000.000 environ. Les principaux fournisseurs sont : l'Autriche, la Russie et la Roumanie.

EXPORTATIONS

Les exportations de légumes conservés dans le vinaigre, le sel et l'huile, donnent 200.000 quintaux en moyenne à l'exportation, d'une valeur de 20.000.000 de lire, réservées à l'Angleterre avec 120.000 quintaux environ chaque année. La vente des conserves de tomates prend, chaque année, un développement plus grand ; c'est principalement dans les provinces de Parme et de Salerne que la culture de la tomate est plus particulièrement développée. Depuis 1909, la moyenne d'exportation est de 400.000 quintaux, d'une valeur de 30.000.000 ; les principaux débouchés sont les Etats-Unis

avec 200.000 quintaux environ ; la France en achète une moyenne de 15.000 quintaux.

SECTION VIII

ANIMAUX VIVANTS

IMPORTATIONS

Le sol de l'Italie, la Vénétie, la Lombardie et l'Emélie, mises à part, ne se prête guère, bien qu'en progrès, à l'élevage du bétail et des chevaux qui, en l'état de choses actuel, est peu considérable. L'Italie ne se place qu'au 15^e rang pour la production des chevaux, du 13^e pour celle des bœufs et du 5^e pour les moutons ; mais elle est hors concours pour l'élevage des chèvres.

L'importation des bœufs, vaches, taureaux, génisses, veaux, a subi une chute considérable depuis 1911. La consommation de la viande ayant augmenté pendant cette période en Italie, il nous faut admettre que l'élevage national a fait de sérieux progrès en relation avec un meilleur rendement des prairies naturelles et artificielles.

ANNÉES	IMPORTATIONS — NOMBRE				
	Bœufs	Taureaux	Vaches	Génisses	Veaux
1895	586	39	4.561	3.669	8.561
1901	94	38	3.749	2.733	7.259
1904	3.649	139	4.847	2.812	10.043
1909	16.030	3.644	23.417	40.309	35.184
1913	184	159	2.408	2.044	7.066

Les chiffres d'importation, en 1913, sont tombés plus bas qu'en 1895 avec, sur ce dernier total, une diminution de 5.565 têtes de bétail. Les deux principaux pays vendeurs sont l'Autriche et la France.

CHEVAUX

IMPORTATIONS

L'importation des chevaux, en Italie, va en décroissant depuis 1904, grâce aux efforts faits par les éleveurs. Voici les chiffres :

ANNÉES	Nombre	Valeur
1895	23.395	20.874.000
1901	40.913	31.000.000
1904	48.394	33.600.000
1909	45.000	39.000.000
1912	31.524	28.850.000
1913	15.023	13.950.000

L'Autriche est le principal fournisseur avec une moyenne de 5.000 chevaux, puis viennent la France et l'Angleterre avec 2.000 en moyenne, chevaux de selle et de traits, spécialement.

SECTION IX

POISSONS, VOLAILLES ET GIBIERS

Les importations de poissons frais, séchés ou en conserves ont fourni, en 1912 et 1913, les chiffres suivants :

ANNÉES	1912	1913
Poissons frais.	20.700 quintaux	29,632 quintaux
Poissons séchés.	655.583 —	590.811 —
Poissons en conserve . . .	64.430 —	61.654 —

Les poissons frais sont fournis par moitié par la France pour une valeur de 2 millions ; la Tunisie et la Grèce sont les autres fournisseurs. Les poissons fumés sont importés en grande partie de Norvège, du Canada et de l'Espagne. La France en fournit une moyenne de 40.000 quintaux pour 3.000.000 de francs. Les poissons en conserves proviennent d'Espagne et du Portugal.

La volaille et le gibier exportés procurent à l'Italie de jolis bénéfices de 14 millions environ. La France et l'Allemagne en achètent pour 3 millions chacune.

SECTION X

ŒUFS, FROMAGES, BEURRE

Les œufs importés en Italie représentent, en moyenne, 30.000 quintaux, provenant de la Turquie; 200.000 quintaux sont exportés d'Italie, d'une valeur de 44.000 millions. L'Allemagne en achète pour 12 millions et la France pour 4 millions.

Les fromages, à l'importation, donnent en moyenne 50.000 quintaux d'une valeur de 12 millions. La Suisse en fournit les $\frac{3}{4}$, la France une moyenne de 5.000 quintaux.

A l'exportation, les beurres et fromages fournissent à notre voisine 70 millions environ par an — 10 millions pour les beurres et le reste aux fromages dont près de la moitié va en Amérique. La Suisse prend les beurres et n'en laisse que pour un million à la France; elle achète également pour 4 millions de fromages; l'Allemagne un million et l'Angleterre 10 millions, etc.

Il ne nous reste plus maintenant, par le tableau récapitulatif ci-dessous, qu'à constater les progrès réalisés ou non par la France et l'Allemagne et l'état où se trouvaient ces deux puissances dans leurs importations de denrées alimentaires en Italie pendant les cinq dernières années qui ont précédé la guerre.

FRANCE

**Denrées Alimentaires et Animaux vivants vendus par la France
à l'Italie**

Années	Valeur en milliers de lire
1909	36.593
1910.	53.346
1911.	53.191
1912.	29.584
1913.	19.460

ALLEMAGNE

**Denrées Alimentaires et Animaux vivants vendus par l'Allemagne
à l'Italie**

Années	Valeur en milliers de lire
1909.	8.290
1910.	4.945
1911.	7.029
1912.	15.063
1913.	11.560

L'Italie, dans ses ventes des mêmes denrées avec la France et l'Allemagne a obtenu, pendant la même période, les résultats suivants :

FRANCE

**Denrées Alimentaires et Animaux vivants
vendus par l'Italie à la France**

Années	Valeur en milliers de lire
1909	38.115
1910	51.060
1911	46.744
1912	48.835
1913	46.834

ALLEMAGNE

**Denrées Alimentaires et Animaux vivants
vendus par l'Italie à l'Allemagne**

Années	Valeur en milliers de lire
1909	79.370
1910	68.895
1911	83.165
1912	79.836
1913	105.872

Ce qui représente pour l'Allemagne, en faisant la moyenne des cinq dernières années, 15 % du total des exportations générales de l'Italie en denrées alimentaires pendant la même période et 6,9 % pour la France. L'importance que présente pour l'Italie la vente des produits agricoles en raison et des revenus qu'elle en tire, et du fait que la plupart de ces denrées sont périssables, est capitale pour elle; d'où nécessité de débouchés assurés et d'une exportation à moyens rapides. Le problème qui se pose est délicat et demande à être bien compris. Il faut assurer à l'Italie un écoulement normal des produits qui, en tout état de cause, devraient être refoulés, à titre de représailles, par l'Allemagne et l'Autriche, si les Alliés décident de suivre entre eux une politique douanière à tarif minimum pour certains de leurs produits. Il n'est pas douteux que l'Italie fera tous ses efforts pour conserver un revenu de plus de 200 millions fournis par les empires centraux à eux seuls, dont 100 millions payés par l'Allemagne, qu'elle tire de son agriculture sans grand travail et sans grande peine. La

soie et les denrées agricoles sont deux principales ressources naturelles, déjà fort intéressantes, et que les progrès de son agriculture et de son industrie rendront encore plus abondantes et plus riches.

CHAPITRE II

Matières premières nécessaires à l'Industrie

Minerais — Charbon — Soufre et Marbre — Chanvre — Coton —
Laine — Soie — Bois — Caoutchouc

Les chiffres des importations et des exportations générales de l'Italie pour les matières premières nécessaires à l'Industrie sont les suivantes :

IMPORTATIONS

Années	Valeur en milliers de lire
1895	452.366
1909	1.126.743
1910	1.180.194
1911	1.291.031
1912	1.384.137
1913	1.391.459

Soit, entre les chiffres extrêmes, une augmentation de 207 %.

EXPORTATIONS

Années	Valeur en milliers de lire
1895	174.877
1909	279.829
1910	276.256
1911	313.896
1912	349.786
1913	360.671

Augmentation de 106 %.

Les progrès considérables réalisés à l'importation des matières premières nécessaires à l'industrie et ceux intéressants à l'exportation sont une victoire pour l'Italie ; car, ainsi que nous l'avons vu, elle a donné non seulement tous ses soins, toute sa persévérance au développement de toutes les branches

de l'activité économique, sidérurgique et cotonnière, mais elle les a favorisées, jusqu'à l'extrême limite du possible, par des tarifs douaniers très protecteurs qui ont été souvent la cause de malentendus, de froissements et de représailles avec les autres nations. Quelque aient pu être les déboires, les excès, les erreurs, le résultat est là, précis, indiscutable, menaçant aussi, avouons-le, et répétons-le aux gens qui considèrent encore l'Italie comme un pays trop nouveau pour être un concurrent redoutable ; où le progrès industriel se trouve à l'état embryonnaire et où la pénétration commerciale des autres puissances, plus vieilles, est nécessairement obligatoire, exigée par son état d'infériorité. A ces gens-là, qu'il me soit permis de leur crier : Faites attention, ne vous laissez pas hypnotiser par son change, défavorable actuellement, par ses finances mal assises et en déséquilibre ; l'Italie, admirablement secondée par la houille blanche, qui ne lui fera jamais défaut, a pour elle un capital que la guerre a rendu plus précieux encore : *le Capital humain*, qu'elle saura maintenir chez elle et qui, grâce à son abondance et à son habileté, la mettra bientôt à même, non seulement de lutter, mais d'être redoutable.

SECTION I

Matières premières nécessaires à la vie industrielle et économique

« Ni fer, ni houille », telle est la conclusion de chaque étude consacrée à l'industrie métallurgique italienne. Est-ce tout à fait exact ? Du fer, l'Italie en a peu : l'île d'Elbe lui en procure actuellement près de 1 million de tonnes avec une production moyenne, depuis 1907, de 600.000 tonnes environ ; ensuite, si elle n'a pour remplacer la houille inexistante que quelques gisements de lignite, elle possède des chutes d'eau qui, actuellement, lui économisent un tonnage de charbon considérable et qui, aménagées, lui procureront une économie plus grande encore. Les installations électriques, surtout dans le nord de l'Italie, sont plus au point que les nôtres, et le jour est proche où tout le réseau du chemin de fer du

Piémont, de la Lombardie et de la côte de Gênes sera électrifié.

Nous pourrions citer également les centrales de Roja qui fournissent la lumière et l'énergie électrique du littoral depuis Vintimille jusqu'à Gênes. De Paderno, chutes de l'Adda qui alimentent Milan. Valcamonica, chute de l'Adamello, de Grossotto, de Cuneo, chute de la Majra pour la ligne Modane-Turin ; enfin, si l'anglo-romana n'avait pas eu à sa disposition les chutes célèbres de Tivoli, les plus humbles « Casa » du Trastevere n'auraient certainement pas l'éclairage électrique à si bon compte. La houille blanche ne fait pas défaut et, en 1916, on évaluait à Rome, dans les milieux industriels, à près de 1.500.000 chevaux la production de l'énergie distribuée par les Centrales italiennes. C'est un correctif au manque de houille, mais, néanmoins, quelles qu'en soient sa valeur et ses applications, l'électricité ne peut suppléer partout et, en tous les cas, au charbon indispensable pour les fonderies, les aciéries et les chemins de fer. Malgré toutes les difficultés et les obstacles naturels, le Gouvernement s'est attaché, avec une persévérance toute italienne, à résoudre le problème de la siderurgie nationale. Encore une industrie artificielle ! mais il a pensé, fort judicieusement, que si l'Italie voulait jouer un rôle de grande puissance, il lui fallait ne pas dépendre uniquement de l'étranger pour ses armements militaires, ses rails, ses locomotives, ses bateaux de guerre et de commerce, ses chaudières et ses machines.

En 1884, sous l'impulsion de l'amiral Brin, dont nous avons déjà parlé, les usines de Terni étaient construites et quand, deux ans plus tard, le premier rail sorti du laminoir, le duc de Gênes tint à saluer cette création nationale. Terni a grandi, le torrent Velino, aux eaux impétueuses, qui lui fournit une force électrique considérable, a aidé puissamment à son expansion. L'établissement s'est spécialisé dans les produits d'acier servant à la guerre et à la Marine. Il possède également de gros intérêts dans la fabrique de canons Wickers-Terni à la Spezia et dans la société siderurgique de Savone qu'il a créée.

En 1902, Elba était constituée et s'installait à Porto Ferajo, traitant le minerai de l'île d'Elbe. Piombino se développait

également et utilisait, comme Elba, les minerais de cette île ; puis, en 1905, l'Ilva était créée par l'Elba avec le concours de Terni et de Savona, au capital de 20 millions de lire ; désirant profiter du prix de faveur réservé, par la loi de 1901, aux minerais de l'île d'Elbe, exportés dans la région de Naples, elle installait ses fonderies à Torre-Anunziata et Torre Del Greco. Dès sa création, l'Ilva, qui n'était qu'une émanation de l'Elba, a paru comme la grande régulatrice du marché de l'acier et de la fonte italien et, en 1911, le trust de l'acier était formé, comprenant l'Ilva, l'Elba et Piombino, avec le soin, pour l'Ilva, de réglementer seule la production et la vente de l'acier et de la fonte. Terni n'en fait pas partie officiellement, les Aciere et Ferriere Lombarde non plus, mais profitent, néanmoins, des dispositions adoptés ; les petites industries, telles que les Ferriere Lombarde, Sestri, Savona, Galile, suivent également les impulsions données. L'industrie siderurgique italienne se trouve donc être dans les mêmes conditions que l'Industrie cotonnière, fortement caporalisée et disciplinée.

Au point de vue métallurgique, il n'est point douteux que l'Union des Industriels ait produit les meilleurs effets, d'abord immédiats par l'apport de 96 millions, que le Cartel reçut par l'entremise de la Banca Commerciale, des Caisses d'épargne et de la Banque d'Italie, somme qui lui permit de consolider ses dettes anciennes, de respirer un peu et de remettre à 5 ans le remboursement du prêt. Opération excellente pour les industriels faisant partie du Cartel. L'Ilva paracheva l'œuvre commencée en négociant, par l'intermédiaire de son comptoir de vente « Società Ferro-Acciaio » avec l'Union des Acieries allemandes, françaises et belges, la fin du Dumping System relatif à l'importation, en Italie, des fers en U et en T ; et en fixant, avec l'Union, la quantité des dits fers que l'Allemagne pourrait exporter en Italie, en 1913 et 1914, avec un relèvement de prix de 33 %. 40.000 tonnes jouissant de la majoration indiquée furent réservées à l'Allemagne avec une petite participation française. Un accord semblable fut conclu avec la Belgique pour 15.000 tonnes et avec l'Autriche pour 2.000 tonnes. L'Etat italien trouva très bien que son industrie de luxe fut assez habile pour suivre sa route seule, sans lui demander encore une nouvelle protection qui se serait produite

par une augmentation directe des droits de douane suffisamment élevés, puisque la fonte paye 10 lire à la tonne et l'acier, suivant le produit, de 60 à 90 lire la tonne, sans compter l'aide qu'il lui donne en ne lui faisant pas payer le minerai tiré de l'île d'Elbe et qui, exporté, lui rapporterait 7 lire 25 la tonne.

SECTION I

MINERAIS

IMPORTATIONS

Minerais métalliques et déchets de fer et acier

Les importations de minerais métalliques et de tournures de fer et acier ont donné en valeur les chiffres suivants :

ANNÉES	VALEUR	
	Minerais métalliques	Tournures de fer
1895	5.160.124 lire	12.152.624 lire
1901	6.068.840 —	13.437.000 —
1904	3.077.251 —	18.627.697 —
1909	5.017.024 —	37.471.815 —
1913	5.173.084 —	30.000.000 —

Les principaux minerais métalliques qui donnent à l'importation 5 millions, comprennent surtout les minerais et pyrites de fer qui donnent 48.000 tonnes en provenance d'Espagne, de la Turquie et de la Grèce. Les minerais de plomb, 10.000 tonnes environ, d'une valeur de 2 millions de lire, sont fournis par la Tunisie. Le byoxyde de Manganèse provient de la Russie, des Indes et du Brésil pour un tiers à chacune de ces nations pour 18.000 tonnes importées.

Mais le chiffre important aux entrées est constitué par l'aliment préféré des industries italiennes, les déchets et tournures de fer, fontes et acier, 3.500.000 quintaux en moyenne par an pour une trentaine de millions de lire. La France, en 1913, dépasse l'Allemagne de 70.000 quintaux, avec 783.410 quintaux contre 710.400 quintaux à l'Allemagne, mais elle

n'arrive que deuxième, avec une moyenne de 400.000 quintaux depuis 1895 contre 500.000 quintaux à l'Allemagne.

CHARBON

IMPORTATIONS

L'importation de la houille constitue un tribut énorme payé par l'Italie à l'extérieur, qui pèse lourdement dans sa balance commerciale, mais qui, étant donné le manque absolu de combustible, est un des indices les plus sûrs de l'activité industrielle du pays. La progression suivie à l'importation par le produit est assez éloquente par elle-même :

Moyenne des cinq dernières années :

1861-1872.	214.399 tonnes
1873-1877.	1.116.742 —
1878-1882.	1.768.000 —
1883-1887.	2.884.763 —
1888-1892.	4.004.225 —
1893-1897.	4.213.261 —
1898-1902.	4.896.665 —
1903-1907.	6.772.563 —
1908-1913.	9.345.432 —

A ce tribut, lourd par lui-même, par le fait de la valeur intrinsèque du charbon, s'ajoute celui du frêt. En 1911, le frêt Cardiff-Gênes était de 11 schilling 7 la tonne. En 1913, 9 schilling 5. L'Angleterre est le fournisseur attitré de l'Italie pour 86,6 % du total, l'Allemagne suit de très loin bien qu'en progrès constants ; la France n'occupe que la place à laquelle elle peut modestement prétendre.

ANNÉES	ALLEMAGNE	FRANCE
1895	25.384 tonnes	33.348 tonnes
1901	44.285 —	34.010 —
1904	70.174 —	38.677 —
1909	169.219 —	84.768 —
1911	442.985 —	170.565 —
1913	949.774 —	164.674 —

Les prix moyens du charbon sur wagon Gênes furent, en 1913, de 39 lire la tonne.

Les phosphates naturels importés en Italie offrent à la France, ou plutôt à la Tunisie, un débouché de 400,000 tonnes par an depuis 1905, d'une valeur de 16 millions, sur une importation totale de 450.000 tonnes. — Les 50.000 autres tonnes sont fournies par les États-Unis.

Les autres matières premières, qui forment à elles seules un total de 700.000 tonnes environ, sont constituées par les pierres à construction, à chaux, pierres réfractaires, sable et sont fournies, en grande partie, par la province de l'Istrie, en Autriche. La France en livre annuellement pour une valeur de un million.

MINERAIS

EXPORTATIONS

Si la houille et le fer sont en quantité négligeable, quelle est donc la richesse du sous-sol en Italie? Les minerais de zinc, les minerais de plomb, le soufre et le marbre.

Il n'y a pas lieu de tenir compte des 500 tonnes de lignites, de 3.000 tonnes de schistes bitumineux, mais il est intéressant de noter que les mines italiennes produisent, néanmoins, depuis 1909, un total en valeur de 98.000.000 de lire venant de 30.000.000 en 1895, répartis ainsi qu'il suit :

Soufre	Marbre	Minerais de fer	Minerais de zinc	Minerais de plomb
28.300.000	27.200.000	12.900.000	18.500.000	9.400.000

C'est évidemment peu en comparaison de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et la France, pour ne citer que ses voisines, mais c'est néanmoins quelque chose et les minerais de zinc, le marbre et le soufre surtout, bien qu'il ait été, dans les dernières années, concurrencé par l'exportation soufrière américaine, sont des produits à vente facile et assurée.

Voici les chiffres à l'exportation des minerais métalliques :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	275.000 tonnes	12.800.000 lire
1901	269.000 —	12.340.000 —
1904	320.000 —	15.624.000 —
1909	380.000 —	22.624.000 —
1913	370.000 —	24.178.287 —

Dans le groupe des minerais métalliques exportés, le zinc seul est intéressant et représente, en valeur, les $\frac{2}{3}$ de la somme produite par la vente à l'extérieur. Les minerais exportés sont les suivants :

1° Minerais et pyrites sulfureux : 48.000 tonnes provenant de la Société Montecatini qui, actuellement, tire de ses mines Massa et Follonica près de 300.000 tonnes par an;

2° Les minerais de plomb dont l'exportation a commencé en 1911 avec 16.000 tonnes environ. Ils sont embarqués à Cagliari (Sardaigne), à destination, principalement, de la France (12.000 tonnes) et de l'Allemagne (de 2.000 à 4.000 tonnes par an);

3° Les minerais et calamines de zinc avec 140.000 tonnes pour 19 millions de lire, extraits en Sardaigne et dirigés presque uniquement sur la Belgique qui en prend 103.000 tonnes et sur la France qui en achète 20.000 tonnes environ. L'Allemagne en importe 5.000 tonnes.

La vente du mercure, lequel provient de la Monte Amiata, a été depuis quelques années en augmentant.

Années	Mercure
1904	2.662 quintaux
1906	2.779 —
1908	5.647 —
1910	7.805 —
1912	9.926 —
1913	9.933 —

d'une valeur, à l'exportation, de près de 5 millions; l'Allemagne prend la moitié de la quantité exportée, la France de 200 à 500 quintaux actuellement.

SOUFRE

EXPORTATIONS

Les soufres sont plus importants que les marbres au point de vue valeur à l'exportation, 28.000.000 au lieu de 25.000.000 au marbre. Le Gouvernement italien est intervenu, à différentes reprises, pour coordonner la production et la vente du soufre. La loi du 15 juillet 1906 a constitué un syndicat obligatoire soufrier (Consortium Zolfifero), avec siège central à Palerme; le service de la caisse de ce syndicat est assuré par le Banco di Sicilia, qui doit lui prêter, à un taux très bas, les sommes nécessaires ne dépassant pas 2 millions, il est autorisé, en outre, à escompter et à faire des avances sur les certificats de dépôt de soufre se trouvant dans les magasins du syndicat créés, grâce à son appui, à Catania, Licata et Porto Empedocle, jusqu'à concurrence de 10 millions, à un taux très inférieur à celui de l'escompte courant et jusqu'à concurrence de 4/5 de la valeur. Depuis 1917, le consortium soufrier a le monopole exclusif de la vente du soufre avec obligation de satisfaire aux demandes dans l'ordre de préférence indiqué par le Gouvernement italien. Il est chargé, en outre, de répartir entre les différents propriétaires de mines siciliennes, le contingent de soufre, attirer la main-d'œuvre et de faire les avances. Le consortium a rendu à l'Etat italien et aux Gouvernements alliés, pendant la durée de la guerre, des services signalés, non pas tant seulement par l'aide qu'il a donnée à leurs représentants, que pour les renseignements et les facilités qu'il leur a procurés dans les achats de soufre, les frêts et les chargements à opérer dans des régions à main-d'œuvre peu maniable. Voici la progression de la production du soufre qui est légèrement régressive depuis 1908 :

ANNEES	Minerais de soufre	Soufre grege
1904	3.359.444 tonnes	527.563 tonnes
1905	3.760.534 —	568.927 —
1906	2.273.901 —	499.814 —
1907	2.786.765 —	426.972 —
1908	2.847.943 —	445.312 —
1909	2.827.455 —	435.060 —
1910	2.815.511 —	430.360 —
1911	2.682.766 —	414.161 —
1912	2.504.408 —	389.451 —
1913	2.452.474 —	386.310 —

Si la production sicilienne est en diminution, celle des Etats-Unis est en pleine progression :

1901	7.000 tonnes
1904	194.000 —
1912	308.317 —

L'exportation du soufre sicilien dans la Fédération Américaine s'en est ressentie dans les mêmes proportions ; elle était, en 1903, de 157.000 tonnes, en 1905, de 68.000 tonnes, pour tomber, en 1909 et en 1913, à 16.000 tonnes et à 1.028 tonnes.

Les chiffres de l'exportation n'ont pas suivi exactement ceux de la production :

1904	437.000 tonnes
1908	330.093 —
1911	398.591 —
1912	316.387 —
1913	351.339 —

La France en achète une moyenne de 90.000 tonnes, 118.000 en 1911 et 76.000 en 1913, pour une valeur de 7 millions environ.

L'Allemagne n'en importe qu'une moyenne de 32.000 tonnes, maximum, 38.000 tonnes en 1913, d'une valeur de 4 millions.

MARBRE

L'exportation des marbres bruts a donné les chiffres suivants :

Années	Tonnes
1895.	75.462
1901.	97.105
1904.	131.087
1909.	156.930
1912.	199.995
1913.	182.784

soit un accroissement entre les deux dates extrêmes de 143 %.

La production totale annuelle des carrières de marbre italiennes est de 500.000 tonnes ; en 1912, le chiffre de 522.000 tonnes fut atteint. Les Etats-Unis sont les meilleurs acheteurs,

la France et l'Allemagne se disputent la deuxième place, mais depuis 1911, l'Allemagne l'emporte.

ANNÉES	ALLEMAGNE	FRANCE
1895	9.823 tonnes	17.610 tonnes
1901	13.104 —	16.913 —
1904	18.316 —	21.195 —
1909	29.619 —	24.515 —
1911	27.853 —	27.499 —
1912	49.000 —	35.013 —
1913	39.000 —	33.000 —

BOIS

IMPORTATIONS

Il nous paraît inutile d'insister sur la nécessité où se trouve l'Italie d'importer de l'étranger le bois commun pour constructions et ouvrages ; les coupes sombres opérées sans plan, les ventes du début du Royaume, les nombreux troupeaux de chèvres ont réduit fortement ses forêts. En 1910, l'Etat s'est occupé sérieusement de la question du reboisement en créant un domaine public des forêts ayant, également, sous sa surveillance le domaine des communes, des départements et des sociétés privées, en accordant des primes aux plantations avec exonération d'impôts, pendant 15 ans, aux propriétaires. La Sardaigne, qui a de superbes forêts, mises à part, l'Italie n'a pas de bois, il lui faut donc acheter ce qui lui est nécessaire pour la construction et pour façonner les objets en bois ; l'augmentation assez forte de la valeur des importations indique nettement l'activité économique du Royaume et les travaux qu'il a entrepris. Voici les chiffres d'importation de bois en Italie :

IMPORTATIONS

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	454.585 tonnes	31.000.000
1901	633.650 —	36.000.000
1904	743.304 —	65.730.280
1909	1.024.328 —	99.380.000
1913	1.158.328 —	133.384.250

La nation qui fournit presque à elle seule les bois équarris ou bruts est l'Autriche, avec une moyenne annuelle de 1 million de tonnes, depuis 1916, d'une valeur de 100 millions environ ; la Roumanie vient après avec 30.000 tonnes, la France et l'Allemagne lui en livrent annuellement 12.000 tonnes environ. Pour les bois de l'ébénisterie, l'Allemagne occupe la 1^{re} place *ex-æquo* avec l'Angleterre, avec une moyenne de 15.000 quintaux sur un total de 60.000 quintaux importés. La France n'en fournit que 6.000 quintaux environ.

CAOUTCHOUC

IMPORTATIONS

L'industrie caoutchoutière a pris, depuis 1909, en Italie, un développement assez grand ; il est vrai qu'elle suit les progrès réalisés par les constructions automobiles. La maison Pirelli, bien connue sur le marché, ne se cantonne pas seulement dans la fabrication des pneumatiques, bandages et enveloppes, mais aussi dans celle des fils téléphoniques, câbles sous-marins, chaussures et articles de toilette. L'établissement Michelin, de Turin, filiale de celle de Clermont, ne fait que les pneus et bandages ; de même la maison Martini, ci-dessous les chiffres des importations :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895.	4.647 quintaux	3.345.000
1901	6.375 —	5.737.500
1904	6.688 —	6.189.000
1909	15.674 —	20.376.000
1913	28.443 —	25.890.000

Augmentation de 518.°/o aux quantités importées.

L'importation des matières gregges comprenait en 1913 :

	Quantités	Valeur
Gomme élastique gutta percha solide et liquide.	28.443	25.890.000
Déchets de gomme	4.354	300.000

Les 4/5 des gommes gregges sont fournis par le Brésil, le reste est partagé entre les colonies françaises en Afrique, l'Inde Britannique et le Congo Belge.

SECTION II

Matières premières nécessaires à l'industrie de la soie

IMPORTATIONS

De 1895 à 1910, la soie représentait, à elle seule, le tiers en valeur des exportations totales du royaume, évaluées à 1 milliard 400 millions ; de cette date en 1913, un peu plus du 1/4, sur une valeur totale moyenne de 2 milliards 200 millions. Le climat, l'abondance de la main-d'œuvre et son bas prix devaient réserver à l'Italie la suprématie en Europe de cette industrie, suprématie indiscutable. La France a essayé d'augmenter sa production au moyen de primes données, soit à l'élevage des vers à soie, 0,60 par kilo de cocon, soit aux filateurs, 5 fr. par kilo, soit aux tisseurs ou fabricants, par l'établissement d'un droit de douane de 3 fr. par kilo sur les soies ouvrées ou moulinées. Malgré ces avantages, notre sériculture n'a fait aucun progrès. Lyon, après avoir été le premier marché du monde, a dû céder la place à Milan, et l'Italie fournit, en moyenne, au marché de Lyon, depuis 1895, 10.000 quintaux de soie greggée, surtout celle de Messine, fort appréciée par les industriels lyonnais.

L'Italie a résisté mieux que la France à la démocratisation de la soie qui l'a fait exclure chez nous, pendant un certain temps, de la liste des tissus mondains, et à la concurrence des soies artificielles qui ont commencé à faire leur apparition sur le marché d'Europe, il y a une vingtaine d'années. Est-ce à dire que l'Etat italien ait puissamment aidé cette branche de production ? non ; où aurait-il pris l'argent pour payer des primes à la sériculture, à la filature ? Il a seulement protégé les tisseurs par des droits assez élevés. C'est tout ce qu'il a fait. La soie a pu jusqu'ici résister, mais elle a également souffert, l'industrie du moulinage principalement qui, avec 118 usines et 453 mille broches en 1885, ne comptait plus en 1913 que 77 fabriques et 142 mille broches.

Le droit prohibitif français sur les soies moulinées italiennes, en 1888, a eu pour résultat d'acclimater en Italie les filiales des grosses maisons lyonnaises. La compagnie

générale des soies installa les usines de Borbomanero, la maison Armandy et Cie, celle de Cateletto, Ticino, sans compter les capitaux lyonnais qui ont émigré et servent à aider des Firmes italiennes avec qui ils travaillent.

Quels sont les débouchés italiens ? Depuis que le Canada et les Etats-Unis ont fermé leurs portes, les tissus italiens ont envahi l'Argentine, le Chili et l'Angleterre, où ils nous font une âpre concurrence, surtout pour les tissus qu'on nomme taffetas, article italien incomparable. Le Syndicat des marchands de Lyon a publié la statistique de la production mondiale de la soie qu'il nous paraît intéressant de produire et qui montre l'augmentation globale de ce produit depuis 1895.

PRODUCTION TOTALE DE LA SOIE

Moyenne de 5 années	MILLIERS DE KILOGRAMMES			
	Europe	Levant	Extrême-Orient	Total général
1891-1895	5.518	1.107	8.670	15.295
1896-1900	5.220	1.552	10.281	17.053
1901-1905	5.312	2.304	11.476	19.002
1906-1910	5.459	2.836	14.917	23.912
1911	4.330	2.960	17.280	24.570
1912	4.982	2.233	19.750	26.965
1913	4.235			

CONSOMMATION MONDIALE DE LA SOIE

ANNÉES	MILLIERS DE KILOGRAMMES			
	Europe	Etats-Unis et Amérique	Divers pays (exclus la Chine et le Japon)	Total général
1903	12.001	5.100	861	17.926
1905	11.359	6.946	100	19.305
1907	13.881	7.125	1.536	22.542
1909	14.003	10.038	1.300	25.341
1911	13.516	9.215	1.323	24.054
1912	14.522	11.208	2.031	27.761

De l'examen des tableaux ci-dessus, il résulte que la production et la consommation vont en augmentant, sauf en Europe où la consommation seule a progressé pendant que la production décroissait régulièrement depuis une dizaine d'années. Les causes de cette diminution européenne sont

connues. La population rurale s'intéresse de moins en moins à l'élevage des cocons, pas aussi rémunérateur que les autres industries agricoles et trop intimement lié aux variations atmosphériques ; il ne faut pas compter que la production européenne puisse augmenter, sans doute, elle continuera à dominer le marché avec la qualité de ses scies, mais le jour est proche où l'Europe sera de plus en plus tributaire du levant et de l'Asie centrale. Prenons le Japon par exemple, qui, de 4 millions 619.000 kilogrammes exportés en 1905, passe à 10.620.000 kilogrammes en 1913, soit une augmentation de 130 %.

L'Europe, néanmoins, conserve pour la consommation industrielle de la soie la première place que l'Amérique lui dispute de plus en plus depuis 1909. En 1912, elle arrive à absorber 40 % de la soie produite dans le monde entier ; pendant que l'accroissement de la consommation industrielle de l'Europe, de 1903 à 1912, donnait 20 % d'augmentation, celle de l'Amérique atteignait 120 %.

La production européenne de la soie, en 1913, donnait un total de 4.235.000 kilogs. Quelle est celle de la France et de l'Italie ?

ANNÉES . . .	1911	1912	1913
Italie	3.540.000 kilos	4.105.000 kilos	3.490.000 kilos
France	350.000 —	505.000 —	402.000 —
Espagne	82.000 —	78.000 —	88.000 —
Autriche	263.000 —	294.000 —	350.000 —
Total	4.333.000 —	4.982.000 —	4.233.000 —

L'Italie produit donc, à elle seule, 82,3 % du total de la production de l'Europe. Quelle est sa production en kilogrammes de cocon pendant les cinq dernières années ?

Années	Cocons
1909	48.413.000 kilogrammes
1910	43.327.000 —
1911	38.325.000 —
1912	41.700.000 —
1913	32.830.000 —

L'agriculture italienne commence, elle aussi, à se désintéresser de cette branche d'activité, ce ne sont pas les primes

directes ou indirectes qui la stimuleront. L'Extrême-Orient est un concurrent redoutable ; le Gouvernement italien essaya bien d'augmenter le développement de la production de la matière première en Calabre, dans les Abruzzes, en Campanie et en Sicile ; la Calabre, mise à part, les autres régions n'ont pas donné de bons résultats, malgré les efforts de la station séricole de Padoue, à laquelle une somme de un million a été mise tout dernièrement à sa disposition pour recherches scientifiques. La sériculture italienne ne s'améliore guère.

Combien faut-il de kilogrammes de cocons dont les prix varient entre 2.50 et 4.40 le kilo pour faire un kilogramme de soie ? Une moyenne de 11 kilos. L'Italie a produit, en 1913, 4 millions 702.000 kilos de soie, suivant la répartition ci-dessous :

ANNÉES	Soie produite avec des cocons italiens	Soie produite avec des cocons importés	Total général
1909	4.251.000 kilos	1.410.000 kilos	5.661.000
1911	3.490.000 —	1.224.000 —	4.714.000
1913	3.540.000 —	1.620.000 —	4.702.000

IMPORTATIONS

Les importations de matières premières, cocons et déchets nécessaires à l'industrie de la soie, ont donné les chiffres suivants, en quantités et en valeur :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	33.654 quintaux	30.110.324 lire
1901	55.762 —	48.956.150 lire
1904	54.600 —	47.980.000 lire
1909	64.570 —	65.150.324 lire
1913	55.938 —	58.539.680 lire

L'importation des cocons secs et vivants se fait dans les proportions suivantes :

ANNÉES	Cocons secs	Cocons vivants
1912	45.470 quintaux	2.685 quintaux
1913	48.661 —	1.881 —

La Russie a toujours été le premier fournisseur de cocons avec une moyenne de 10.000 quintaux, — 12.983 en 1913. La Turquie d'Europe vient après avec 9.000 quintaux, la Turquie d'Asie 1.000 quintaux. La France n'en envoie plus que quelques sélections, 397 quintaux en 1903. De 1895 à 1906, nous en fournissions une moyenne de 5.000 quintaux, avec un maximum de 18.881 quintaux en 1901; depuis 1906, notre moyenne tombe à 3.000 quintaux, avec un maximum de 9.934 quintaux en 1911 et un minimum de 397 en 1913.

Les déchets de soie importés sont fournis par la France avec une moyenne de 2.000 quintaux.

SOIE

EXPORTATIONS

Ci-dessous les chiffres des cocons et déchets de soie exportés par l'Italie, valeurs et quantités :

ANNÉES	Quantités	Valeurs
1895	33.612 quintaux	27.312.500 lire
1901	26.750 —	24.560.130 —
1904	27.604 —	26.156.100 —
1909	29.786 —	19.238.000 —
1913	31.175 —	22.067.000 —

Les exportations italiennes de cocons et de déchets de soie après avoir progressé jusqu'en 1909 marquent, à partir de cette date, un temps d'arrêt. Ce que l'Italie exporte ce sont surtout les déchets de soie : 3.629 quintaux de cocons et 28.000 quintaux de déchets. L'Autriche seule achète presque tous les cocons; la France, la moitié des déchets avec une moyenne de 14.000 quintaux, la Suisse, les États-Unis et l'Angleterre prennent le reste.

SECTION III

Matières premières nécessaires à l'Industrie Textile

IMPORTATIONS

JUTE ET LIN

Voici les chiffres d'importation du jute et du lin :

ANNÉES	JUTE		LIN	
	Quantités Quintaux	Valeur lire	Quantités Quintaux	Valeur lire
1895	171.474	5.487.168	2.578	283.580
1901	248.678	9.947.120	1.276	165.839
1904	297.669	11.013.755	1.589	190.690
1909	419.774	33.581.920	21.524	1.834.150
1913	500.240	36.324.125	32.124	4.110.320

Le jute est importé des Indes Britanniques pour la totalité. La production du lin, dans le Royaume, donne une moyenne de 26.000 quintaux qui est loin de suffire à la demande intérieure; la Russie fournit la presque totalité avec l'Allemagne pour une très faible proportion : 1.229.000 quintaux en moyenne.

Le crin végétal est fourni presque exclusivement par l'Algérie : 97.162 quintaux sur un total de 105.958.

CHANVRE

La moyenne de production du chanvre en Italie est de 850.000 quintaux. Les importations de ce filament sont peu importantes. Voici les chiffres :

ANNÉES	Quantités	Valeurs
1895	2.130 quintaux	180.050 Lire
1901	19.534 —	1.758.060 —
1904	31.954 —	2.716.000 —
1909	42.121 —	3.580.285 —
1913	74.687 —	6.821.830 —

La culture du chanvre et sa production sont réparties entre les régions du Royaume dans l'ordre ci-dessous :

	1911 Quantités	1912 Quantités	1913 Quantités
Piémont.	19.900 quintaux	20.000 quintaux	20.300 quintaux
Lombardie	6.100 —	6.500 —	5.200 —
Vénétie	65.300 —	105.300 —	101.400 —
Emilie.	330.600 —	545.000 —	618.000 —
Toscane	1.000 —	700 —	4.100 —
Marches.	27.000 —	1.800 —	2.600 —
Latium	2.000 —	4.200 —	4.200 —
Campanie	233.100 —	255.500 —	184.000 —
Sicile	1.900 —	1.600 —	1.300 —

Les prix moyens, en Italie, suivant qualités oscillaient, avant la guerre, entre 141 lire et 98 lire le quintal. L'Italie n'en importe que des quantités très faibles. L'Inde Britannique fournit seule les sélections demandées par les industriels italiens.

CHANVRE

EXPORTATIONS

Nous avons vu les quantités de chanvre que récolte l'Italie ainsi que les régions qui le produisent ; il nous reste à donner les chiffres de l'exportation du chanvre en Allemagne et en France, sur une moyenne de sortie de 450.000 quintaux au total.

ANNÉES	ALLEMAGNE	FRANCE
1895	112.024 quintaux	102.480 quintaux
1909	184.408 —	108.830 —
1910	137.884 —	100.132 —
1911	121.313 —	66.180 —
1912	120.202 —	96.242 —
1913	142.312 —	93.689 —

L'Italie exporte également, chaque année, une moyenne de près de 6 millions de lire, depuis 1909, de la « Stoppa » de

chanvre et de lin, achetée pour 5 millions par l'Allemagne et 1 million environ par la France.

COTON

L'industrie cotonnière a été particulièrement protégée par le Gouvernement italien. La rupture, en 1887, des relations commerciales avec la France par l'établissement de tarifs douaniers prohibitifs sur certaines marchandises et principalement sur les filés et tissus de coton avait été, je ne dirais pas imposée, le mot est trop fort, mais désirée ardemment par le groupe cortonnier, faible numériquement, mais riche et plein de vitalité. Du reste, M. Eduardo Giretti, dans son livre sur les méfaits du protectionnisme, avoue franchement que les principaux profiteurs des tarifs de 1887 furent les cotonniers. Voici du reste les tarifs douaniers de protection accordés :

	1886	1888
Filés et chaînes de coton. .	37,59 le quintal	51 lire le quintal
Tissus purs et mélangés . .	98,31 —	123,15 —

L'industrie cotonnière sut profiter et prospérer; elle est devenue, en 1913, une branche d'activité économique très brillante, désireuse d'avoir, de plus en plus, le champ libre, c'est-à-dire des débouchés. Cette industrie avait pour elle deux éléments qui peuvent assurer le succès : une main-d'œuvre abondante et à bon marché, et la force hydraulique. Les ouvriers formés dans les filatures et les moulinsages de soie ont fournis le gros contingent de main-d'œuvre ; ils étaient payés de 0,70 à 1,10 par jour avec une moyenne de travail à cette époque de 12 à 13 heures ; pour quelques centimes de plus ils abandonnèrent la soie pour le coton. Les chutes d'eau, d'autre part, furent aménagées et le Piémont et la Lombardie virent s'installer chez eux les nouvelles usines et filatures. En 1880, on comptait 75.000 ouvriers et ouvrières et en 1913, 220.000 environ ; en 1876 il y avait 745.000 broches et 26.000 métiers, en 1913, 4.582.000 et 145.000 métiers.

L'Italie exportait, en 1895, pour 36.000.000 de lire de filés et de tissus de coton, en 1900, 64.000.000 et, en 1913, 200.000.000, soit une augmentation formidable de 465 %.

Pour faire vivre cette industrie, il a fallu que l'Etat acheta à l'étranger le coton, le charbon, les machines, dont 90 % sont venues d'Angleterre en supportant les droits de douane. Il a fallu également qu'elle trouva des débouchés et qu'elle luttât contre les cotonnades anglaises, allemandes et françaises. Quel a été le résultat de cette politique ?

En 1913, l'Italie avait presque le monopole de la vente pour la Turquie : juste récompense de sa persévérante ténacité et des gros sacrifices consentis.

Citons, en passant, quelques-unes des filatures importantes — *Cantoni* — *Cova de Milan* — le *Cotonificio Vali di Suza de Turin* — la manufacture de *Rivarolo* — celle de *Cuorgné*, dans le Piémont, et de *Busto arsizio*, en Lombardie.

Les industriels sont groupés en association, dont le siège est à Milan. Dès que se firent sentir, en 1907, les premiers symptômes de la crise qui, à cette époque, sévit sur tous les marchés et particulièrement en Italie et où au ralentissement des affaires se greffa une crise boursière assez grave, provoquée par la spéculation exagérée sur toutes les valeurs industrielles et principalement celles d'automobile, les fabricants de coton firent bloc pour tenir le coup de fortune. On réduisit les heures de travail et on imposa des jours de chômage. En 1913, l'Institut cotonnier fut fondé, sorte de cartel puissant qui se proposait de réglementer entièrement et la fabrication et la vente des produits de coton, son programme était impressionnant : proportionner la production à la consommation. Unifier les conditions de vente et de paiement, fixer les prix de vente. La guerre a éclaté et les industriels ont recommencé à travailler autant que leur permettaient leurs stocks, attendant sans hâte que l'état du marché les force à appliquer les résolutions adoptées.

Avant d'entrer dans les détails il nous paraît intéressant de signaler le tableau-journal très complet de l'industrie cotonnière italienne depuis 1902, qui a paru dans la première partie du « *Movimento Commerciale del Regno d'Italia* », pour

l'année 1913, publiée à Rome en 1914, et que nous reproduisons ci-dessous :

ANNO	Fusi installati in Italia	Cotoni sodi importati in Italia	Stocks di cotone per 2 mesi di lavoro	Stocks cotone dichiarati alla Federazione Internazionale	Aumento o riduzione dello stock cotone	Cotoni ridotti in filati dalla Filatura
	Millioni				Millioni kg.	
1902	2,7	145	18	—	—	145
1903	2,7	150	18	—	—	150
1904	2,7	155	18	—	—	155
1905	3,0	165	20	—	—	165
1906	3,3	183	22	—	—	183
1907	3,7	218	24	—	—	218
1908	3,8	207	25	58,50	—	207
1909	4,4	191	27	44,90	+ 13,60	205
1910	4,5	173	30	33,80	+ 11,40	184
1911	4,55	190	30	40,50	— 6,70	183
1912	4,6	214	31	42,00	— 1,50	213
1913	4,6	202	31	32,00	+ 8,00	210

ANNO	Filati prodotti calcolato 87 per cento sul greggio	Manufatti			Consumo interno (senza im- portazione)	Eccessi o difetti sugli stocks normali	Numero di abitanti	Consumo presunto per abitante calcolato sulla media risultante di kg. 3.5-
		esportati	importati	rimasti in Italia a disposi- zione del Consumo				
Millioni kg.								
1902	126	25	8	102	99	+ 3	33	3.0
1903	130	27	8	103	102	+ 4	33	3.4
1904	135	35	8	100	109	— 5	33	3.3
1905	143	35	7	108	124	— 11	33.3	3.4
1906	159	38	7	121	117	— 7	33.3	3.3
1907	190	85	6	155	122	+ 26	34	3.6
1908	180	30	5	150	122	+ 54	34	3.6
1909	177	41	5	136	128	+ 62	34.3	3.7
1910	160	43	6	117	128	+ 61	34.3	3.7
1911	159	60	6	99	133	+ 27	35	3.8
1911	185	53	6	132	136	+ 23	35	3.9
1913	183	67	6	116	140	— 1	35	4.0

Trois faits s'imposent à la méditation du lecteur :

- 1° L'augmentation des broches ;
- 2° Le ralentissement en approvisionnement de matières premières, depuis 1908 jusqu'en 1912 ;
- 3° La hausse continue et persistante, sauf en 1908, de l'exportation des filés et des tissus de coton et la diminution des entrées des mêmes matières.

La filature italienne comptait 2.700.000 broches en 1902, elle en a augmenté le nombre graduellement pour arriver à 4.600.000 en 1913. Pendant la même période, la France augmentait les siennes de 5.039.000 à 7.400.000 et l'Allemagne, de 8.434.000 à 10.162.000. L'exportation italienne passait de 24 millions de kilos en 1902 à 35 millions en 1907, pour descendre à 30 millions l'année suivante par suite de la crise mondiale provoquée par la surproduction et remontait à 41 millions en 1909, pour terminer à 67.000.000 en 1913.

L'Angleterre, qui avait été également touchée par la crise, mettait cinq années, en 1911 seulement, pour atteindre les chiffres de 1907. L'étape parcourue est belle et le tableau journal, publié plus haut, est le plus complet des certificats de satisfaction qui puisse être décerné à l'Italie.

Donnons ci-dessous les chiffres en quantités et valeur du coton en masse et déchets de coton que l'Italie reçoit de l'étranger :

ANNÉES	COTON EN MASSE ET DÉCHETS DE COTON	
	Quantités	Valeur
1895	1.074.628 quintaux	96.716.550 lire
1901	1.351.218 —	158.092.506 —
1904	1.547.666 —	185.699.520 —
1909	1.908.415 —	243.633.513 —
1913	2.032.000 —	336.731.682 —

L'importation du coton en masse et déchets donne, en 1913, un total de 2.038.808 quintaux importés en grande partie des Etats-Unis. Voici le tableau de provenance :

PAYS	1911	1912	1913
Etats-Unis . . .	1.133.720 quint.	1.724.339 quint.	1.480.488 quint.
Indes-Britanniques .	567.038 —	301.632 —	352.650 —
Egypte	160.078 —	86.902 —	103.635 —
Autriss pays . .	42.881 —	28.021 —	82.225 —

Le coton gregge, que l'Italie exporte, ne comprend exclusivement que les déchets de coton : 90.000 quintaux, en 1913, pour 7 millions. La France et l'Allemagne lui en achètent respectivement $1/4$ environ de la quantité exportée.

L A I N E

IMPORTATIONS

L'Italie n'a pas suivi, pour l'industrie de la laine, le mouvement de formidable augmentation que nous venons de constater pour le coton il y a un instant ; il semblerait être indiqué néanmoins, à première vue, qu'un pays agricole qui trouve chez lui une bonne partie de la matière première « au recensement de 1908 on constate 11.162.928 moutons » et chez lequel l'industrie de la laine est créée et développée depuis longtemps, fut susceptible d'un accroissement considérable et put devenir un pays exportateur ; le développement de cette branche d'industrie a été beaucoup plus lent et l'Italie, avec ses 360.000 broches de peigné, suit de très loin l'Angleterre avec 3 millions de broches et la France et l'Allemagne avec leurs deux millions. Bielle est le centre de cette industrie qui occupe près de 35.000 ouvriers ; les machines ont été fournies presque en totalité par l'Allemagne et une petite partie par la Belgique. La production en laine du royaume, calculée sur le recensement de 1908, donne un total de 12 millions $1/2$ de kilos, pour une valeur de 48 millions de lire : cela ne suffit pas, malgré l'appoint de l'étranger en laine brute à la consommation nationale. Les filatures importantes, comme celles de Borgo Sesia et Lanificio Rossi di Schio, ne peuvent suffire à la demande italienne ; les tissages, avec leurs 15.000 métiers, chiffre de 1913, luttent avec ardeur contre la concurrence des produits français et anglais que la tyrannie de la mode impose à l'Italie.

Les grands filateurs sont, depuis 1905, réunis en un consortium qui contrôle la production et la vente. Donnons les chiffres d'importation en quantités et valeur.

L A I N E

IMPORTATIONS

ANNÉES	MATIÈRE PREMIÈRE, LAINE, CRIN ET POILS	
	Quantités	Valeur
1895	77.857 quintaux	14.110.120
1901	100.234 —	24.956.140
1904	107.354 —	30.345.150
1909	158.500 —	51.883.400
1913	240.183 —	94.250.428

La France, pour les fournitures de laine brute, poils et déchets, arrive en tête de liste des nations exportant ces matières en Italie, d'une moyenne de 20.000 quintaux, de 1895 à 1900, a passé à 30.000 quintaux de cette date à 1913, et finit avec 31.242 quintaux en 1913, d'une valeur de 16 millions de lire. L'Allemagne ne fournit que les déchets de laine et poil, depuis 1895, son exportation est très régulière et sans variation notable entre 10.000 et 8.000 quintaux. En 1913, elle a fourni exactement 9.559 quintaux pour une somme de 5.788.000 lire. L'Angleterre dispute la première place à la France, parmi les nations européennes, avec une moyenne annuelle de 29.000 quintaux. L'Australie, l'Argentine et l'Uruguay sont des fournisseurs plus importants avec une moyenne, chaque année, de 30.000 quintaux.

Examinons, maintenant, les exportations de cette catégorie : laine brute, déchets en quantité.

EXPORTATIONS

Matières premières, laines brutes ou lavées	
Années	Quantités
1909 laine brute	19.296 quintaux
1909 déchets.	6.263 —
1910 —	15.363 —
1910 —	7.630 —
1911 —	18.287 —
1911 —	6.356 —
1912 —	16.821 —
1912 —	9.046 —
1913 —	19.284 —
1913 —	13.647 —

La France achète, en moyenne, depuis 1895, 2.000 quintaux de matières premières : 1.500 de laine brute et 500 quintaux de déchets. L'Allemagne en prend un millier de quintaux de plus que nous, chaque année, avec une grande régularité. L'Angleterre importe environ 5.000 quintaux.

Matières premières nécessaires à l'industrie du cuir

LES PEAUX

La consommation de la viande, en Italie, suit l'amélioration des conditions sociales et économiques. Sans doute le climat en interdit aux habitants, une forte consommation dans les pays du sud, mais, dans le nord, les habitants de la population ne diffèrent guère de celle de la France. Les Gabelles constatent avec satisfaction un accroissement assez considérable de l'abattage du bétail italien, en 1912 et en 1913, d'où augmentation, malgré son prix élevé, de la consommation de la viande; ce fait a deux causes : l'amélioration de l'élevage en Italie et un accroissement de la richesse et du bien-être. L'augmentation de la consommation de la viande jointe à l'importation, en Italie, de bêtes à cornes destinées à l'abattoir, influe sur les entrées de peaux bruts et sur leur exportation. Les différences en valeur, constatées à l'importation et à l'exportation, sont assez importantes pour certaines peaux bruts. Le temps me paraît assez éloigné où le chiffre des exportations l'emportera sur celui des importations, car au fur et à mesure du développement commercial et industriel de l'Italie, ses demandes et ses achats d'articles de cuir seront de plus en plus considérables.

IMPORTATIONS

Peaux bruts de	QUANTITÉS (Quintaux)				
	1909	1910	1911	1912	1913
Bœufs et vaches . .	185.999	213.182	245.245	211.001	215.960
Veaux	9.413	8.221	7.444	5.925	5.491
Chèvres	1.436	443	302	187	470
Moutons	26.144	13.100	11.941	14.130	19.370
Agneaux	1.056	18.839	3.275	3.060	2.436
Chevreaux	365	238	340	275	320
Autres fourrures . .	2.408	553	550	378	833

Les principaux pays importateurs sont hors d'Europe, les Indes Britanniques, l'Argentine, l'Australie et la Chine. Sur un total de 281.244 quintaux, ces pays exportent en Italie 200.000 quintaux environ, sur les 80.000 quintaux qui restent la France a fourni, en 1913, 24.962 quintaux pour 6 millions; depuis 1895, ses envois en Italie sont assez réguliers, 25.000 quintaux en moyenne; l'Allemagne n'a pas dépassé 3.000 quintaux annuels.

A l'exportation des peaux bruts, en 1913, dont le total est ci-dessous :

EXPORTATIONS

Peaux bruts de	QUANTITÉS (Quintaux)				
	1909	1910	1911	1912	1913
Bœufs et Vaches. .	161.936	157.548	131.830	159.182	218.152
Veaux	28.162	22.964	20.752	24.518	33.774
Chèvres	3.919	1.870	3.852	4.326	5.401
Moutons	4.884	2.622	4.619	4.613	3.547
Agneaux	9.854	11.303	10.137	10.596	10.101
Chevreaux	2.479	2.645	3.980	4.260	4.487
Autres fourrures. .	7.965	6.924	4.880	4.070	5.971

La France, avec 68.000 quintaux d'une valeur de 17 millions, occupe la première place des nations exportatrices, suivie de près par l'Allemagne et l'Angleterre avec 66.000 quintaux. La France, d'une moyenne de 15,000 quintaux, de 1895 à 1907, passe, de cette date à 1913, à 48,000 quintaux. L'Allemagne, avec une moyenne de 10.000 quintaux de 1895 à 1907, atteint également, après cette date, 31.000 quintaux.

A l'importation des peaux tannées, l'Allemagne occupe la première place avec une moyenne de 15.000 quintaux depuis 1906, d'une valeur de 25.000.000 sur 30.000 quintaux importés, la France en vend une moyenne de 5.000 quintaux depuis 1906. Les peaux tannées italiennes, d'un total de 7.000 quintaux exportés en 1913, sont articles destinés aux pays hors d'Europe, exception faite pour l'Autriche qui en reçoit une moyenne de 1.000 quintaux.

SECTION V

INDUSTRIES DE LUXE

**Matières premières,
Corail, Ivoire, Fleurs fraîches.**

Les importations de corail brut en Italie se maintiennent, depuis 1909, à une moyenne de 50.000 kilogr. d'une valeur de 5 millions fournis exclusivement par le Japon; l'ivoire et l'écaïl donnent une moyenne de 3 millions.

Le commerce des fleurs fraîches, que l'on récolte dans la province de Porto-Mauricio (Bordigheira, San-Remo et Rapallo), s'est développé rapidement. La récolte y est abondante et l'exportation, 30.000 à 40.000 quintaux annuellement, rapporte 15.000.000 de lire. L'Allemagne en importe la moitié et le reste, par parts égales, s'en va en France et en Autriche.

La place occupée par la France et l'Allemagne dans les importations et exportations italiennes en matières premières nécessaires à l'industrie dont nous avons donné le détail par catégorie, et en raison de l'intérêt qu'elles pouvaient présenter, est la suivante en milliers de lire :

IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE
EN ITALIE, EN PROVENANCE DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE

1909		1910		1911		1912		1913	
France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.
56.761	39.084	52.048	35.211	56.237	36.981	52.188	56.848	53.161	60.783

EXPORTATIONS D'ITALIE DE MATIÈRES PREMIÈRES NÉCESSAIRES
A L'INDUSTRIE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

64.541	48.241	66.472	45.327	65.793	61.950	71.282	68.562	78.796	70.687
--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

CHAPITRE III

PRODUITS DEMI-OUVRÉS

Les chiffres en valeur des importations de produits demi-ouvrés, pour l'Italie, sont les suivants :

IMPORTATIONS DES PRODUITS DEMI-OUVRÉS EN ITALIE

(en milliers de lire)

1895	1909	1910	1911	1912	1913
241.868	570.996	606.838	628.660	675.989	699.641

EXPORTATIONS D'ITALIE DE PRODUITS DEMI-OUVRÉS

(en milliers de lire)

368.709	617.253	590.310	533.320	579.215	599.444
---------	---------	---------	---------	---------	---------

C'est le chapitre réservé, à l'importation, aux produits chimiques, huile minérale et essence pour 1/3 en valeur ; à la soie traitée, gregge, et aux produits textiles demi-ouvrés pour 1/6 et à la fonte, fer et métaux préparés : nickel, bronze, aluminium, plomb, zinc pour 1/2. A l'exportation, à la soie, qui procure seule à l'Italie près de 400 millions de lire.

De ces trois principales catégories de marchandises, à l'importation, des matières demi-ouvrées, celle des produits chimiques a perdu beaucoup d'intérêt en raison du développement pris, pendant la guerre, par l'industrie chimique en Italie et du programme de production que s'efforceront de réaliser les Sociétés Colla e Concimi di Roma et Unione Concimi de Milan, et que leur permettront de réaliser la main-d'œuvre spécialisée et les capitaux abondants qu'elles ont immobilisés.

pendant la tourmente. Le marché de la soie gregge traitée, qui est sous la dépendance directe de la production de la soie indigène italienne, intéresse surtout l'Extrême-Orient, le principal fournisseur de soie gregge ; celui de la fonte et des divers métaux étaient un compartiment qu'accaparait de plus en plus l'Allemagne à notre détriment. Il appartient maintenant à nos fabricants d'essayer de la supplanter sur le marché ; mais qu'ils n'oublient pas qu'ils seront concurrencés très fortement par l'Amérique et l'Angleterre et que la lutte sera d'autant plus dure que l'Italie a été obligée de s'adresser, de préférence, à ces deux puissances, pour ses fournitures de métaux nécessaires à ses fabrications de guerre.

A l'exportation, c'est la concurrence entre Lyon et Milan, ouverte depuis 1887 et qui pourrait se dénouer par une entente entre les tisseurs italiens qui peuvent fournir, grâce à l'abondance de la main-d'œuvre, une matière première à des meilleures conditions que celles du marché de Lyon et les fabricants lyonnais qui finiraient les dits produits. Les pourparlers sont engagés, depuis près de deux ans, entre les Chambres de Commerce de Milan et de Lyon.

SECTION I

PRODUITS CHIMIQUES

L'importation des matières chimiques est intimement liée au développement industriel du pays ; l'Allemagne y avait une sorte de monopole, la France, hélas, ayant pour la plupart des marchandises qui y figurent, abandonné la concurrence et la lutte, obligée qu'elle était elle-même à faire venir d'Allemagne, la plus grande partie de ce qui lui était nécessaire.

Il nous paraît difficile d'entrer dans les détails des produits chimiques importés en Italie ; nous ne donnerons que les renseignements susceptibles de faire comprendre la place qu'occupait l'Allemagne dans ce commerce spécial. Commençons par les produits les plus importants en valeur :

	1895	1901	1905	1912	1913
Nitrate de soude gregge quintaux.	126.701	404.981	465.972	546.339	674.176
Chlorure de potassium quintaux.	27.665	34.532	35 186	81.529	70.606
Sulfate de potasse, quintaux.	10.150	14.114	18.138	134.660	94.539
Sulfate d'ammoniaque quintaux.	26.560	42.972	52.014	211.902	216.689
Engrais chimiques tonnes.	10.124	12.933	22.953	37.032	72.928

Comme les chiffres l'indiquent, en 5 ans, de 1895 à 1901, l'importation de la plupart des produits énumérés ci-dessus a doublé. L'industrie chimique italienne était née, progressait. La guerre en a fait une industrie très développée ; presque au point et fort redoutable pour l'avenir : Prenons, par exemple, le sulfate de cuivre importé d'Angleterre, indispensable à un pays viticole comme l'Italie, avec les chiffres de la production indigène comparés à ceux de l'importation :

ANNÉES . . .	IMPORTATION ET PRODUCTION EN QUINTAUX				
	1909	1910	1911	1912	1913
Importation. .	90.400	135.800	378.800	365.700	304.500
Production . .	285.500	362.400	436.300	523.100	619.950

Les engrais chimiques, dont nous fournissons le tiers pour une valeur de un million de lire environ, et le nitrate de soude gregge importé du Chili, en totalité, mis à part, l'Allemagne est pour le reste, la maîtresse absolue du marché, sauf pour le sulfate d'ammoniaque fourni pour les deux tiers par l'Angleterre.

Les autres produits ont suivi, à l'importation, la progression suivante :

PRODUITS	Quantités quintaux		Valeur en 1913
	1895	1913	en lire
Acide gras	980	3.407	2.640.000
Acide oléique	20.500	61.193	4.310.450
Acide stéarique.	19.850	9.203	1.020.139
Glycérine	3.650	7.609	1.398.000
Parafine solide	25.625	246.385	12.787.000
Potasse de soude caustique .	98.640	172.415	4.810.000
Carbonate de potasse	6.882	13.858	610.635
Carbonate de soude.	199.488	523.317	5.190.520

L'Allemagne, après avoir réussi à éliminer complètement l'Angleterre qui lui disputait la première place, a, depuis 1904, le monopole presque exclusif de toutes ces matières, ne laissant à la France et à l'Angleterre que les quantités tellement minimes qu'il n'y a vraiment pas lieu de s'y arrêter ; pour la France, les 2/3 du carbonate de soude et de la glycérine.

Pour ce qui est des produits chimiques, pharmaceutiques et les sels chimiques dont la valeur ne dépasse pas annuellement, à l'importation, 6 millions de lire, l'Allemagne n'a pas de concurrent. L'Italie importe, en moyenne, 50.000 kilos de sel quinine dont la moitié est achetée directement par l'Etat qui la revend par l'intermédiaire des dépositaires de « Sale e Tabacchi ».

Les produits chimiques de teinture ont détrôné tout l'arsenal des plantes et des racines. Les bois, racines, feuilles pour teinture et tannage proviennent, presque en totalité, de l'Argentine, pour une somme d'environ 30 millions par an, l'Algérie fournit les écorces et fruits pour teinture. Les couleurs dérivées du goudron ou d'autres substances bitumineuses représentant à l'importation, en 1913, une valeur de 20 millions de lire : de 34.000 quintaux en 1895, ces produits progressèrent fortement à partir de 1901, pour atteindre 61.886 quintaux en 1909 et se stabiliser à 50.000 en 1910, 1911 et 1912 pour finir à 56.556 quintaux en 1913. L'Allemagne fournit les 9/10 de ces matières. La France en envoie une moyenne de 1.000 quintaux. Pour les vernis sans alcool, avec ou sans huile

minérale, dont les quantités importées de 8.000 quintaux en 1895 ont passé à 25.000 en 1904 et à 30.000 à partir de 1910, l'Allemagne fournit les $\frac{2}{5}$, le reste étant partagé par parties égales entre la France et l'Angleterre.

PRODUITS CHIMIQUES.

EXPORTATIONS

Le quart de la valeur de toute l'exportation des produits chimiques, soit 19 millions de lire environ, est fourni par la vente des résidus vinaïres et de leurs dérivés chimiques.

PRODUITS	Quantités en quintaux		Valeur en 1913 en lire
	1912	1913	
Tartre gregge	85.946	82.850	8.756.150
Lie de vin	52.346	42.678	1.634.824
Crème de tartre	434	3.840	610.310
Acide tartrique.	25.250	28.462	8.150.000

L'Allemagne absorbe $\frac{1}{8}$ du tartre gregge, la moitié des lies de vin et le $\frac{20}{100}$ de l'acide tartrique, le reste est pris par l'Angleterre.

La France n'en reçoit que des quantités infimes, sauf du tartre gregge, dont elle importe environ 1 million de lire.

L'Italie exporte en moyenne 50.000 quintaux de citrate de chaux, d'une valeur de 6 millions environ. La France en achète pour 1 million $\frac{1}{2}$, elle vend également pour 10 millions en moyenne de plantes médicinales : écorces d'orange, suc d'agrumes, feuilles de laurier, etc., dont le tiers va en France et le reste en Allemagne.

PÂTE DE BOIS

L'importation de la pâte de bois ne présente de l'intérêt à l'importation que pour l'Allemagne et l'Autriche. La France ne fait que le commerce des « Stracci », déchets ou chiffons végétaux ou animaux. Il y a lieu de noter que les déchets de laine ou de coton servent de moins en moins à la fabrication du papier. On les retravaille pour récupérer le coton et la laine qui, une fois régénérés, servent à faire l'article bon marché. La France occupe le premier rang à l'importation des déchets avec un marché de 25.000 quintaux en moyenne,

maximum en 1902 de 41.000 quintaux et un minimum, en 1896, de 8.321 quintaux.

L'Allemagne suit de très près avec le même nombre de quintaux, mais le seul produit intéressant à l'entrée en Italie est la pâte de bois qui a progressé depuis 1895 de 520 % :

ANNÉES	PATE DE BOIS	
	Quantités	Valeur
1895	139.751 quintaux	3.745.000 lire
1901	267.901 —	7.950.000 —
1904	386.670 —	10.736.000 —
1909	574.547 —	16.329.000 —
1913	871.000 —	23.023.000 —

L'Allemagne est parvenue, en 1913, à enlever la première place à l'Autriche avec 328.000 quintaux contre 318.177 pour une valeur de 8 millions 1/2; de 1895 à 1901, l'Allemagne a livré une moyenne de 100.000 quintaux et de cette date à 1913 elle a atteint la moyenne de 250.000 quintaux.

Les produits industriels du papier sont le papier blanc ou teint. De 7.000 quintaux, en 1895, l'Italie en a importé 25.000 quintaux en 1913. L'Allemagne en fournit 70 %, la France 3.000 quintaux en moyenne. Les cartons sont vendus presque exclusivement par l'Autriche et le reste par l'Allemagne avec 13.200 quintaux.

SECTION II

FORGE, FERS ET MÉTAUX DEMI-OUVRÉS

IMPORTATIONS

PRODUITS	VALEUR EN MILLIERS DE LIRE				
	1895	1901	1904	1909	1913
Fonte en pain et en masse	11.156	17.390	15.924	24.630	23.116
Fer et acier de première fabrication, lamières et fil . .	14.124	20.001	29.350	33.156	32.161
Cuivre, plomb, nickel, aluminium et leurs alliages, en pains ou en feuilles	9.401	28.121	36.340	110.340	106.401
Argent gregge. . .	600	578	9.324	3.332	7.257
Or et argent mainé, cylindré et tréfilé.	2.909	2.045	2.573	2.150	3.437

La fonte gregge en pains donne à l'importation, en 1913, un total de 2 millions 216.000 quintaux pour 22 millions.

La production nationale italienne en a produit dans la même année 4 millions 197.000 quintaux, en augmentation de 300.000 quintaux sur 1912. Il est à remarquer que les Etats-Unis augmentent considérablement d'années en années leurs envois :

ANNÉES	1911	1912	1913
	43.214 quint.	109.203 quint.	189.299 quint.

mais ils n'occupent que la troisième place à l'importation en Italie, la première place étant prise sans contestation par l'Angleterre avec un million de quintaux, la deuxième place, par l'Allemagne avec 710.000 quintaux, venant de 104.000 quintaux en 1911, 50.000 en 1907 et 14.000 en 1895.

Le fer gregge, qui ne donne, en 1913, que 78.000 quintaux, avait atteint 525,467 quintaux en 1909, preuve des efforts et des progrès réalisés par la sidérurgie italienne. L'Allemagne conserve pour elle seule ce marché. Il en est de même pour les fers, les aciers laminés ou en verge, les métaux divers dont elle fournit les 5/6. La France, dans toutes ces catégories, n'arrive à en vendre que pour un million par an.

EXPORTATIONS

Aux produits demi-ouvrés exportés, deux méritent seulement une mention spéciale : les produits de cuivre et ceux de nickel. L'exportation des premiers progresse en Italie de un million en 1908 pour atteindre, en 1913, la valeur de 7 millions, la France en achète pour 2 millions environ depuis 1911 ; le nickel passe de un million également en 1908 à 3 millions en 1913.

SECTION III

SOIE OUVRÉE, TEINTE OU MOULINÉE

IMPORTATIONS

L'importation de la soie traitée, gregge ou préparée, provient pour la presque totalité, de la Chine et du Japon.

ANNÉES	Soie filée — peignée — teinte — déchets filés — soie artificielle	
	Quantités	Valeur
1895	20.920 quintaux	88.634.000 lire
1901	24.150 —	150.150.000 —
1904	26.634 —	140.350.150 —
1909	25.340 —	117.340.000 —
1913	33.368 —	119.231.675 —

La France exporte en Italie une moyenne de 1.500 quintaux, d'une valeur de 6 millions de lire. L'Italie, pays producteur de la soie, n'a pas échappé aux attaques de la soie artificielle qui, depuis 1905, surtout, a fait d'incontestables progrès. En 1909, la production mondiale de ce produit était évaluée à 5 millions de kilogrammes, en 1913 elle dépasse 8 millions. En Italie, cette soie pénètre lentement : 69.000 kilos en 1909, 280.000 kilos en 1911 et 357.000 kilos en 1913, la plus grande partie de ce produit est importée gregge, l'Allemagne est le plus gros fournisseur avec une moyenne de 100.000 kilos depuis 1900 pour 2 millions de lire. La France, après avoir devancé l'Allemagne, passe de 100.000 kilos à 76.000 en 1913 avec une moyenne de 85.000 kilos.

SOIE OUVRÉE

EXPORTATIONS

Les exportations italiennes de soie travaillée et traitée gregge après avoir progressé jusqu'en 1909, marquent, à partir de cette date, un temps d'arrêt.

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	69.124 quintaux	390.280.650 lire
1901	90.954 —	467.198.000 lire
1904	95.171 —	477.144.150 lire
1909	98.888 —	498.016.488 lire
1913	88.888 —	398.226.414 lire

La soie traitée gregge qui, en 1913, donne à l'exportation le chiffre de 80.000 quintaux, constitue, à elle seule, le plus gros revenu de l'Italie. Elle se subdivise en deux parties à peu près égales, comme quantités, en soie traitée gregge simple et en soie tressée. Voici les pays importateurs de ce produit en 1912 et 1913 :

PAYS	1912	1913
Suisse.	21.441 quintaux	21.288 quintaux
Allemagne.	23.308 —	19.434 —
États-Unis.	11.630 —	10.482 —
France	9.827 —	10.062 —
Russie	7.345 —	5.995 —
Autriche	3.151 —	2.746 —
Angleterre	1.686 —	1.836 —

L'Allemagne vient, en 1915, en diminution de 5.000 quintaux sur 1912, ce qui indique que les soies d'Extrême-Orient font aux soies italiennes une concurrence sérieuse; il en est de même de la diminution constatée aux États-Unis.

L'Allemagne importe, depuis 1895, une moyenne assez régulière, traitée gregge, d'une valeur de 110.000 millions, 21.000 quintaux avec un maximum de 27.000 quintaux en 1902 et un minimum de 18.669 quintaux en 1891. On constate des achats assez réguliers de la part de la France avec une moyenne de 10.000 quintaux pour 50.000.000 de lire, maximum 12.350 quintaux en 1916, et minimum 5.373 quintaux en 1896. Il y a lieu de noter également que sur les 80.000 quintaux de soie traitée gregge exportée, 3.000 le sont en exportation temporaire en Allemagne pour être teints.

Sur une moyenne de 12.000 quintaux de déchets de soie filée, qu'exporte annuellement l'Italie, l'Allemagne en absorbe le 1/6 et le reste s'en va aux Indes Britanniques et aux États-Unis.

SECTION IV

PRODUITS TEXTILES DEMI-OUVRÉS

Filés de Chanvre et de Lin

IMPORTATIONS

Voici les chiffres d'importations en Italie de ces produits :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	33.780 quintaux	9.250.000 lire
1901	41.350 —	12.848.000 —
1904	39.120 —	10.150.000 —
1909	51.340 —	16.980.000 —
1913	43.128 —	17.150.000 —

Les filés de lin et de chanvre sont fournis presque entièrement par la Belgique qui, en 1913, en a exporté 36.589 quintaux, d'une valeur de 14 millions. L'Autriche vend le reste, soit 3.000 quintaux environ.

EXPORTATIONS

Les filés de lin et de chanvre qui représentent la coquette somme de 10 millions, en moyenne, pour une exportation de 50.000 quintaux environ, sont achetés par l'Angleterre, la Belgique et l'Argentine, chacune pour deux millions. L'Allemagne en importe pour 1.500.000 lire et la France 60.000 lire seulement. Voici les chiffres d'exportation :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1912	84.196 quintaux	16.172.000
1913	95.498 —	18.150.000

FILES ET CHAINES DE COTON

IMPORTATIONS

Les filés et chaînes de coton ont donné, à l'importation en valeur et en quantités, les chiffres suivants :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	4.990 quintaux	1.723.000 lire
1901	4.488 —	1.539.000 —
1904	5.445 —	2.049.000 —
1909	6.092 —	2.346.000 —
1913	6.485 —	2.572.161 —

L'Italie peut se dire actuellement libérée de l'étranger à l'importation des filés et chaînes de coton. Elle en a néanmoins importé 6.845 quintaux en 1913 ; l'Allemagne en fournit plus de la moitié :

Années	Quantités
1895	2.140 quintaux
1897	2.494 —
1899	2.741 —
1902	3.073 —
1909	3.256 —
1911	3.740 —
1913	3.913 —

La France n'arrive qu'à une moyenne annuelle de 500 quintaux depuis 1895.

EXPORTATIONS

Les filés exportés comprennent 80 % de filés gregges, 6 % de filés blanchis et 14 % de filés teints.

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	10.863 quintaux	2.211.065
1901	90.000 —	19.500.000
1904	92.489 —	19.999.000
1909	99.444 —	26.946.000
1913	134.413 —	38.506.000

La Turquie en absorbe le quart, l'Argentine le 1/16. La Suisse, l'Autriche, l'Egypte et la Roumanie en importent une moyenne de 10.000 quintaux environ.

FILES DE LAINE

Laine teinte, préparée et cardée

IMPORTATIONS

Ci-dessous les chiffres à l'importation des laines demi-travaillées :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	66.150 quintaux	31.324.000
1901	61.212 —	32.016.000
1904	70.786 —	41.324.000
1909	84.320 —	54.980.000
1913	70.000 —	47.000.000

Aux produits demi-travaillés représentant un total de 70.000 quintaux en 1913, les laines peignées non teintées donnent, à elles seules, un total de 31.859 quintaux ; il est curieux de constater que depuis 1909, l'importation de cet article va en diminuant.

Années	Quantités
1909	76.295 quintaux
1910	73.311 —
1911	68.313 —
1912	66.398 —
1913	61.859 —

La France en a fourni, en 1913, plus de la moitié avec 32.707, d'une valeur de 19 millions de lire. Il y a lieu de noter qu'elle a toujours eu la première place, de 1895 à 1900, avec une moyenne de 30.000 quintaux et, de cette date à 1913, avec 35.000 quintaux. Elle a atteint, en 1909, le chiffre de 50.590 quintaux pour retomber, l'année suivante, à 28.997. L'Allemagne n'a pas varié avec une moyenne de 8.000 quintaux, maximum 11.318 quintaux en 1907 et, en 1913, elle en a fourni seulement 7.650 pour la somme de 4 millions 590.000 lire.

L'importation des fils de laine est insignifiante : 3.000 quintaux en moyenne. L'Italie se suffit à elle-même, l'Allemagne en a toujours exporté le 1/3 environ.

L'exportation des laines, teintées cardées et fils de laine est

insignifiante, 5.000 quintaux en moyenne, dont les 5/8 sont vendus à l'Argentine.

SECTION V

HUILES LOURDES, ESSENCES

L'importation des huiles minérales, goudrons et résines et des huiles végétales a donné, en quantités et en valeur, les chiffres suivants :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	200.824 quintaux	6.892.000
1904	364.890 —	13.950.000
1909	670.000 —	28.259.000
1913	999.824 —	59.990.000

Les huiles de résine et de goudrons, dont la moyenne importée pendant les 20 dernières années, donne le chiffre de 340.000 quintaux, en 1913, 633.000 quintaux dont 30.000 en moyenne pour la térébenthine, cette dernière fournie presque exclusivement par la France, avec une moyenne de 27.000 quintaux d'une valeur de 2 millions 1/2. Quant aux autres huiles de résine et de goudrons, l'Allemagne vient, en 1913, au 3^e rang des puissances importatrices après les Etats-Unis et la Russie. L'étape de hausse qu'elle a fournie est prodigieuse :

Années	Quantités
1895.	2.863 quintaux
1901.	3.097 —
1906.	10.387 —
1912.	66.317 —
1913.	76.913 —

D'une valeur de 3 millions de lire.

Les huiles de poisson sont fournies pour les 4/5 par l'Angleterre, le reste par la Norvège. L'importation totale de ces huiles est passée de 22.000 quintaux en 1895, à 68.966 quintaux en 1912 et 52.352 quintaux en 1913. La France en fournit une moyenne de 2.600 quintaux. Les autres huiles fixes végétales sont de provenance d'Angleterre et d'Amérique

pour 90 % du total. Les huiles de coton, de coco, de palme, d'arachide, ont donné, en 1913, un total de 267.000 quintaux; la totalité des huiles de coton est fournie par l'Amérique: 130.000 quintaux environ, les huiles de coco et de palme, en grande partie par la France qui reçoit la matière première de ses colonies:

Années	Quantités
1906	5.664 quintaux
1909	17.624 —
1911	20.641 —
1913	23.650 —

pour une valeur moyenne de deux millions de lire; il est à noter, pour l'huile de coco, que l'Allemagne avait pris place subitement dans ce commerce spécial, passant de 973 quintaux en 1911 à 1.489 quintaux l'année suivante et 12.784 en 1913.

ESSENCES

IMPORTATIONS

Les huiles volatiles et essences donnent, en moyenne, 110.000 kilos à l'importation. Elles se composent d'essences de rose, d'orange, citron et menthe, pour 2 millions environ. L'Allemagne est le principal fournisseur, passant de:

Années	Quantités
1895	21.493 kilogrammes
1901	27.158 —
1906	53.462 —
1912	80.144 —
1913	75.180 —

EXPORTATIONS

Voici les chiffres d'exportation des huiles volatiles et essences en kilogrammes et en valeur:

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	485.923 kilogrammes	7.531.806
1901	524.658 —	7.726.020
1904	652.484 —	9.834.305
1909	684.240 —	10.380.820
1913	605.000 —	25.195.000

Les exportations d'essences, comprenant principalement l'essence de citron, avec 456.950 kilos pour une valeur de 16 millions de lire; puis viennent l'essence de bergamote pour 4 millions, de menthe, un million, etc.

La France en importe plus que l'Allemagne avec une moyenne de 70.000 kilos, d'une valeur moyenne de 3.500.000 lire. L'Allemagne, 25.000 kilos environ; elle finit, en 1913, avec 74.000 kilos pour 2.900.000 francs environ.

SECTION VI

TABACS — TRESSES DE PAILLE

Les importations de tabac représentent, en quantité et en valeur, les sommes suivantes :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	162.270 quintaux	24.744.000
1901	209.816 —	28.744.000
1904	151.638 —	18.954.000
1913	225.287 —	31.990.000

Les importations de tabac en feuilles sont faites pour le compte de l'Etat et proviennent des Etats-Unis et de la Turquie en « spagnolette ». L'Allemagne, depuis 1905, en a fourni une moyenne de 4.000 kilos pour finir, en 1913, avec 6.340 kilos d'une valeur de 1.300.000 lire.

Les tresses de paille pour chapeaux, importées en Italie, donnent 7.826 quintaux, dont les 5/6 sont fournis par le Japon. A l'exportation, les diminutions s'accroissent d'années en années :

Années	Quantités
1895	13.659
1909	15.155
1910	12.587
1911	10.926
1912	8.648
1913	5.645

Faveur de mode, disent les Gabelles, on préfère les pailles japonaises; la France et l'Allemagne en prennent chacune annuellement le 1/5 exporté.

La place occupée par la France et l'Allemagne dans les importations et exportations des produits demi-ouvrés est la suivante en milliers de lire :

IMPORTATIONS EN ITALIE DES PRODUITS DEMI-OUVRÉS
EN PROVENANCE DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE

1909		1910		1911		1912		1913	
France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.
106.330	115.176	108.786	120.070	100.193	125.301	93.287	144.876	90.917	151.280

EXPORTATIONS D'ITALIE DES PRODUITS DEMI-OUVRÉS
A DESTINATION DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE

62.328	154.908	63.376	149.670	56.526	125.191	62.891	138.637	65.161	129.637
--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------

Les fournitures allemandes, pour les produits demi-ouvrés, représentent les 21 % du total général des mêmes matières importées en Italie et celles de la France les 16 %.

CHAPITRE IV

OBJETS FABRIQUÉS

A l'importation, trois groupes de marchandises se détachent de la catégorie des objets fabriqués et en constituent toute l'importance et la valeur; ce sont les produits textiles, les machines, appareils et instruments de toutes sortes, les articles de mercerie fine et commune, articles pour grands magasins, boutiques et bazars, que nous nommons, irrespectueusement, en France « Camelote allemande. »

A l'exportation, ce sont les mêmes produits qui l'emportent en valeur, sauf les machines et appareils qui n'ont qu'une place très secondaire. Ce chapitre est la consécration et l'affirmation du triomphe de l'Allemagne, qui, sur une importation moyenne des cinq dernières années, de 800.000.000 de lire, est parvenue à en fournir la moyenne de 375.000.000, soit 46 % du total importé, tandis que la France n'arrive qu'à livrer pour 118.000.000 soit 15 % du total.

Il y aurait lieu, pour nous, de prendre nos dispositions, de réformer nos procédés commerciaux et éviter de retomber dans les errements anciens si nous voulons reprendre une place plus digne de la France, de son travail, de son goût et de son ingéniosité, et lutter contre les concurrents alliés qui ont su étudier, à loisir, le terrain pour l'après-guerre, grâce à de nombreuses missions économiques très agissantes. Les chiffres en

valeur à l'importation et à l'exportation générale des objets fabriqués en Italie sont les suivants :

IMPORTATIONS DES PRODUITS FABRIQUÉS ACHETÉS PAR L'ITALIE
(en milliers de lire)

1895	1909	1910	1911	1912	1913
250.267	754.343	799.677	805.783	858.822	851.636

EXPORTATIONS DES OBJETS FABRIQUÉS VENDUS PAR L'ITALIE
(en milliers de lire)

184.576	175.099	600.800	706.028	743.962	798.000
---------	---------	---------	---------	---------	---------

SECTION I

TISSUS ET OBJETS TEXTILES

L'importation des tissus de chanvre et lin donne une moyenne de 13.000 quintaux et provient de la Belgique.

Voici les chiffres à l'exportation :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1912	168.774 quintaux	27.125.534 lire
1913	215.172 —	31.341.342 —

L'Argentine prend la plus grande partie des tissus de lin et de chanvre exportés, les 2/3 environ d'une valeur de près de 2 millions. Elle achète également les cordes, cordages, voiles, pour une valeur de 6 millions de lire. L'Argentine importe pour un million de lire de sacs et de ficelles.

TISSUS DE COTON

IMPORTATIONS

Ci-dessous les chiffres en quantités et en valeur des tissus de coton importés en Italie :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	45.970 quintaux	17.650.324 lire
1901	23.472 —	13.564.014 lire
1904	26.979 —	17.180.396 lire
1909	52.154 —	30.150.415 lire
1913	53.940 —	49.178.640 lire

Les tissus de coton et objets de coton importés ont eu des fortunes diverses ; après avoir fortement diminué dans la période de 1901 à 1905, ils se sont maintenus, à partir de 1909, à 50.000 quintaux. La raison de ces fluctuations est simple : la clientèle italienne, comme la nôtre du reste, réclamant souvent, par snobisme, quelques-uns des articles fabriqués à l'étranger. La France en a exporté une moyenne de 2.000 quintaux pour arriver à 2.734 quintaux en 1913. L'Allemagne, une moyenne de 10.000 quintaux. Pour les autres objets de coton, tels que fil à coudre, gants, tresses, velours, cordonnets, écharpes, tulles, etc., représentant à l'importation une moyenne de 20.000 quintaux, les $\frac{3}{5}$ sont fournis par l'Allemagne, le reste par l'Angleterre ; la France, hélas, n'envoie que quelques échantillons : 500 quintaux environ pour un million de lire.

TISSUS DE COTON

EXPORTATIONS

Les exportations italiennes des produits manufacturés offrent peu d'intérêt pour la France et l'Allemagne sinon à titre d'avertissement, car toute place prise par l'Italie, sur les marchés internationaux, est perdue pour elles ou tout au moins fort difficile à reconquérir. Près d'un quart du total des produits exportés est pris par la Turquie d'Europe et d'Asie, en 1910, 150.713 quintaux ont été dirigés sur elle pour un total de 448.722 quintaux exportés ; la guerre avec la Turquie ramena le chiffre ci-dessus indiqué à 7.096 quintaux seulement, mais le Ministère des Finances italien prétend que les produits de son pays sont, tout de même, parvenus à la Turquie en empruntant la route et les plombs de la douane autrichienne. En 1913, la paix étant conclue, les exportations vers ces pays reprirent leur cours normal, 154.213 quintaux. Voici, à titre d'indication,

le tableau des chiffres en valeur et en quantité des produits exportés :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	54.650 quintaux	26.634.000
1901	162.995 —	52.934.000
1904	244.088 —	84.819.672
1909	295.650 —	102.156.124
1913	534.381 —	210.167.784

Le tableau est suffisamment éloquent.

L'Italie, sans colonies et sans passé industriel, est parvenue, grâce à sa persévérance et à son labeur, à pénétrer sur les marchés internationaux et à y faire bonne figure, aidée puissamment, il est vrai, par son armée d'émigrants qui est un de ses meilleurs facteurs d'expansion coloniale. Vouloir le nier serait puéril ; nous nous sommes occupés déjà de l'émigration, cette plaie qui ronge l'Italie comme on a coutume de le dire ou de l'entendre dire, sans savoir au juste ni ce qu'elle est, ni ce qu'elle rapporte. Le résultat le voilà : 238.000.000 de lire récoltés un peu partout, grâce aux émigrants. Lorsque éclata la guerre de 1914, le marché balkanique commençait à être envahi par l'article italien, parce que le commerçant de ce pays, habitué à la clientèle méridionale, sait accorder les délais de paiement qui plaisent et faire la réclame qui convient.

Les tissus de coton exportés sont composés de :

	Quintaux	Proportion
Tissus lissés colorés	290.511	58,8 %
— — gregges	72.419	14,7 %
— — imprimés	69 564	14,1 %
— — blanchis	22.545	4,6 %
— — unis	22.523	4,6 %
Divers objets	15.815	3,2 %
	493.377	100

La Turquie et l'Argentine en reçoivent annuellement 1/4 chacune. L'Inde Britannique suit, avec une moyenne de 30.000 quintaux, puis viennent l'Erythrée, les Indes, la Grèce et la Serbie. La Tunisie en importe une moyenne de 7.000 quintaux, l'Allemagne 1.200 et la France 200.

TISSUS ET OBJETS DE LAINE

IMPORTATIONS

Les chiffres des entrées des tissus et objets de laine, en quantités et en valeur, sont les suivants :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	33.750 quintaux	29.390.000
1901	29.982 —	26.955.023
1904	32.340 —	30.324.556
1909	42.340 —	52.324.356
1913	44.324 —	60.313.095

Les tissus de laine proprement dits, qui donnaient en 1913 à l'importation un total de 29.181 quintaux, représentent, d'après les calculs des Gabelles italiennes, 10 % de la production annuelle nationale évaluée à 290.000 quintaux. Ce fait déplaît aux statisticiens italiens qui l'expliquent par l'engouement et les caprices de la mode et des clients exigeant, de leurs tailleurs, des draps allemands, anglais ou français.

Il est de notoriété publique que les fabricants italiens, pour satisfaire aux exigences de leur clientèle, envoient en France, en Allemagne ou en Angleterre, une certaine quantité de tissus fabriqués qui leur reviennent avec les plombs de la douane. Le drap est vendu ensuite en Italie, comme drap anglais, allemand ou français, à des prix plus élevés. Tout le monde est satisfait. A l'importation des tissus, l'Allemagne et l'Angleterre se querellent pour la première place, avec une moyenne annuelle de 11.000 quintaux, d'une valeur de 21 millions de lire. La France vient bien loin en arrière avec 5.000 quintaux environ, chiffre qu'elle n'a pas augmenté depuis 1895, pour 5 millions de lire.

Les autres objets de laine, qui clôturent la liste avec 9.377 quintaux, comprennent les feutres, tapis, couvertures, écharpes, etc... La moitié des feutres importés vient d'Allemagne, 1.000 quintaux sur 2.000 pour une somme de 1.844.000 lire. Elle fournit également la moitié des tapis sur un total de 3.865 quintaux et les autres objets dans la même proportion. La France vend 650 quintaux de tapis et 367

quintaux d'objets cousus environ. Examinons maintenant le chiffre des exportations.

Années	Quantités
1909.	12.573 quintaux
1910.	15.620 —
1911.	19.024 —
1912.	21.324 —
1913.	31.450 —

Les 5/6 des produits manufacturés sont envoyés en Argentine. L'Angleterre prend le tiers des feutres, la France 8 quintaux sur les 3.918 exportés en 1913.

TISSUS DE SOIE

IMPORTATIONS

Les chiffres de l'importation des tissus de soie en quantités et en valeur sont les suivants :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	2.676 quintaux	20.946.414
1901	3.019 —	23.952.108
1904	3.328 —	25.328.513
1909	4.124 —	33.154.000
1913	5.180 —	44.789.022

La France tient la première place à l'importation des tissus de soie pure avec une moyenne, depuis 1909, de 40.000 kilogrammes, d'une valeur de 3 millions de lire. L'Allemagne suit avec 30.000 kilos, puis vient le Japon avec 20.000. L'Allemagne est un fournisseur important de tissus de soie mêlée avec une moyenne de 20.000 kilos contre 15.000 à la France qui l'importe avec les tulles, velours et galons, et les objets cousus avec 20.000 kilos d'une valeur de 10.000.000 de lire, contre 10.000 kilogrammes à l'Allemagne.

TISSUS DE SOIE

EXPORTATIONS

Ci-dessous les chiffres à l'exportation :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1895	4.530 quintaux	31.924.540
1901	11.739 —	75.499.839
1904	12.043 —	77.185.773
1909	13.652 —	84.654.126
1913	17.568 —	109.887.151

Les tissus de soie pure vendus à l'étranger sont évalués, depuis 1909, à 900.000 kilos, d'une valeur de près de 64.000.000 de lire. C'est l'Angleterre qui en achète plus de la moitié avec une moyenne de 500.000 kilos. On comprend mieux les angoisses des fabricants de tissus de soie italiens à la nouvelle que l'Angleterre aurait songé à l'établissement d'un droit à l'entrée chez elle de 10 à 15 % pour les tissus mêlés et de 12 à 13 % pour les tissus purs. Nous pouvons ajouter que les tissus de soie mêlée sont exportés également pour une moyenne de 500.000 kilos environ. L'Angleterre en reçoit le tiers. Les galons, écharpes, tresses exportés représentent 150.000 kilos et sont achetés, en grande partie, par l'Angleterre, les 2/3 environ.

SECTION II

Objets de fer, Fonte et Acier fabriqués, Machines, Instruments d'Optique

IMPORTATIONS

OBJETS	Valeur en lire				
	1895	1901	1904	1912	1913
1° Fonte travaillée, fers et aciers préparés.....	2.539.000	3.499.000	3.700.000	12.013.805	10.878.554
2° Rails et traverses.....	829.000	5.848.000	2.073.000	1.865.000	1.108.932
3° Tubes en fer et acier.	1.377.000	2.022.000	2.794.000	4.805.000	4.888.000
4° Ustensiles et produits de fer et acier.....	9.360.000	18.949.000	20.639.000	75.700.000	70.743.000
5° Produits de cuivre, bronze, plomb et zinc.	10.972.626	6.928.000	9.154.000	22.329.000	19.819.000
6° Armes.....	850.324	911.000	1.203.000	3.458.790	3.309.110
7° Chaudières, machines, appareils et pièces détachées.....	36.840.324	70.324.000	86.154.000	150.739.000	131.371.000
8° Instruments de précision et d'optique....	5.868.321	20.730.000	24.639.000	73.379.000	75.786.000
9° Lampes électriques..	880.000	950.000	3.240.000	8.925.000	9.340.000
10° Montres, pendules et horloges.....	7.890.000	8.020.000	11.324.000	18.179.000	12.413.000

L'Allemagne domine nettement le marché aux catégories 1^{re}, 2^e et 3^e, depuis 1900, suivie de très loin par l'Angleterre et la Belgique, marché qu'elle a accaparé pour plus des 5/6. Le commerce italien, au fur et à mesure du développement sidérurgique, tendra à devenir moins intéressant à l'importation ; les rails et traverses en sont un exemple, l'Italie se suffit presque à elle-même ; elle en exporte, les petits rails Decauville par exemple, qu'elle envoie en Tunisie. Elle soutient la lutte dans la fabrication des tubes en fers ou aciers, grâce, il est vrai, au concours de la « Tubi Mannesmann », succursale allemande dont la production était déjà fort importante en 1913 et qui, mise sous séquestre et dirigée par les ingénieurs italiens, a rendu les plus grands services au Gouvernement pendant la guerre.

Les ustensiles et autres produits de fer et acier, désignés généralement sous la rubrique de « objets de seconde fabrication », comprennent les ustensiles de toute sorte, objets de cuisine et instruments pour artisans ; ils sont fournis, depuis 1895, dans la proportion de 4/5 par l'Allemagne ; la France arrive péniblement à placer pour 6 millions environ de ces objets depuis 1900. Une légère amélioration au compte de la France à la catégorie comprise sous le n° 5 (bronze, plomb, zinc), 3/5 seulement à l'Allemagne. La France occupe une meilleure place aux produits en cuivre, bronze et laiton, avec 4.000 quintaux d'une valeur de 15.000.000 et à ceux de zinc avec une fourniture moyenne de 25.000 quintaux pour 25 millions.

L'importation des chaudières et machines et leurs pièces détachées, donne, en 1913, un total de 798.000 quintaux d'une valeur de 132 millions de lire, en forte baisse sur 1909, où l'importation avait atteint 1.200.709 quintaux pour 143 millions. L'Allemagne en a fourni la moitié environ pour plus de 70 millions. L'Angleterre, 158.000 quintaux et 24 millions. En 1895, l'Allemagne, sur 289.192 quintaux importés, en livrait seulement 73.121, l'Angleterre 144.000, la France 7.650. En 1899, l'Allemagne reprenait la première place sur l'Angleterre qu'elle n'a jamais abandonnée depuis. Sur un total de 413.000 quintaux, elle figure pour 147.000 et l'Angleterre 135.000. La France, 16.000 quintaux. En 1904, sur 659.000

quintaux importés, l'Allemagne arrive à en livrer 274.275. L'Angleterre 205.000, la France reste immuablement à 16.382 quintaux. En 1909 et 1910, sur une moyenne de 1.100.000 quintaux, l'Allemagne vient avec 520.000 quintaux, l'Angleterre avec 200.000. La France fait un effort et atteint 30.000 quintaux, chiffre qu'elle a encore, en 1913, ex-œquo avec la Belgique pour 3.500.000 lire.

Aux instruments de précision, de calcul et d'optique, l'Allemagne, sur un total importé de 75.000.000 de lire, en fournit 47.000.000, 6 pour la France et autant pour l'Angleterre et les Etats-Unis.

L'Allemagne, sur les 9 millions en valeur de lampes électriques, prend 5.400.000 pour elle, l'Autriche 2 millions et la France 130.000 lire.

Les bijoux et objets en or et argent, représentent une valeur de 32.000.000. L'Allemagne en vend pour 24 millions et la France pour 2. Les touristes peuvent être maintenant convaincus que les souvenirs et bijoux qu'ils rapportent d'Italie sont bien de fabrication nationale. La Suisse, sur 12 millions en valeur de montres et pendules importées, en fournit 11 millions.

EXPORTATIONS

L'Italie a exporté, en 1913, pour 105 millions de marchandises rentrant dans les catégories suivantes :

OBJETS	Années 1912-1913	Valeur
1° Produits fabriqués, rails	1912	2.110.000 lire
	1913	2.479.000 —
2° Ustensiles, objets de fer et acier	1912	13.350.342 —
	1913	10.766.678 —
3° Machines et chaudières	1912	23.022.275 —
	1913	25.697.328 —
4° Instruments de calcul et précision	1912	16.222.640 —
	1913	16.117.620 —
5° Objets d'or et d'argent	1912	6.002.150 —
	1913	4.842.350 —

Les ustensiles, objets de fer et acier, sont absorbés par les Amériques du Sud. Il en est de même pour les machines et chaudières; la France achète pour un million environ de

moteurs, dynamos et ventilateurs et, pour la même somme d'appareils de précision ; le reste est vendu à l'Argentine.

VÉHICULES ET OBJETS DE CAOUTCHOUC

Les importations et les exportations n'offrent d'intérêts, actuellement, pour les véhicules qu'aux seules voitures automobiles. Avant le rachat total des chemins de fer par l'Etat italien en 1906, les importations de voitures et fourgons représentaient une somme variant de 10 à 15 millions. La dernière commande date de 1906, comprenant 6.000 wagons. Depuis cette époque, grâce à l'augmentation et à la capacité industrielle qui va sans cesse s'augmentant, la fabrication indigène arrive presque à satisfaire les commandes de l'Etat pour ses voitures de voyageurs et ses wagons de marchandises. Nous nous occuperons seulement des voitures automobiles dont ci-dessous les chiffres à l'importation :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1906	631	5.222.000
1907	466	3.798.000
1908	257	2.220.000
1909	328	3.912.000
1910	398	4.580.000
1911	686	6.728.000
1912	1.107	10.549.000
1913	1.368	13.822.000

Les dépressions à l'importation, observées principalement en 1908, 1909 et 1910, sont consécutives à la crise boursière provoquée par la hausse exagérée des titres automobiles italiens, et par la dépression économique dont les effets se firent sentir, à cette époque, sur tous les marchés européens, d'où diminution des achats et contraction de la production. L'industrie automobile italienne pourtant, qui avait été considérée avec dédain lorsque furent lancées les premières voitures, est devenue extrêmement puissante. Il nous a été donné de juger par nous-mêmes du développement de cette industrie qui fait la richesse de Turin, mais on peut, d'ores et déjà, affirmer que l'Italie, non seulement n'a pas besoin de l'étranger pour les voitures auto-

mobiles quelle qu'en soit la nature ou la force, mais qu'elle est capable, si la matière première ne fait pas défaut, de concurrencer, dans une large mesure, les autres marques européennes. La Fiat avec ses 35.000 ouvriers, ses ateliers et usines à outillage le plus perfectionné et renouvelé, ses ateliers de carrosserie, était arrivée à produire, pendant la guerre, 60 châssis automobiles chaque jour. Les Spa, Itala, Scat ont également suivi le mouvement et les augmentations successives de leur capital indiquent que les bénéfices réalisés, que l'on a immobilisés, ont été intéressants.

L'industrie automobile, après les grèves qui ont éclaté à Turin, en 1907, et la spéculation qui, à cette époque, a fait hausser les titres des valeurs automobiles en se basant uniquement sur les victoires sportives, paraît être au point aujourd'hui et capable de satisfaire à toutes les exigences industrielles. Un point noir cependant au tableau : la concurrence américaine, avec les machines faites en séries et leurs prix modiques ; elles ont occasionné, en 1913, un fléchissement aux exportations et une augmentation aux importations. La France et l'Allemagne se partagent le marché d'importation en quantité et en valeur égales, laissant deux millions aux Etats-Unis et quelques centaines de milliers de francs aux autres pays. A l'exportation des voitures automobiles, dont le détail est ci-dessous, l'Angleterre achète à l'Italie pour 8 millions d'automobiles et la France pour 4 millions, le reste s'en va en Argentine, au Brésil et en Russie :

ANNÉES	Quantités	Valeur
1906	797	11.000.000 lire
1907	1.293	19.000.000 —
1908	1.572	27.000.000 —
1909	2.158	22.491.000 —
1912	3.193	35.786.000 —
1913	3.033	31.875.000 —

L'Angleterre aux motocyclettes et l'Allemagne aux pièces détachées pour bicyclettes sont presque les seuls fournisseurs, sur une moyenne totale d'importation de 7 millions de lire. L'achat de navires étrangers représente, exceptionnellement, en 1913, 179.000 tonnes en lourd pour 26 millions de francs

contre 99,000 tonnes en 1912, 30.000, 47,000 et 68.000 en 1911, 1910 et 1909. L'Angleterre est le principal vendeur.

Les produits de caoutchouc manufacturé donnent, à l'importation, un total de 28.000 quintaux pour 30 millions environ, comprenant : pneus, bandages, objets de toilette et de voyage. L'Allemagne en fournit pour 17 millions et la France 7 millions.

A l'exportation, les mêmes produits ont atteint, en 1913, les chiffres de 34.000 quintaux d'une valeur de 51 millions sur lesquels les pneus et bandages donnent, à eux seuls, 27.000 quintaux. Sur ce total l'Allemagne prend 8.000 quintaux et la France 4.000.

SECTION III

OBJETS DE MERCERIE FINE ET COMMUNE

Cette section comprend les « Ogetti diversi », objets des plus divers en effet, depuis les œuvres d'art et de collection, jusqu'aux articles de mercerie et de bazar. L'Allemagne excelle dans la fabrication de ces derniers objets; nous en étions inondés avant la guerre, ne nous étonnons donc pas de la trouver ici maîtresse presque absolue du marché. Les chiffres à l'importation en valeur sont les suivants :

Années	Valeur
1895	16.346.000
1901	23.281.000
1904	31.733.153
1909	41.868.675
1913	59.049.983

Les importations comprennent les objets ci-après désignés :

OBJETS	Valeur en milliers de lire	
	1912	1913
Pellicules cinématographiques. . . .	14.450	13.525
Autres marchandises communes . . .	27.207	27.114
Éventails.	1.217	1.162
Articles d'ornement.	885	674
Instruments musicaux.	4.672	4.765
Fils électriques.	2.846	3.137
Celluloïd.	2.684	2.465
Casquettes et chapeaux	3.804	3.301
Fleurs artificielles	1.290	931
Ombrelles et parapluies	1.212	1.007
Objets de collections	873	969

Mettons ensemble les pellicules, les autres marchandises communes, les éventails et les articles d'ornement qui donnent à l'importation, en 1913, 3.811 kilos d'une valeur de 42 millions 1/2; l'Allemagne fournit, à elle seule, 2.247.000 kilogrammes. La France, seulement, 635.444. Voici du reste les chiffres comparés pour ces quatre marchandises :

PAYS	EN KILOGRAMMES				
	1895	1901	1904	1909	1913
France	204.800	255.177	324.695	632.647	635.444
Allemagne.	350.336	434.494	746.675	1.639.350	2.247.654

Même proportion pour les instruments de musique : pianos, orgues et harmoniums. Les fils électriques et le celluloïd sont fournis presque exclusivement par l'Allemagne. Heureusement que les articles dits « de Paris » donnent à la France la première place pour les casquettes et chapeaux dont elle fournit la moitié. Elle passe après l'Allemagne aux fleurs artificielles et aux fournitures de mode; aux ombrelles et objets de collection, elle ne figure même pas. L'Allemagne est le seul fournisseur.

A l'exportation des divers objets énumérés plus haut et qui, en 1913, a fourni à l'Italie près de 85.000.000 de lire, nous ne donnerons que les principaux clients.

L'Angleterre achète généralement pour 4 millions de pellicules cinématographiques. La France, 2 millions. L'Allemagne est un bon client pour les instruments musicaux, genre orgue de barbarie : 600.000 lire par an. Elle importe également pour 3 millions de chapeaux de paille. La France est la première cliente des objets de collection artistiques, 4 millions de lire par an; l'Allemagne, 1.500.000 lire seulement.

Les meubles importés donnent un total de 43.000 quintaux d'une valeur de 7 millions de lire. L'Autriche en fournit la moitié et l'Angleterre, avec l'aide de l'Allemagne, le reste.

A l'exportation, la France achète quelques meubles : 4.000 quintaux en moyenne, de 1895 à 1903; et 5.000 quintaux, de cette date à 1913, d'une valeur de 4 millions de lire. L'Allemagne n'en prend qu'un millier de quintaux annuellement. Notons également que sur les tonneaux exportés, d'une

capacité de 720.000 hectolitres, la France et l'Autriche se partagent le lot pour 2 millions chacune.

Les produits de lithographie et gravure, dont le total importé atteint 4 millions, sont fournis pour les $\frac{2}{3}$ par l'Allemagne. La France envoie quelques gravures et cartes postales pour 400.000 lire environ. Par contre, à l'importation des livres et journaux, elle vend une moyenne de 2.000 quintaux pour un million. L'Allemagne, 1.000 quintaux seulement.

Le savon, à l'importation, donne 50.000 quintaux environ, d'une valeur de plus de 3 millions, fourni presque exclusivement par la France. Notre exportation est passée de 3.833 quintaux en 1895 à 14.000 en 1904 pour atteindre 58.000 en 1912. Les exportations d'Allemagne, pour le savon, représentent, depuis 1895, une moyenne de 2.000 quintaux.

OBJETS DE CUIR FABRIQUÉS

IMPORTATIONS

Aux objets divers en cuir à l'importation, la plus importante est celle des souliers, dont le nombre, depuis 1911, s'est élevé à un million de paires, d'une valeur d'environ 15 millions. Les souliers d'Angleterre sont fort appréciés par la clientèle riche, aussi l'Angleterre fournit-elle la moitié du total importé, suivie par l'Allemagne et l'Autriche avec 150.000 paires. La France, 40.000 paires, pour un million environ.

Les autres objets de cuirs, trousses, portemonnaies, valises, etc., sont fournis par l'Allemagne pour moitié. La France, quelques lots sans intérêt.

Aux objets de cuir et peaux fabriqués exportés qu'il est utile de signaler, les gants de peau seuls retiennent l'attention avec une moyenne d'exportation de 35.000 francs, pour 8 millions de lire, achetés presque en totalité par l'Angleterre ; 2.000 paires environ par l'Allemagne.

Signalons encore quelques objets divers intéressants : les chapeaux de paille et autres procurent à l'Italie, à eux seuls, 17 millions de lire. La France en achète pour les $\frac{2}{3}$ de la valeur exportée, l'Allemagne pour un million.

Le corail travaillé, l'article napolitain dont toutes les

villes italiennes sont abondamment pourvues, donnent annuellement, à l'exportation, 20 millions de lire. Les Indes Britanniques, les Etats-Unis, l'Autriche sont les principaux acheteurs.

La place occupée par la France et l'Allemagne, dans les importations et exportations italiennes, en objets fabriqués, dans la période des cinq dernières années, était la suivante, en milliers de lire :

IMPORTATIONS EN ITALIE D'OBJETS FABRIQUÉS EN PROVENANCE
DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE

1909		1910		1911		1912		1913	
France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.	France	Allem.
119.420	340.912	119.776	364.407	116.561	380.846	114.529	409.494	120.002	389.058

EXPORTATIONS D'ITALIE D'OBJETS FABRIQUÉS A DESTINATION
DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE

33.622	24.682	37.386	29.245	37.102	30.941	42.561	41.199	40.680	38.447
--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Pour mieux résumer l'état du commerce de la France et de l'Allemagne avec l'Italie depuis 1909, nous publions le tableau totalisé récapitulatif ci-dessous :

IMPORTATIONS EN ITALIE EN PROVENANCE DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE

ANNÉES . . .	VALEUR EN MILLIERS DE LIRE				
	1913	1912	1911	1910	1909
Allemagne. .	612.690	626.284	550.159	524.634	503.464
France	283.356	289.591	327.182	333.957	329.106

EXPORTATIONS D'ITALIE A DESTINATION DE LA FRANCE
ET DE L'ALLEMAGNE

ANNÉES	VALEUR EN MILLIERS DE LIRE				
	1913	1912	1911	1910	1909
Allemagne. . . .	343.445	328.236	301.249	293.139	307.202
France.	231.481	222.570	206.168	218.296	198.717

Livre III

Le marché italien — Les causes du fléchissement commercial français — L'accaparement de l'Allemagne

L'effort fait par l'Italie pour prendre rang parmi les nations d'Europe, y jouer un rôle utile et se libérer de l'influence étrangère, portait déjà ses fruits quand éclata la guerre qui ébranla fortement les puissances occidentales. Le tableau ci-dessous que nous reproduisons souligne et confirme les résultats obtenus depuis 1904 par notre voisine, comparés à ceux des autres puissances :

	Austria- Unghe- ria	Belgio	Francia	Germania	Gran Breta- gna	Italia	Spagna **	Svizzera
	Valore in milioni di							
	Corone	Franchi	Franchi	Marchi	Sterline	Lire	Pesetas	Franchi
IMPORTAZIONE								
1904	2,047.9	2,782.2	4,502.3	6,364.5	551.0	1,877.5	824.2	1,240.4
1913	3,406.5	5,049.9	* 8,508.4	* 10,695.4	768.7	3,645.6	* 971.0	* 1,925.8
Differenza per- centuale nel 1913. . . .	+ 66	+ 81	+ 89	+ 68	+ 39	+ 94	+ 18	+ 55
ESPORTAZIONE								
1904	2,088.7	2,183.3	4,451.0	5,222.6	300.7	1,572.6	846.6	891.5
1913	2,769.7	3,715.8	* 6,875.4	* 10,080.6	525.2	2,511.6	* 962.0	* 1,375.9
Differenza per- centuale nel 1913. . . .	+ 33	+ 70	+ 54	+ 93	+ 75	+ 60	+ 14	+ 54

A l'importation, elle tient la première place, prouvant ainsi d'une façon indiscutable sa persévérance dans l'effort et sa ligne

de conduite immuable quant au but à atteindre. L'Italie désirait deux choses surtout : perfectionner son industrie cotonnière, qui lui semblait être d'un gros revenu, grâce à la réclame, à l'appui et au placement assuré qu'elle était persuadée de trouver chez les émigrants dispersés un peu partout ; et créer une industrie sidérurgique capable de lui assurer l'indépendance économique et politique à laquelle elle aspire. Les résultats de son industrie cotonnière ont été étudiés, dans le détail, dans le livre aux matières premières nécessaires à l'industrie. Ils sont impressionnants. Ceux de la sidérurgie ont été indiqués également et nous pouvons conclure, pour cette dernière que quelques lourdes que puissent être les charges fiscales qui pèsent sur l'acheteur italien supportant finalement les frais du développement métallurgique, il y a lieu de mettre en évidence que la production du fer et de l'acier qui, en 1880, ne dépassait pas 30.000 tonnes de fonte, atteignait, en 1913, 420.000 tonnes de fonte et près d'un million de tonnes d'acier. La guerre lui a-t-elle porté préjudice ? Demandons la réponse à l'Etat qui s'est trouvé dans la nécessité de limiter très fortement ses profits en s'en attribuant une bonne partie, au moyen de taxes spéciales sur les bénéfices de guerre, et de restreindre, également, les dividendes à verser aux actionnaires ; ce qui n'a pas empêché toutes les industries italiennes de doubler et même de tripler leur capital social. L'Ilva passant à 50 millions de capital, suivie par Piombino, l'Elra, pour ne citer que les principales ; elles ont actuellement des disponibilités, une main-d'œuvre abondante qu'on évalue à près de 600.000 ouvriers, un outillage des plus perfectionnés. L'industrie métallurgique italienne est sortie de la guerre plus forte, plus habile, plus spécialisée, et elle trouve facilement du frêt lui permettant l'apport du charbon, du minerai et des déchets de fer ; elle acceptera la lutte avec la concurrence étrangère, à moins qu'elle ne s'entende avec elle pour la répartition du travail à exécuter et la vente des produits fabriqués, ce qui serait sans nul doute la meilleure solution.

La place occupée respectivement par la France et l'Allemagne dans l'essor économique de l'Italie étant différente, et les réflexions que nous suggère le rôle effacé de la France, tandis que l'accaparement du marché italien par l'Allemagne

s'affirmait de jour en jour plus brutal, plus éclatant, nous incite à ne pas cacher la vérité et à dire à nos industriels et commerçants que le problème d'après-guerre sera délicat à résoudre et que, pour reprendre la place perdue, il faudra lutter, non en ordre dispersé, mais en union avec les banques et les agents commerciaux.

Dans ce livre, nous allons examiner d'abord les causes qui ont déterminé notre éloignement du marché italien et celles qui ont fourni à l'Allemagne l'occasion de s'affirmer et de s'imposer ; enfin, nous exposerons le problème économique et douanier d'après-guerre tel que l'envisagent le Gouvernement, les industriels et les commerçants italiens.

CHAPITRE I^{er}

Les Causes de la diminution des opérations commerciales françaises en Italie.

La France n'a pu, en trente ans, reprendre le rang occupé par elle avant 1888, bien que, depuis 1898, les relations entre les deux nations aient été des plus cordiales; il n'y a pas lieu de se torturer l'esprit pour donner l'explication de cet échec. Il faut admettre que les individus ne font, généralement, pas de sentiment quand ils traitent des affaires, si tant est qu'ils en fassent quelquefois, mais les nations entre elles n'en font jamais; et quand on prétend qu'une communauté d'origine, l'aide procurée au moment difficile, le souvenir de luttes communes peuvent déterminer des courants susceptibles d'engendrer une politique de sentiments, d'appuis et de bienveillance, on risque fort de se tromper lourdement. Il y a eu deux raisons principales de notre isolement commercial dans nos rapports avec l'Italie : la première c'est qu'un marché abandonné pendant dix ans ne peut être repris que lentement, patiemment, en mettant tout en œuvre pour remonter le courant : argent prêté aux Banques, capitaux placés dans les industries, agents consulaires et commerciaux actifs et intelligents; rien de tout cela malheureusement n'a existé; la seconde, c'est que l'Allemagne, avec ses procédés commerciaux, ses participations bancaires et industrielles et l'avance acquise, pouvait résister à tous les assauts.

Les banques françaises ne sont pas venues en Italie — mettons de côté la petite participation de la Banque de Paris et des Pays-Bas dans la Banca Commerciale — La loi italienne taxant, depuis 1911, les Sociétés étrangères en Italie sur le montant total de leur capital, et non pas seulement sur celui engagé dans les affaires de la péninsule, les a éloignées. C'est,

du moins, le raisonnement qu'elles tiennent. Pourquoi n'ont-elles pas tourné la loi comme leurs collègues allemands et suisses, en créant des sociétés italiennes à raison sociale indépendante, mais simples filiales en fait de l'établissement principal ? Les Banques françaises ne sont pas allées en Italie, parce qu'elles n'avaient confiance ni dans les Sociétés italiennes, ni dans la force d'expansion de l'Italie ; parce que, mal renseignées, elles n'ont pas cru à la possibilité d'un avenir quelconque au point de vue industriel, et parce qu'elles ont admis, comme une vérité absolue, les articles économiques le plus souvent inspirés, montrant la situation du royaume sous un jour peu encourageant.

Sans vouloir faire trop de peine à notre personnel consulaire et diplomatique, il faut bien avouer que ce qui l'intéresse le plus, ce n'est pas la partie commerciale ni industrielle de son métier. Les réceptions, très cordiales, qu'on reçoit de lui, généralement quand on lui fait une visite de « cortesia », s'arrêtent quand on lui demande des renseignements commerciaux ou quand on lui parle affaires.

M. Louis Marin, député, dans la revue « L'Europe Nouvelle », explique cet état d'esprit par cette raison que nos agents consulaires, commerciaux et diplomatiques, n'ont pas le temps de s'initier et de connaître réellement les ressources exactes du pays dans lequel ils se trouvent, et qu'à peine arrivés, ou tout au moins sachant à peine quelques mots de la langue et des habitudes des gens du pays, ils sont déplacés et vont recevoir ailleurs de l'avancement.

Il cite l'exemple suivant : « Prenons, écrit-il, le tableau des Ministres plénipotentiaires, ouvrons les annuaires de 1912 et de 1914, nous constatons que sur 32 légations, 11 seulement restent dirigées, en 1914, par les mêmes titulaires ».

Il y aurait, évidemment, beaucoup à faire pour l'amélioration de nos méthodes diplomatiques et commerciales, mais les fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères sont-ils bien les seuls et vrais coupables ? Ne sont-ils pas, hélas, le résultat de notre mentalité, de nos préjugés, de notre manière de considérer l'étranger et les gens qui y vont faire des affaires ? L'opinion trop répandue veut absolument qu'on ait une conscience chargée, non seulement pour s'expatrier, mais pour

se rendre habituellement à l'étranger autrement que pour des voyages d'agrément. Les principales maisons de commerce françaises, les Chambres de commerce, donnent-elles de nombreuses bourses de séjour, envoient-elles les jeunes employés français apprendre la langue, les mœurs commerciales et s'initier aux goûts d'un pays ? L'Italie compte trois chambres de commerce françaises : Naples, Rome, Milan. Malgré l'activité très grande de leurs présidents, sont-elles en rapports constants et commerciaux avec leurs collègues françaises ? Sont-elles souvent interrogées sur les modifications à apporter dans les coutumes commerciales, dans les rapports avec les acheteurs sur les déplacements d'activité, sur la concurrence, sur la mode ? Non. Nos maisons françaises, de plus, par le fait que les banques françaises n'ont pas d'intérêts en Italie, ne peuvent être renseignées sur le crédit réel des maisons italiennes, sur les délais à accorder, sur les sacrifices à consentir quelquefois.

Voilà la mentalité du commerce et de l'industrie français vis-à-vis de l'Italie ; avouons que l'Allemagne avait la partie belle, sa qualité d'alliée lui assurant également de nombreux points d'avance ; elle en a profité : 612.000.000 de lire de marchandises vendues à l'Italie, tels sont les résultats magnifiques auxquels elle est arrivée.

CHAPITRE II

LA PÉNÉTRATION ALLEMANDE

La pénétration allemande a été facilitée : 1° par le percement du Gothard ; 2° par les méthodes commerciales de l'Allemagne ; 3° par ses banques.

Quand, en 1869, la Confédération des États suisses et l'Italie tombèrent d'accord pour la ligne du Gothard, l'Italie songeait surtout à des débouchés éventuels pour ses vins et primeurs. Deux ans après, l'Allemagne adhéra à la Convention, comprenant toute l'importance économique de la seule et unique ligne suisse des Alpes qui, par le plus court chemin, devait relier les pays du nord et nord-ouest des Alpes suisses avec l'Europe méridionale et l'Orient ; elle spéculait, en même temps, et sur le développement de l'Italie et sur les débouchés qu'elle prévoyait devoir s'ouvrir devant elle. Aussi sur les 85 millions de première mise elle n'hésitait pas à en verser 20, l'Italie 45 et la Suisse 20. Malgré les déficits et les déboires des premiers travaux, elle persévérait, ainsi que l'Italie, le 13 janvier 1877, dans son projet : Toutes deux furent d'avis qu'il était politique d'accorder une nouvelle subvention de 26 millions, dont 10 versés par chacune d'elle, en se réservant le droit d'avoir des tarifs de pénétration spéciaux, lesquels furent appliqués le 22 mai 1882, à l'inauguration de la ligne. Ces conventions que la Suisse subit et qui lui furent, en fait, imposées, profitèrent surtout à l'Allemagne et à l'Italie et, sans la ligne du Gothard, il est certain que l'emprise germanique sur l'Italie n'aurait pas été aussi brutale et que le problème économique et douanier italien aurait peut être été envisagé et résolu d'une autre manière. En 1911 le trafic ferroviaire, aller et retour, sur cette ligne, était évalué, par Filippo Tajani, à une moyenne journalière de 500 wagons de marchandises.

D'après l'« *Economista Italia* » du 11 février 1913 et une publication du « *Credito Italiano* », les Sociétés italiennes par action seraient au nombre de 793, dont 245 cotées en bourse, ces dernières avec un capital émis de 2.945.500.000 lire, et en valeur de cote de 3.800.000.000. On pourrait s'imaginer que cet argent a été apporté par les Allemands et qu'ils ont de grands intérêts pécuniaires en Italie. Détrompez-vous, si la France n'y a pas mis un sou, l'Allemagne pas grand'chose et sa main-mise sur l'Italie a été réalisée avec un capital dérisoire.

Elle a créé, installé, lancé les affaires, puis s'est empressée de placer les titres dans le public, après avoir fait nommer un Conseil d'administration favorable et dévoué ; seulement, les principaux ingénieurs dans ces industries étaient allemands ou élevés suivant les méthodes allemandes ; il en était de même des principaux agents commerciaux, sans compter quelques employés importants. Voilà la méthode suivie par l'Allemagne vis-à-vis de l'industrie italienne et celle adoptée vis-à-vis de la clientèle, procède des mêmes principes. Les commis-voyageurs du Rhin, visitent et fouillent l'Italie dans tous les coins ; toutes les maisons allemandes importantes ont des succursales dans les grandes villes et savent faire de la réclame. L'employé allemand épie, il essaye de savoir quels articles plairont ; quels prix on est décidé de payer ; quelles modifications à apporter ; quels crédits à donner et l'industriel et le commerçant allemand travaillent à coup sûr, c'est le système perfectionné des fiches de crédit. Même politique à l'égard des banques, le sénateur Vittorio Scialoja, ancien ministre, le reconnaît loyalement, dans son article la « *ricostruzione* », qui a paru dans le numéro d'avril 1918, des « *Industrie Italiane Illustrate* », quand il écrit : « Tous savent que l'avant-garde du commerce allemand a toujours été constituée par l'intérêt pris par cette nation dans les banques du pays où elle désirait pénétrer. On avance avec le capital, lequel, avec un système bien compris, s'emparait du mouvement bancaire, sans acquérir la majorité des actions des dites banques. L'Allemagne, avec cette manière de faire, s'est emparée presque exclusivement des trois branches de commerce qui constituent la clef de pénétration de toutes les autres. Elle a accaparé les services d'expédition, les transports maritimes

« et les assurances de transport. Grâce à ces trois branches
« d'industrie commerciale, elle arrive à connaître également
« tout le mouvement des marchandises des autres nations.
« Elle les assure et, en conséquence, en connaît la quantité
« que chaque maison envoie à une autre maison, le prix, et
« se trouve être ainsi en mesure, quinze jours après avoir
« assuré fidèlement ses expéditions et ses transports, d'offrir à
« l'acheteur, la marchandise allemande à des conditions bien
« plus avantageuses. C'est le système avec lequel l'Allemagne
« a pu s'emparer du commerce mondial, là où surtout les
« industries locales étaient moins développées ».

Je ne suivrai pas complètement M. Giovanni Preziosi dans son livre sur « l'Allemagne à la conquête de l'Italie », comparant la Banca Commerciale au cheval de Troie, qui est plus l'œuvre d'un polémiste brillant et batailleur que celle d'un économiste pondéré et philosophe. Néanmoins, malgré l'exagération voulue de certaines pages, il y a dans son livre des choses vécues, vues et dites avec la plus grande sincérité :
« L'énorme puissance, écrit-il, dont dispose la Banque
« allemande en Italie, a été employée à intensifier, de toutes
« les manières possibles, la vente, dans la Péninsule des produits
« germaniques, avec ce double but d'exclure du marché les
« produits d'autres provenances étrangères et d'empêcher le
« développement des industries et des commerces nationaux ;
« à cette fin, la Banca Commerciale faisait le service bancaire
« de tous les commerçants et industriels allemands opérant en
« Italie et leur prêtait un appui illimité. Tandis qu'elle leur
« donnait les plus larges crédits, elle faisait confiance à leurs
« clients italiens et consentait à ceux-ci, pour payer les
« marchandises qu'ils avaient achetées, tous les délais
« nécessaires. Toute maison allemande qui voulait se fixer
« chez nous ou toute société italienne, qui était disposée à
« s'inféoder à l'industrie allemande, était sûre de l'appui de
« la Banca Commerciale. »

Notre incurie commerciale est aussi indéniable que la pénétration allemande est certaine : « Qu'on regarde ce qui
« est arrivé à Milan, écrit Preziosi, la cité des cinq journées,
« la capitale morale du pays. La ville, où naguère le Tedesco
« était exécré, est maintenant allemande pour un bon tiers,

« dominée par une florissante colonie germanique. Il en est
« de même à Venise, à Gênes, à Florence, à Rome, à Naples,
« à Palerme et même à Turin ; dans toutes les cités, les
« Allemands abondent, accueillis admirablement, chefs de
« grands commerces et de lucratives industries. Partout ils
« occupent les bonnes places, s'enrichissent, s'unissent en
« tous endroits, s'entraident et s'intéressent même à la
« politique à laquelle ils n'hésitent point à se mêler.
« Incessante était avant la guerre la descente, en Italie, de ces
« jeunes « tedeschi », toujours instruits et disciplinés, qui
« savaient trouver d'excellentes positions. Il suffit de feuilleter
« un annuaire industriel ou bancaire pour voir dans les
« Conseils d'Administration, parmi les directeurs des grandes
« entreprises, quelle énorme quantité de noms allemands s'y
« rencontrent ! »

Mais pourquoi, hélas ! serions-nous étonnés ? M. Giovanni Preziosi semble s'indigner de la pénétration allemande en Italie. Elle était, malheureusement, toute naturelle. L'Italie avait, avons-nous dit au début de notre étude, le choix ou de végéter éternellement en essayant de suivre une politique d'isolement au point de vue commercial et industriel, ou de s'appuyer sur une nation à crédit solide. La France, jusqu'en 1887, fut suivie et écoutée ; notre politique coloniale l'a détachée de nous pour la rapprocher de l'Allemagne, auprès de laquelle elle avait certainement escompté trouver des débouchés plus considérables et un appui plus désintéressé. Les Italiens se sont plaints amèrement de ce que le *modus-vivendi* n'ait pas produit plus de résultats, et surtout, de ce que les exportations italiennes en France aient toujours été inférieures aux importations françaises en Italie. On a quelquefois prononcé le mot de dupes ; quel mot devrions-nous employer pour qualifier les traités de 1904 avec l'Allemagne, dont les importations en Italie sont le double de ce qu'elle achète chez notre voisine ?

L'Italie avait vu grand, elle avait vu surtout la possibilité de débouchés considérables pour ses vins et ses primeurs. Elle a vendu peu de vins, somme toute, à l'Allemagne et à cette dernière seulement car, dès 1916, l'Autriche, par représailles fermait ses portes aux vins italiens. Elle a exporté, en Allema-

gne, de la soie gregge, des légumes et des fruits, mais l'Italie lui rendait service, l'Allemagne ayant un pressant besoin de denrées alimentaires pour nourrir une population de 68 millions d'habitants. Quels bénéfices l'Italie a-t-elle retirés de sa collaboration avec l'Allemagne ? Quelque chose tout de même. L'Allemagne a formé ses ingénieurs et créé son industrie. Elle ne l'a pas fait, certes, dans le seul but de lui venir en aide ; mais en mettant sur pied une œuvre, une industrie jeune, neuve, elle n'ignorait pas qu'elle en serait longtemps la maîtresse et que toutes les transformations, les débouchés et les développements en seraient contrôlés par elle.

Quoiqu'il en soit, elle a mis, entre les mains de l'Italie, un outillage qui a permis à notre alliée d'être à la hauteur de sa tâche et de dominer les circonstances parfois difficiles où elle s'est trouvée. Le service bancaire et les sociétés industrielles ou de crédit ont été patronnés par l'Allemagne, et si, au début de sa fondation, elle n'a mis que 5 millions dans la Banca Commerciale, elle avait, tout de même le contrôle en 1913, d'une Banca Commerciale, au capital de 161 millions, avec le concours de la direction acquise et dévouée à sa cause.

L'Allemagne a rendu service à l'Italie. Inutile de le nier, mais elle avait là, sous la main, une nation qui ne pouvait guère lui élever de barrières douanières. M. Giovanni Preziosi appelle la Banca Commerciale le cheval de Troie, mais le vrai cheval de Troie a été l'alliance de l'Italie avec la triplice ; c'était une union de pur calcul et de pur intérêt. L'Allemagne en a pris tout le profit. L'Italie en a retiré surtout le désir très vif de s'émanciper de la tutelle et de reprendre, au moment favorable, une liberté d'action politique et économique qu'elle sentait fort bien lui être parcimonieusement accordée.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME D'APRÈS-GUERRE

Agriculture, — Main-d'œuvre et Émigration, — Crédit bancaire,
Voies ferrées et Transports.

Les événements ont bouleversé tous les plans, faussé les calculs les plus savants, ruiné les hypothèses les plus vraisemblables en apparence, et n'ont laissé, aux économistes, que l'espérance d'en refaire de nouveaux sur de nouvelles bases.

Gardons-nous donc comme d'un fléau plus terrible que la guerre, si possible, des prophètes de l'après-guerre, de gens qui, ignorant la langue, les habitudes et les ressources réelles des pays dont ils s'occupent, veulent, à tout prix, établir des relations douanières d'après les affinités de race ou le fait des alliances militaires actuelles. L'Italien est pratique, âpre au gain et plein d'amour-propre. L'Italie ne fera jamais une politique d'après-guerre basée sur les sentiments; pour elle les mots de sœur latine, fraternité des peuples, démocratie, société des nations, n'auront de valeur qu'autant qu'ils lui offriront des résultats financiers, économiques et industriels intéressants pour elle; non seulement elle veut vivre, mais elle tient à prendre, parmi les peuples d'Europe, la place à laquelle elle estime avoir droit, en raison de sa main-d'œuvre abondante, des sacrifices qu'elle s'est imposés pour créer ses industries et des pertes, au point de vue financier, que la guerre lui a fait subir; or, les industries de l'Italie ne peuvent prospérer que dans la mesure où ses produits agricoles trouveront preneurs aux meilleures conditions; sa main-d'œuvre, un placement à bon rendement et sa situation financière, son équilibre. Cela paraît très simple comme solution, mais, en passant à l'étude

de la réalisation pratique du programme, nous allons tout de suite apercevoir les difficultés. L'Italie désire vendre ses produits agricoles. Il nous serait facile de reproduire ici tous les articles de journaux et de revue où, chaque jour, comme un refrain bien connu et bien appris, les desiderata de l'Italie pour l'après-guerre, au point de vue des relations commerciales, sont exposés. Il nous suffira de n'en citer que les principaux.

L'article de l'Onorevole Luzzati, dans le *Giornale d'Italia*, de mars 1919, qui, dans sa forme humoristique, fait connaître les secrets espoirs de son pays : « Nous avons voulu interroger « l'Onorevole Luzzati sur une opinion qu'on lui attribue et qui « a une grande valeur dans les négociations en cours : les « reprises commerciales avec nos ennemis. M. Luzzati nous fit « connaître, avec humour, ses idées à ce sujet : L'Allemagne « et l'Autriche-Hongrie devront payer beaucoup comme indem- « nités de guerre, à la France, à l'Italie et à la Belgique, et les « paiements, étant donnée l'énormité de la somme, devront « assumer des formes diverses : comptant, à crédit avec « garanties sur les mines, les chemins de fer, les forêts, mais « l'une ou l'autre de ces formes serait la moins grave pour nos « ennemis et la plus utile pour les alliés, sinon dans l'ordre « financier mais dans celui économique auquel on ne pense « pas généralement ; et, pour parler de l'Italie qui, en une « période préliminaire, pourrait avoir une priorité d'approvi- « sionnement de ces matières : il faut sauver nos exportations « principales de l'agriculture et de l'industrie agraire du péril « de l'obstructionnisme douanier de l'Autriche et de l'Alle- « magne. Ces deux pays devront être obligés à introduire, par « exemple, pour vingt années au moins, lesdits produits sans « douane ou à un tarif douanier très minime, de cette façon « entreront nos légumes, nos agrumes, nos vins, notre soie, et « en même temps, nous donnerions, aux Italiens, satisfaction « à l'un de nos plus grands intérêts économiques et politiques, « évitant le péril qui, depuis un quart de siècle, nous menace « de diviser le nord et le sud dans nos tractations commer- « ciales. Le problème le plus terrible est celui des tarifs « douaniers que nous réussîmes à résoudre, le moins mal « possible, au milieu de difficultés de toutes sortes : celui d'une « égale protection pour les industries, sans nuire à nos expor-

« tations agricoles. Dans les dix dernières années, le problème
« s'était heurté à de nouvelles difficultés à cause des préten-
« tions des agriculteurs allemands, autrichiens et hongrois. Je
« ne parle que des ennemis. C'est le moment de défendre nos
« légitimes intérêts, dans le sens indiqué, avec une indemnité
« financière moindre, mais avec de bonnes et justes compen-
« sations douanières. »

Nous lisons dans le Bulletin d'avril 1916, de la Chambre de Commerce italienne de Paris, sous la signature de son président, M. Della Riccia, ce qui suit : « Pour ce qui est de la production, je pense qu'il y a lieu de distinguer l'obtention de produits qui peuvent être obtenus par les différents pays alliés, indépendamment les uns des autres, tels que certains produits naturels, destinés à être mis dans le commerce, sans transformation ultérieure, et les produits travaillés dont la préparation peut être effectuée dans plusieurs des pays alliés, dans des conditions techniques et économiques comparables et que ces pays pourraient simplement échanger entre eux, ou vendre aux étrangers, et l'obtention de produits auxquels il peut convenir d'employer la collaboration de deux ou plusieurs pays alliés. Pour les produits de la première espèce, il convient de laisser, à chacun des alliés, sa plus grande liberté et les conditions de leurs échanges seront à régler par des dispositions douanières favorisant les alliés par rapport aux indifférents.

« L'Italie, très riche en produits de la surface du sol ou agricole, est relativement pauvre en produits du sous-sol ou minier ; par contre, elle dispose d'une main-d'œuvre abondante, elle est très riche en énergie hydro-électrique et dispose d'un nombre remarquable d'ingénieurs compétents dans toutes les branches de l'industrie ».

Le problème est ici franchement posé : tous les produits agricoles de l'Italie doivent pouvoir se vendre par le jeu de la concurrence libre de l'Italie, mais avoir des avantages quand le jeu naturel de l'offre et de la demande ne produira pas d'effets assez sensibles. Maintenant, elle n'entend sacrifier en rien les produits manufacturés ; elle a une main-d'œuvre abondante, une grande force hydro-électrique qu'elle espère augmenter : « Pour ce qui regarde l'utilisation des forces

« hydrauliques — écrit Scialoja — le Gouvernement a déjà
« pris ses dispositions. Le décret, loi relative aux captations
« d'eau, quelle que soit l'opinion qu'on en ait, avec ou sans
« modification, doit être d'urgence converti en Loi. C'est une
« de nos suprêmes nécessités de mettre au point toutes les
« forces hydrauliques dont nous pouvons disposer. L'eau est
« considérée, chez nous, non seulement comme une force
« motrice, mais comme une richesse unique et une violence
« désastreuse ; il faut que, dans le mezzo giorno, l'eau qui
« trop souvent est un désastre devienne un bienfait ».

Même cri de combat dans l'article de M. Semenza, président de la Société des Ingénieurs Électriciens, dans la « Revue des Industries Italiennes », de mars 1918 : « L'Italie est et doit être
« la nation de l'électricité. Ce cri fut lancé il y a un an ; c'est
« celui que nous adressons au Gouvernement, au Parlement,
« à la presse, aux industriels, pour que soit tenté l'effort
« maximum pour accorder, dans le plus bref délai possible,
« le développement de notre incomparable patrimoine hydrau-
« lique, bien plus riche en puissance et en fécondité que le
« patrimoine minéral de l'Angleterre.

Elle a des ingénieurs, mais on en trouve le nombre encore insuffisant : « Trop souvent encore, écrit Scialoja, nous
« sommes obligés de faire appel au concours d'ingénieurs
« étrangers pour diriger l'action de nos usines. Nous devons
« produire des hommes aptes à la direction, et ceci doit être
« obtenu facilement, car nous nous adressons à notre génie
« italien ».

Son industrie pour laquelle elle a fait tant de sacrifices — le coton dont elle veut tout d'abord, et la soie ensuite — doit pouvoir vivre non seulement sa vie propre, sur les bases d'une concurrence égale entre nation, mais doit devenir une industrie monopolisée entre ses mains et servant à tous les alliés : « L'Italie, écrit Della Riccia, dans ses rapports réciproques
« avec les alliés, pourra donc être désignée spécialement pour
« effectuer la transformation et l'adaptation des matières
« premières brutes et des matières premières à demi-travaillées
« que pourraient lui livrer les autres alliés ou parfois le
« commerce mondial et la fabrication de produits finis à
« destination des alliés ou des autres pays ».

Quel est le rôle assigné à la France et à l'Angleterre ? La France, pour les produits de son sol fera, comme l'Italie, une concurrence libre ; pour les autres produits, voici sa tâche : « La France et l'Angleterre pourraient entreprendre, sur une « grande échelle, l'industrie des matières colorantes. L'Italie « pourrait s'adonner également à plusieurs industries chimiques telles que : la production de substances dérivées du « soufre et autres métalloïdes, la production de composés de « l'azote tiré de l'air, nécessitant la disponibilité de grandes « quantités d'énergie électrique à bon marché et développer « les industries employant la cellulose, le chanvre, les huiles, « les essences, ainsi que la fabrication de plusieurs produits « médicaux. La France et l'Italie pourraient collaborer à « plusieurs industries chimiques et métallurgiques, la France « pourrait fournir du fer et de l'aluminium, dont l'Italie ferait « des machines agricoles, du matériel électrique ou du « matériel roulant. »

L'Italie souhaiterait d'être libre échangiste pour les produits agricoles, et protectionniste pour ses industries : « Si l'agriculture, écrit Scialoja, a le droit de réclamer un tarif « douanier et une politique économique qui permette au « propriétaire et au cultivateur de tirer, dans les meilleures « conditions et avec bénéfice, un profit de la fécondité de « notre sol, elle n'a pas le droit de demander que quelque « débouché extérieur soit conservé ou reconquis aux produits « agraires, au prix du dommage et de la ruine de l'activité « industrielle. »

Le-mémoire remis par l'Union des industriels, commerçants et ouvriers au Gouvernement, à Rome, le 12 août 1918, exprime la même idée, réclame et invite : « L'Etat à adopter « une politique commerciale et industrielle, capable de « mettre d'accord la défense de la production avec l'intérêt « des consommateurs. »

L'Italie désirerait surtout s'affranchir de toute tutelle. La direction des industries italiennes d'avril 1918 écrivait cet article manifestement inspiré : « La guerre mondiale nous a « mathématiquement démontré que l'Italie était à la merci « des autres puissances, parce que nous ne produisons pas « autant qu'il était nécessaire à nos besoins. L'Italie doit donc,

« avant tout, se mettre à même de n'avoir besoin de personne,
« ce qui signifie que tout ce qu'il nous faut, nous devons le
« faire. L'Italie n'est ni un petit pays, ni un petit peuple et
« nous pouvons très bien produire tout ce qui nous est
« nécessaire ».

Même programme chez l'ex-ministre Nitti et le « Corriere della Serra », du 16 juin 1918, commentant le discours de cet homme politique, écrit : « On fera quelques réserves, en ce
« qui concerne son affirmation, que l'Italie doit se préparer
« à produire elle-même, après la guerre, tout ce dont elle a
« besoin. Non pas que l'Italie ne doive point se préparer à
« travailler dix et cent fois plus qu'elle ne le faisait avant
« 1914, mais parce qu'il est bon de ne pas créer des illusions
« dangereuses qui pourraient compromettre la meilleure
« solution des problèmes de demain ».

Aussi le programme Wilson, relatif au libre échange, est-il étudié et apprécié avec une certaine méfiance. L'ingénieur Olivetti, dans un article paru dans les « Industries italiennes », en mai 1918, présente les observations suivantes :
« M. Wilson a cru pouvoir placer, dans les buts de guerre
« des alliés, la suppression, autant qu'il sera possible, de
« toutes les barrières économiques et la création de conditions
« commerciales égales entre toutes les nations qui consenti-
« ront à la paix et qui s'emploieront à la maintenir. Pris dans
« son sens littéral, tous peuvent accepter un tel postulat,
« comme, en thèse générale, tous peuvent acclamer la
« fraternité universelle. Mais avant d'accepter cette idée,
« nous voudrions savoir si cette déclaration implique vérita-
« blement un libre échange complet qui, dans l'état actuel
« des choses, serait un danger irrémédiable pour l'industrie
« italienne. Il semble étrange, à première vue, que le premier
« appel à un libre échange universel soit venu aux représen-
« tants de la nation la plus rigide-ment protectionniste du
« monde, mais la chose peut s'expliquer facilement si on
« considère seulement l'état dans lequel se trouve, en ce
« moment, l'industrie de la puissante et riche Fédération
« américaine relativement à celle des autres nations. Si l'on
« doit prendre à la lettre le message présidentiel, le Gouver-
« nement italien ne peut adopter intégralement, sans être à

« priori protectionniste sans bénéfice d'inventaire, la thèse de
« M. Wilson, car l'Italie risquerait d'être, au point de vue
« économique, ce qu'elle a été pendant tant de siècles au point
« de vue économique et guerrier : un commode terrain ouvert
« pour les luttes des autres nations ».

Développement agricole, industriel, protection de la main-d'œuvre, voilà le premier programme de l'Italie et elle n'entend pas sacrifier, sur l'autel de l'alliance, les avantages qu'elle espère tirer de son industrie, dont les moyens de production ont été, depuis la guerre, plus que triplés, avec une main-d'œuvre abondante et un outillage poussé jusqu'aux dernières limites du perfectionnement : « Si nous ne résolvons
« pas, écrit Scialoja, l'énorme problème du mezzo-giorno,
« nous aurons manqué, non seulement à notre devoir envers
« une partie de l'Italie qui, chaque jour, devient plus
« méritante du fait de la guerre, mais nous aurons pêché
« contre nous tous, parce que la richesse de chaque région
« est la richesse de toute l'Italie : Tous les problèmes
« agricoles sont encore à résoudre et ceci est la suprême
« honte pour la magna parens frugum, et la guerre nous a
« fait sentir cruellement ce que le fait de ne pas y avoir
« pensé nous a valu de dommages et de coups ».

Nous avons dit que l'Italie comptait sur sa main-d'œuvre comme un moyen de peser sur les accords à intervenir après la guerre. Le capital humain sera évidemment, à ce moment là, extrêmement recherché et d'un rapport très élevé. Par conséquent, l'obtention de la main-d'œuvre italienne sera, non seulement une question économique établissant un rapport entre l'offre et la demande, mais une question politique pour laquelle joueront les relations entre les pays demandeurs et l'Italie qui s'en servira pour obtenir un nombre plus ou moins grand d'avantages économiques et douaniers, suivant que les besoins de main-d'œuvre seront plus pressants.

« Nous ne pouvons, écrit Scialoja, prohiber l'émigration,
« mais nous devons la réglementer de façon que les bras ne
« manquent pas à l'intérieur si nous l'autorisons à aller à
« l'étranger; et nous devons la donner à l'extérieur, à la
« condition seulement que les nations qui nous la demandent
« nous accordent en échange de bonnes conditions et pour

« nos émigrants et pour l'Italie : donnant cette richesse d'hommes, nous devons recevoir la richesse de marchandises dont nous avons besoin ».

Dans le Bulletin Officiel de la Chambre de commerce, cité plus haut, nous trouvons confirmation de cette idée : « L'Italie fournirait un appoint important de main-d'œuvre en Meurthe-et-Moselle et peut-être dans le Nord pour l'extraction et le premier travail à faire pour les produits miniers de ces régions, mais à condition qu'on nous en tienne compte ».

Ne nous leurrions pas, l'Italie sera exigeante et si elle ne va pas jusqu'à réclamer une juridiction d'exception, elle demandera l'autorisation d'établir une surveillance et une inspection minutieuses sur l'emploi de sa main-d'œuvre, d'autant plus, qu'après la guerre, elle sera moins abondante qu'on ne se le figure, d'abord à cause des pertes subies et ensuite du fait que la plupart des industries nationales, qui ont triplé le nombre de leurs ouvriers, ne laisseront pas partir une main-d'œuvre déjà dégrossie et d'un bon rendement. Le déchet et la main-d'œuvre inférieure seront seuls offerts au début.

Nous touchons à la troisième et dernière partie, la plus sensible à l'Italie, celle du crédit : « Comme la presque totalité des épargnes — écrit Della Riccia — aura été placée, pendant la guerre, dans les emprunts d'Etat, il faudra donc alimenter les industries autrement que par des capitaux mais par du crédit, d'où la nécessité absolue d'une large intervention des banques ». Voilà le point capital des futurs accords. Crédits bancaires et capitaux. L'Italie exigera du crédit, elle exigera également que les banques françaises participent aux augmentations de capital de ses banques commerciales, ou créent de nouvelles filiales en Italie.

La réforme des banques italiennes et leur spécialisation est à l'ordre du jour. La direction des industries italiennes, dans le numéro de mars 1918, écrit : « Si les banques et les banquiers veulent prospérer avec la prospérité des industries dont ils sont le soutien indispensable, ils doivent se spécialiser. Les grandes banques devront créer des filiales, l'une pour l'industrie minière, l'autre pour la métallurgie, celle-ci pour les industries textiles, celle-là pour les transports ».

« On peut penser — écrit Della Riccia — soit à un groupement de banques existantes, soit à la création d'une ou plusieurs banques commerciales nouvelles. Je suis d'avis que les rapports commerciaux entre l'Italie, la France et l'Angleterre devraient être établis par un organe commun. Rien n'empêche qu'à la constitution de cette banque commerciale prennent part quelques-unes des banques existantes dans les trois pays. L'objet de la banque serait d'intervenir dans les transactions entre industriels et commerçants de pays différents, en accordant du crédit sur documents, des avances sur marchandises, sur titre ou autres propriétés. La banque devrait s'inspirer des méthodes qui ont réussi à l'Allemagne, consentir des avances de 60 et 80 % sur les crédits figurant sur les livres de commerce, elle pourrait commanditer certaines industries ».

Il est bien certain que le crédit de l'Italie a été fortement secoué; il n'est pas le seul, il est vrai, mais n'ayant pas de capitaux placés à l'étranger, n'ayant pas de fortes économies, elle ressentira plus sensiblement au début que les autres nations, les effets de la guerre. C'est le point sensible de tout son organisme économique et celui qui lui donne le plus d'inquiétudes pour la reprise et le développement commercial d'après-guerre.

C'est en se plaçant sur ce terrain que la France aura le plus de chance d'atténuer les revendications exagérées de l'Italie et d'obtenir d'elle des conditions douanières et de main-d'œuvre raisonnables.

Une question subsidiaire qui fait également partie du programme de l'après-guerre de l'Italie est celle des transports par eau et par chemin de fer : « L'Italie, écrit Della Riccia, pourrait vendre des quantités considérables de primeurs, légumes, beurre, fromages et œufs, en France et en Angleterre, si des moyens de transport rapides et fréquents le permettaient. Le problème des transports maritimes : sera peut-être le premier — écrit Sciajola — de ceux qui s'imposeront pour la reprise des affaires ».

Il faut ajouter que le problème des transports par eau pour l'Italie est, au fond, le problème de l'Adriatique. C'est la continuation de la lutte de Venise et de ses rivales. L'Italie s'est

déjà assuré la mer par l'occupation de Vallona, de Pelagosa, de Santi-Quaranta et par la proclamation des protectorats sur l'Albanie. Elle admet l'accès de l'Adriatique aux Yougo-Slaves qui deviendront ses clients, mais elle veut à tout prix fermer, à la concurrence germanique, le port de Trieste, dont le mouvement commercial est bien supérieur à celui de Venise. Trieste italienne, c'est pour cette ville la suppression du vaste arrière-pays que représente l'Autriche et derrière elle l'Allemagne. C'est en même temps l'essor de Venise dont la sphère d'influence serait en outre accrue pour la récupération du Trentin.

Un autre problème qui intéresse l'Italie pour ses transports par voie ferrée est celui de la Convention du Gothard qui est attaquée vigoureusement par la presse suisse et que cette dernière veut voir annuler. Voici ce qu'en pense la « Nationale Zeitung », de Bâle, du 27 octobre 1918 : « On discute souvent « de savoir si la Convention du Gothard restera en vigueur « après la guerre. Le problème est d'autant plus important, « pour la Suisse, que cet accord constitue une limitation de « notre souveraineté en matière de tarifs et une véritable « entrave économique. On sait que l'Allemagne et l'Italie ont « subventionné la construction du chemin de fer du Gothard. « En échange, elles se sont fait accorder des facilités de tarifs « qui n'ont pas été purement et simplement supprimées par le « rachat de la ligne mais que les chemins de fer fédéraux ont « dû reprendre pour le réseau de l'ancienne société. Il est « désirable de supprimer cette Convention. »

L'Italie s'inquiète de cet état d'esprit et l'article paru en novembre 1917, dans les « Industries italiennes », répond à ces préoccupations : « La campagne commencée depuis quel- « que temps, dans la presse suisse, pour obtenir la modification « de la Convention de 1913, pour le Gothard, s'est élargie et « transformée. On ne parle plus de modifications à apporter, « mais on parle maintenant de son abolition. Nous demandons « au Gouvernement d'être très attentif à cette campagne en « raison de la grande importance que cette question peut « avoir comme répercussion sur les futurs trafics internatio- « naux de l'Italie. Il est curieux de constater que cette cam- « pagne commence au moment où l'Allemagne manifeste

« l'intention de renoncer aux avantages de la Convention de
« 1913, mais à condition de pouvoir acquérir la prédominance
« sur le trafic ferroviaire alpin du Loeschberg ».

Le chef de la mission française d'achats, en Italie, dans un rapport au Ministre du commerce; en 1916, concluait :
« Pendant longtemps encore, malgré l'abondance de sa main-
« d'œuvre et la médiocrité des salaires, malgré les efforts si
« intelligents qu'elle a faits, l'Italie ne pourra devenir, de
« quelque temps, une puissance industrielle de premier ordre,
« parce qu'elle manque de matières premières et parce qu'elle
« est totalement privée de charbon. Les chutes d'eau qu'on se
« propose d'aménager dans les régions industrielles de l'Italie
« pourront, dans une large mesure, suppléer à l'absence de
« charbon, mais cependant pas complètement. C'est pour-
« quoi, si l'industrie française veut se mettre, sans délai, à la
« tâche, elle a des chances de trouver, en Italie, des débouchés
« intéressants ».

La solution proposée ne répond qu'à la première partie du problème qui est, comme nous l'avons vu, plus complexe et plus étendu et qui se présente, en résumé, sous la forme suivante :

- 1° Produits agricoles et dérivés ;
- 2° Crédits bancaires et capitaux ;
- 3° Main-d'œuvre ;
- 4° Transports commerciaux maritimes et par voie ferrée.

Le seul moyen de résoudre le problème avec chances minima d'erreur est de laisser dès maintenant les agriculteurs, les commerçants et les industriels, représentés par les Chambres de commerce ou par tel organisme qu'il leur conviendra de choisir, d'une part; les banquiers et armateurs d'autre part, engager, sans tarder, des pourparlers avec leurs collègues italiens pour préparer un terrain d'entente sur la base de tarifs favorables à la France pour l'exportation, en Italie, de nos produits fabriqués.

Il y a déjà eu des efforts faits en ce sens et qui se continuent : Des sociétés françaises ont installé des filiales en Italie. La société Coignet, à Monte-Rotondo, pour la fabrication du phosphore ; la société de Villeneuve, filiale du groupe la Cheddite, à Nera-Montoro, pour les chlorates et à Borgo-

Franco pour l'aluminium ; la Parthénopéenne à Naples, etc.

Les banques françaises étudient le marché et cherchent à réaliser une union plus étroite des capitaux français en même temps qu'une aide plus efficace. Laissons donc aux professionnels, aux gens de métier, qui sont les premiers intéressés aux bonnes relations économiques, étudier, chercher, préparer des solutions de bon sens et d'application facile. La tâche du Gouvernement français s'en trouvera singulièrement facilitée et simplifiée. Il n'aura plus qu'à choisir entre les solutions proposées celle qui offrira le plus de garantie au point de vue national et le rendement le meilleur au point de vue économique du pays.

o o o Imprimerie o o o o
P. COQUEUGNIOT & C. TRUCHOT
o o o o Autun o o o o
